

# *Géographie* *et*

# *Cultures*



*Spécial Mexique*

**10**  
*été 1994*

## **Géographie et cultures n°10, été 1994**

**Numéro spécial Mexique**  
sous la direction de Jean-Yves Marchal

### SOMMAIRE

- 3 Du territoire aux espaces de mobilité  
*Jean-Yves Marchal*
- 13 Le Chiapas n'est pas tout le Mexique  
*Marielle Pépin Lehalleur*
- 21 L'interminable conquête ou l'histoire d'un Etat propriétaire  
*Luc Cambrézy*
- 35 Mobilité et stabilité d'une société rurale du Veracruz  
*Odile Hoffmann*
- 53 Partage et identité dans le nord-veracruz  
*Jean-Yves Marchal et Marielle Pépin Lehalleur*
- 77 La frontière : mobilité et territoire au nord du Mexique  
*Hélène Rivière d'Arc*
- 93 A la périphérie de Mexico, la naissance d'une ville : Chalco  
*José Manuel Juarez Nuñez et Sonia Combani Salinas*
- 117 Corporatisme et clientélisme : territoires à reprendre dans le Golfe du Mexique  
*Marie France Prévôt Schapira*
- 135 L'identité culturelle du Mexique  
*Paul Claval*
- 137 Lectures  
Le Mexique à l'aube du troisième millénaire  
Une vision culturelle du Mexique  
A propos de Mexico : symbolisme et centralité  
Le Mexique entre deux Amériques

## Géographie et Cultures, n°10, 1994

La revue *Géographie et cultures* est publiée 4 fois par an par l'association GÉOGRAPHIE ET CULTURES et les éditions L'HARMATTAN, avec le concours de l'ORSTOM et du CNRS

Directeur: Paul Claval

Comité scientifique : Maurizio de Almeida Abreu (Rio de Janeiro), Luc Bureau (Québec), Anne Buttner (Dublin), Michel Chevalier (Paris), Paul-Henry Chombart de Lauwe (Paris), Giacomo Corna-Pellegrini (Milan), Denis Cosgrove (Royal Holloway, Londres), Pierre Flattrès (Paris), Jans-Christians Hansen (Bergen), Jean-Luc Piveteau (Fribourg), Xavier de Planhol (Paris), Joe Powell (Melbourne), François Sigaut (Paris), Takeuchi Keiichi (Tokyo), Juan Vilà-Valenti (Barcelone), Eric Waddell (Québec), Eugen Wirth (Erlangen).

Correspondants : Marc Brosseau (Ottawa), Flora Sheng-hua Cheng (Taipei), Ingo Eberle (Mayence), Anne Gilbert (Ottawa), Josefina Gómez Mendoza (Madrid), Keizo Isobe (Tokyo), Bertrand Lévy (Genève), Virginie Mahmoudou (Amsterdam), Ghilla Roditi (Milan), Anngret Simms (Dublin).

Comité éditorial : Augustin Berque (EHESS), Joël Bonnemaison (ORSTOM), Jean-Luc Cambrézy (ORSTOM), Guy Chemla (Univ. Paris-IV), Paul Claval (Univ. Paris-IV), Jean-Christophe Gay (Espace et Culture), Isabelle Gêneau de Lamartière (Univ. d'Artois), Cynthia Ghorra-Gobin (Espace et Culture), Dominique Guillaud (ORSTOM), Christian Jacob (CNRS), Louis Marrou (Univ. La Rochelle), Jérôme Monnet (Univ. Toulouse), Françoise Péron (Univ. Brest), Jean-Robert Pitte (Univ. Paris-IV), Roland Pourtier (Univ. Paris-I), Georges Prévélakis (Univ. Paris-IV), Jean Rieucou (Univ. Montpellier), Olivier Sevin (Univ. Paris-IV), Singaravelou (Univ. Bordeaux III), Jean-François Staszak (Univ. Amiens), Christian Taillard (CNRS), Jean-René Trochet (Musée des Arts et Traditions Populaires).

Rédaction : G. Chemla, C. Fontanel, M. Gautron, J. Garnier, P. Pigeon.

Coordination : G. Chemla, P. Pigeon.

Laboratoire Espace et Culture (CNRS/Université Paris-IV),

Institut de Géographie, 191 rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

Tel. (1)-44-32-14-00. Fax. (1)-40-46-25-88. Labo. Espace et Culture

Couverture : création Yves-Marie Péron

Abonnements : *Géographie et cultures*, Éditions L'Harmattan, 5-7 rue de l'École Polytechnique, 75005 Paris, FRANCE. Chèques à l'ordre de L'Harmattan.

	France	Etranger
Abonnement 1994	280 FF	300 FF
Prix au numéro	90 FF	100 FF

**Recommandations aux auteurs :** Toutes les propositions d'articles portant sur les thèmes intéressant la revue seront examinées par le comité de rédaction. *Géographie et Cultures* publiera en français. Les articles doivent parvenir à la rédaction dactylographiés en double interligne et, dans la mesure du possible, sur disquette 3.5" (Macintosh ou MS-DOS) portant le nom du logiciel utilisé. Ils comprendront les références de l'auteur (nom, fonction, adresse) et des résumés en français, en anglais et éventuellement dans une troisième langue. Les notes seront regroupées en fin d'article. Les illustrations (cartes, tableaux, photographies N&B) devront être fournies prêtes à cliquer et ne pas excéder 19 x 12 cm, y compris les légendes et commentaires.

© L'Harmattan 1994

ISSN: 1165-035

ISBN: 2-7384-2713-8

## **AU MEXIQUE, LE BOULEVERSEMENT DES IDENTITES : DU TERRITOIRE AUX ESPACES DE MOBILITE**

Jean-Yves MARCHAL

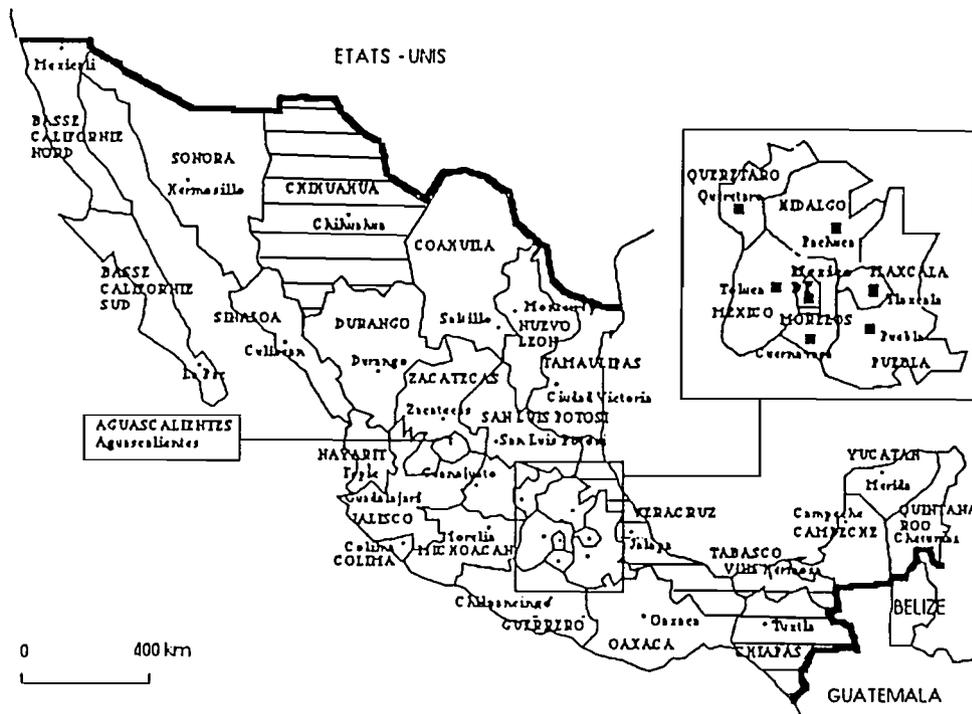
*ORSTOM-El Colegio de Mexico*

Offrir une sélection d'images du Mexique qui soit représentative de ses points forts actuels n'est pas tâche aisée. Le pays court à sa modernité quand mille choses le retiennent au passé, passé souvent cultivé tant par les "Politiques" que les intellectuels. Un passé parfois en harmonie, parfois en désaccord avec le présent ou, tout du moins, freinant l'évolution, la retenant pour un temps. Dans ces conditions, consacrer quelques pages à la mobilité et à son contraire, l'ancrage au territoire, c'est en partie répondre à l'actualité mexicaine, quoi qu'il faille mesurer les termes et nuancer cette dichotomie apparente, avant de rapprocher "mobilité" de "modernité" de même que "territoire" de "passé". Les articles que nous présentons s'y emploient en tentant de démontrer qu'il existe, au Mexique, une association constante entre les deux termes.

D'une part, on observe une certaine distanciation au territoire, une aptitude de la société aux migrations temporaires ou définitives et une facilité à s'adapter aux nouvelles formes d'organisation de l'espace que véhicule le changement économique. Celui-ci privilégie les systèmes organisés en pôles et réseaux (universalité des relations, interdépendance) et semble, le plus souvent, faire abstraction des contraintes liées aux patrimoines territoriaux. Les mouvements de population engendrés, à la fois, par l'important accroissement démographique et la création de complexes industriels ou agricoles (périmètres irrigués) font du Mexique un "espace-mouvement" (Pizani, 1992).

D'autre part, et bien que l'on puisse parler de "flexibilité" ou d'adaptation de la société au changement, il existe aussi des résistances, des ruptures, à prendre en compte. Et pour ce faire, s'il est parfois judicieux d'embrasser l'échelle régionale ou nationale, mieux vaut généralement lui préférer le menu des études ponctuelles.

## MEXIQUE : LES ETATS ET LEURS CAPITALES



Source : Le Mexique à l'aube du troisième millénaire, IHEAL-CREDAL (CNRS), Paris, 1993, M. F. Prévôt Schapira et J. Revel-Mouroz éditeurs.

Le Mexique est si diversifié sur ses deux millions de kilomètres carrés qu'il est délicat de généraliser une observation, surtout quand il s'agit d'actualité. Ne dit-on pas qu'il existe des Mexiques plutôt qu'un Mexique ? Néanmoins, il apparaît à certains chercheurs plus facile de s'abriter "derrière" l'Histoire - au moins ne trompe-t-elle pas - plutôt que de chercher à saisir le changement, le flou, voire le déconcertant de l'actualité. Ou encore plus rassurant de privilégier l'analyse du discours politique au niveau le plus haut, celui de l'équipe gouvernementale, celui de l'Etat.

Les analyses réunies dans ce numéro relèvent d'un autre genre. Point d'exposé sur les modèles de société ou l'organisation productive. Certes, quelques considérations sur le système politique, mais toujours en relation avec l'espace, trop souvent oublié des réformateurs économiques. Pour l'essentiel, des regards portés sur des groupes ruraux observés dans les relations qu'ils ont tissées (et modifiées selon les lieux) avec le territoire qu'ils occupent. Deux études portent, toutefois, sur la ville, dans une mise en perspective de l'exode rural et de l'adaptation aux territoires urbains. Assez souvent, nous traitons du cas par cas, de ce qui caractérise les "positions", de ce qui fait que le "ici" est différent du "là bas"; bref, d'une géographie préférentiellement de niveaux local ou régional, fruit de recherches, pas toutes terminées, réalisées par un groupe de collègues sur un échantillon d'études. A cet égard, un reproche pourra nous être adressé, celui d'un éventail géographique déployé, pour l'essentiel, sur le Golfe du Mexique et le nord frontalier. Ce n'est que le fruit du hasard des localisations où se mène actuellement la recherche.

\* \* \*

\*

Mettons en mémoire quelques données. Le Mexique occupe une position stratégique de première importance, du fait de sa situation, de ses richesses minières : métaux précieux (or, argent) et pétrole (qui fait du pays un des cinq premiers producteurs mondiaux; 75% de la valeur de ses exportations, en 1990), mais aussi, sans doute, du fait du poids non négligeable de sa population. Elle était forte de 81 millions d'habitants en 1990, probablement de 83 à 84 aujourd'hui. Elle a grossi huit à neuf fois en un siècle, avec un taux d'accroissement annuel de 3%, passé à 2,5 au cours de la dernière décennie. La transition démographique est à l'ordre du jour. Bien que les statistiques restent discrètes sur la bigarrure du peuplement - tout au plus les recensements font-ils état des personnes parlant une langue indigène - on peut estimer

que la population indienne représente entre 10 et 15% de l'ensemble et les Métis, 55% environ. Mais qui se dit métis au Mexique et qui aurait la suffisance de prétendre le contraire ?

Plus important est de retenir la jeunesse de la population : 50% des habitants ont moins de vingt ans; les moins de quinze ans représentaient 42,6% en 1980, 38,3 en 1990.

Cette population se répartit d'une manière irrégulière en 31 Etats autonomes, ceux du nord et du nord-ouest étant les moins peuplés, Etats dont l'autonomie dans un cadre fédéral est plus ou moins respectée par le centralisme d'Etat, selon les liens historiques entretenus entre la province et Mexico, selon la personnalité des gouverneurs, selon les moments. Pièces constituantes des Etats, les municipales "libres" peuvent être comparés à des communes; leurs représentants sont élus au suffrage universel.

Le Mexique c'est aussi des villes. Un tiers de la population vivrait, aujourd'hui, dans des agglomérations de plus de 500 000 habitants, parmi lesquelles : Mexico (15 millions d'habitants), Guadalajara (3), Monterrey (2,5). De tels rassemblements pèsent sur l'activité économique car, dans la catégorie des personnes actives (soit entre 43 et 50% de la population totale entre 1980 et 1990), 54% vivaient de l'agriculture en 1960, 40% en 1980 et seulement 23-25% en 1990 (moins de 20% dans le District fédéral). En opposition, la population urbaine (vivant dans des localités de plus de 2 500 habitants) est passée d'un peu plus de 10%, en 1900, à 65,7%, en 1980, puis à 73-74%, en 1990. On peut avancer qu'aujourd'hui la majorité des adultes est née en ville.

Faut-il voir ce phénomène dynamique comme significatif de progrès et de bien être économique, comme révélateur d'une société en bonne santé, aux portes des Etats-Unis, qui sont son premier client et son premier fournisseur ?

Le Mexique est un pays riche, à qui la majorité de ses intellectuels dénie d'espérer obtenir une place dans le "premier monde", car c'est un pays riche qui se modernise aux coûts élevés, accélérés, d'une dérégulation de son économie et de sa société. Les 25% d'actifs toujours versés dans le secteur primaire représentent cinq millions de personnes environ. Sur cet effectif, deux sont *ejidatarios*, c'est-à-dire bénéficiaires de la Réforme agraire, moins d'un million sont propriétaires privés résidant dans la campagne et vivant de leur production et les deux millions restant louent des parcelles, contractent des métayages ou sont journaliers. Parfois, ils ne bénéficient d'aucune assise foncière.

A cette situation s'ajoute un fait nouveau : l'agriculture est essoufflée sous l'effet de la concurrence avec le grand voisin du nord et du désengagement de l'Etat, qui a décidé de supprimer les crédits à la production et de ne plus garantir le prix des récoltes. Les dernières années ont été celles de la fin du protectionnisme, du corporatisme et celles de l'adhésion inconditionnelle aux thèses libérales.

Et les effets de ces contingences s'observent tout aussi bien dans les campagnes que dans les villes entourées de ceintures de misère, villes des petits métiers, du sous-emploi et du chômage aux pieds de puissants consortiums industriels.

Si, sur le plan international, le Mexique offre une image assainie par rapport aux années 1980 - il rembourse sa dette et la Bourse de Mexico est une excellente place pour les actionnaires - les importations croissent; aujourd'hui, 20% de la consommation alimentaire est importée (blé, maïs, produits laitiers, viande, sucre). Le PIB qui, après 1986, s'était relevé pour atteindre un taux d'accroissement annuel de 4,4% en 1990, est passé à 3,6 (1991) et 2,7 (1992). Et, dans sa "modernisation" - le mot est de mode dans la sphère gouvernementale - entre enfin le TLC ou ALENA ou NAFTA (selon la langue préférentielle de chacun), signé en 1992, dont on ignore les effets sur l'économie mexicaine au cours de la prochaine décennie.

Les changements notés plus haut engendrent de nouveaux modes de vie, pas seulement alimentaires. Il s'agit d'une recomposition de la société, chaque jour plus citadine au point que l'on évoque l'urbanisation de la campagne où la ruralité s'accommoderait aujourd'hui de pluriactivités, au sens où l'activité des familles se diversifie en différents lieux parfois fort éloignés. Certains économistes, rangés dans l'opposition politique, parlent d'une fuite en avant dans un contexte de crise, marquée depuis une dizaine d'années : la "décennie perdue".

"Les enjeux sont importants : les mutations et recompositions en cours peuvent être placées à l'origine d'un ordre économique et social en gestation, inscrit à contrecourant des transformations agricoles et agraires passées. L'avenir reste encore incertain. Quel sera le sort, dans un environnement plus hostile, des paysanneries marginalisées et paupérisées, secrétées par les régimes d'accumulation passés?"

écrit Thierry Linck (1993). Ancrage, changement, mobilité ?

\* \*

\*

Sept articles sont proposés.

Le premier s'ouvre sur une actualité douloureuse ayant pour fond l'identité maya du Chiapas, composée de ces Tzotzil, Tzeltal, Chol et autres Tajolabal que les guides touristiques incitent à visiter, là-bas, loin à l'est/sud-est de Mexico, dans les massifs forestiers qui se dressent entre l'isthme de Tehuantepec et le Yucatan. Populations indiennes aux vêtements de couleurs vives qui vendent paisiblement leur artisanat les jours de marché, à l'ombre des arcades coloniales et des couvents baroques. Ces gens se sont soulevés. En ordre. En armes.

Marielle Pepin Lehalleur explique, non pas tant le soulèvement, que la revendication démocratique qui l'accompagne. Celle-ci a à voir avec une situation de pauvreté du pays maya, maintenue par toutes les administrations qui se sont succédé, situation encore plus dégradée, récemment, par l'accélération du processus de *ganaderización*, c'est-à-dire la priorité donnée aux pâturages par les héritiers des *hacendados*, les propriétaires d'*haciendas*. Pour cultiver il ne reste plus que les pentes. A cela s'ajoutent, toujours sur le même thème, la réforme de l'article 27 de la Constitution, qui met fin à la Réforme Agraire soit, en conséquence, à la distribution de terres aux paysans, et l'entrée du Mexique dans un traité de libre commerce avec les Etats-Unis et le Canada, qui risque fort d'avoir pour conséquence l'achat d'exploitations agricoles par des étrangers.

L'article de Luc Cambrezy, "l'interminable conquête", offre simultanément une réflexion sur la gestion politique du territoire national et la présentation d'une série de concepts-clefs qui, replacés dans une perspective historique, aident à la compréhension des analyses locales qui émaillent les articles suivants. On y découvrira, notamment, de quelle manière l'Etat mexicain contrôle son territoire, pas partout, en laissant floues les limites des circonscriptions qui le maillent. Jusqu'à quand ?

Le thème de la mobilité des habitants d'un municipe est abordé par Odile Hoffmann, familiarisée avec la condition paysanne dans la région de Xalapa, capitale de l'Etat de Veracruz. Elle s'applique à démontrer que les déplacements continus entre des hameaux dispersés en montagne et un bourg situé à plus basse altitude, déplacements qui reflètent la complémentarité des activités disposées le long d'un gradient altitudinal, sont doublés par l'accès à des systèmes économiques variés qui débordent le strict cadre agricole ainsi que celui du territoire municipal. Pour l'auteur, ces deux types de mobilité doivent être considérés comme vitaux dans le maintien du peuplement en ses lieux d'habitat. Ancrage et mobilité.

Prenant un peu de champ - cette fois, l'échelle d'observation est un bassin versant -, l'auteur de ces lignes et Marielle Pepin Lehalleur

s'intéressent au dyptique formé par des municipes voisins qui n'ont pas suivi les mêmes options de développement, du fait de la nature de leur peuplement mis en place en des temps variés, à des époques marquées par des cycles économiques différents. Les uns, qui se considèrent comme détenteurs de la tradition et du territoire, sont propriétaires-éleveurs; les autres, Métis et Indiens descendus de leur montagne, se sont faits producteurs d'agrumes en profitant des terres libérées par la Réforme agraire. Les premiers perdent du terrain sauf aux abords de certains points d'appui; les seconds étendent leurs vergers et se préoccupent d'exporter leur production : deux faces de la médaille "développement" dans le Golfe du Mexique.

La mobilité à grande distance aboutissant à l'installation d'immigrants au nord du Mexique est observée par Hélène Rivière d'Arc. Après une présentation de l'espace frontalier, ponctué de *maquiladoras* et caractérisé par la rapidité de la transformation, tant du paysage industriel et urbain que des secteurs d'activité de ses habitants, l'auteur propose une analyse de l'Etat de Chihuahua et notamment de sa capitale Ciudad Juarez, en s'interrogeant sur ce que peut bien signifier "territoire" pour une population citadine de type pionnier. En effet, la mobilité géographique et la flexibilité socio-professionnelle sont fortes, accentuées par le passage quotidien de la frontière dans les deux sens. Et la variété des mouvements de main-d'œuvre se déploie sur fond d'urbanisation mouvante, faite de chantiers, de nouveaux parcs industriels, de centres commerciaux, de parkings et de terrains vagues. Mais, à cette absence de structure fixée du territoire urbain, s'oppose le contrôle exercé sur les quartiers par les industriels, les syndicats et les partis politiques. Multiplicité des espaces de références, de ceux que l'on traverse, de ceux où l'on vit et où l'on travaille, pour un temps.

C'est encore à la ville que s'intéressent José Manuel Juarez et Sonia Combani : cette fois, aux quartiers périphériques de Mexico. Les auteurs donnent à voir comment naît une ville satellite aux abords de la capitale, dans la boue et la poussière. D'abord, est-ce bien une ville ce rassemblement de bâtisses inondées après les orages et sur lequel flottent en suspension gaz et déchets d'industries ? Juarez et Combani expliquent comment on est passé d'un joli village entouré de champs irrigués à une étendue de briques sur deux mille hectares, soit ce qui s'appelle la "logique" d'expansion de Mexico. Un flot ininterrompu d'immigrants y recherche des parcelles vacantes pour s'établir. Alors, commence la tension entre vouloir vivre en ce lieu, devenir propriétaire d'une maison avec de maigres revenus, s'affronter à la spéculation et suivre la procédure administrative permettant de légaliser l'accès à une parcelle. Ancrage douloureux dans la société moderne.

La série d'articles se clôt par l'observation d'une forme particulière de contrôle du territoire, celle que les organisations

syndicales mexicaines ont exercé fermement, jusqu'il n'y a pas si longtemps, par le biais du clientélisme. Nous en avons pris connaissance dans les quartiers de Ciudad Juarez mais, ici, la dimension est autre, car il s'agit de l'ensemble des aires soumises à l'exploitation pétrolière, et donc sous contrôle du syndicat des travailleurs du pétrole, dans tout le Golfe du Mexique, de l'État du Tamaulipas à celui de Tabasco, de Tampico à Coatzacoalcos. Une échelle d'étude, à la fois régionale et locale, permet de découvrir l'étendue du réseau forgé, au cours de plusieurs décennies, par la corporation des pétroliers et, partant, de son influence dans les décisions prises en matière de mobilité de l'emploi, selon la fermeture ou l'ouverture de chantiers de prospection, l'installation d'industries pétrochimiques ou encore l'aménagement de l'espace urbain qui leur était lié. Depuis peu, l'État s'est interposé.

\* \* \*

\*

Avant d'achever cette présentation, nous proposons une brève liste des principaux termes et concepts auxquels tout chercheur mexicaniste est confronté, dès qu'il s'agit de gestion du territoire et d'usage foncier. Les définitions qui suivent ont été rédigées à partir de notes fournies par Anath Ariel de Vidas et François Lartigues ainsi que de quelques lectures.

Un *municipio*, ou *municipio* (rapidement dit : l'équivalent d'une commune française, mais sa taille peut être gigantesque) se divise en *congregaciones* (sur la base d'anciens regroupements de population effectués au temps de la colonisation), elles-mêmes composées de *rancherías* (hameaux). Les limites administratives des *congregaciones* s'assimilent, dans la plupart des cas, lorsqu'il s'agit d'aires peuplées depuis longtemps, à celles des communautés indiennes qui furent dépendantes des haciendas. Placé à la tête du *municipio*, le *presidente municipal* (maire) est représenté dans les *congregaciones* par des *agentes* (agents), relayés à leur tour auprès des hameaux par les *agentes especiales* (agents "spéciaux").

Le statut de *bienes comunales* (biens communaux) s'applique aux terres restituées de droit aux communautés indiennes (*comunidades, comuneros*) ayant été en mesure de présenter des titres de propriété coloniaux. Cependant, la réforme agraire au Mexique, issue de la Révolution, donna lieu surtout aux *ejidos*, ensembles fonciers attribués par *resolución presidencial* (arrêté présidentiel) à un groupe de paysans (la loi exigeait au moins vingt chefs de famille) qui en avait fait la demande et qui, de ce fait, devenaient *ejidatarios*. Ces derniers

disposaient dorénavant des terres dans le cadre d'une exploitation individuelle ou collective (rare), terres qui provenaient généralement de la dépossession de propriétés privées n'ayant pu obtenir des *certificados de inafectabilidad* (certificats de non affectation). Les lots composant un bien communal ou un *ejido* étaient, par principe, inaliénables et ne pouvaient être hypothéqués. Ils étaient transmissibles uniquement par héritage. La réforme agraire est actuellement en passe de toucher à sa fin avec la nouvelle législation, lancée en novembre 1991, qui libéralise la tenure de la terre et clôt définitivement le processus des dotations.

*Cacique* : On a fait de ce mot une insulte, comme celui de koulak, repris par les agraristes. Originaire des Antilles, "cacique" a pris, dans la langue espagnole, la connotation de chef abusant illégitimement de ses droits, dans un champ où l'autorité est normalement réservée à l'Etat ou à ses représentants.

"Potentat local faisant régner son pouvoir politique par des moyens extra-légaux" (Bataillon, 1971)

*rancho*: terme mexicain à ne pas assimiler au ranch nord américain (exploitation d'élevage) ou, au contraire, au terme vénézuélien (rancho = bidonville). Il désigne une propriété en opposition à l'*ejido*.

## **Bibliographie**

- BATAILLON, C., 1971, *Ville et campagnes dans la région de Mexico*, Antropos, Paris.
- GUTELMAN, M., 1971, Réforme et mystification agraires en Amérique Latine. Le cas du Mexique, coll. "*Documents et recherches d'économie et socialisme*", n°5, F. Maspero, Paris.
- HOFFMANN, O. et LINCK, T., éditeurs scientifiques, 1993, *Estudios rurales*, Trace, n°24, CEMCA, Mexico
- LINCK, T., éditeur scientifique, 1993, *Agricultures et paysanneries en Amérique latine : mutations et recompositions*, coll. "colloques et séminaires", ORSTOM, Paris.
- MONNET, J., 1994, *Le Mexique*, coll. "Géographie d'aujourd'hui", Nathan, Paris.
- MUSSET, A., 1990, *Le Mexique*, Masson, Paris.
- PISANI, F., 1992, Préface de *El Mediterraneo de las Américas*, ALFIL, n° 10, *Institut français d'Amérique latine*, Mexico
- PREVOT SCHAPIRA, M. F. et REVEL-MOUROZ, J., coordinateurs, 1993, *Le Mexique à l'aube du troisième millénaire*, Credal-CNRS, IHEAL, Paris.

# LE CHIAPAS N'EST PAS TOUT LE MEXIQUE IL N'EST PAS UN AUTRE MEXIQUE

Marielle PEPIN LEHALLEUR

*CNRS-CREDAL*

**Résumé :** Au Mexique, les répercussions suscitées dans l'opinion publique urbaine par le soulèvement armé des Indiens du Chiapas et les remous politiques qui s'ensuivent font apparaître que l'affirmation indienne, le conflit agraire, la demande de justice sociale et l'exigence de démocratisation du système politique sont des enjeux nationaux actuels et qu'ils engagent des intérêts essentiels.

**Mots-clés :** Question indienne, réforme agraire, démocratisation, justice sociale, Chiapas, Mexique.

**Abstract :** *Urban public opinion echoing the Indian uprising in Mexico Chiapas and subsequent political violence shows that indian identity reassertion, agrarian struggle, the demand for social justice and political democracy are up-to-date national key issues which endanger strong interests.*

**Key-words :** *Indian question, agrarian reform, democratic struggle, social justice, Chiapas, Mexico.*

Plutôt qu'affirmées, l'appartenance du Chiapas au Mexique et sa singularité ne devraient-elles pas être posées sous forme d'interrogation ? Si le Chiapas est autant le symbole qu'une version extrême de misère et d'oppression ethnique, alors la modernité, le métissage, l'intégration sociale dont on dit qu'ils font l'unité de la nation mexicaine ne méritent-ils pas d'être mis en doute ? De quelles contradictions le soulèvement armé des Indiens du Chiapas est-il révélateur, ou porteur ?<sup>1</sup>

En ce premier janvier 1994, où l'accord de libre-échange qui lie désormais le pays aux Etats-Unis et au Canada entre en vigueur, un mouvement armé qui se proclame indien déclare la guerre à l'armée nationale, exige la destitution du Président de la République et la mise en place de mécanismes garantissant que les prochaines élections (en août)

---

Je remercie vivement François Lartigue et les autres amis(es) qui m'ont abondamment pourvue de coupures de presse et documentation diverse depuis le début de l'année.

seront vraiment honnêtes. Il affirme ne plus tolérer l'intolérable des conditions de vie et de mort dans les montagnes et les forêts du Chiapas, dénonce la politique d'un gouvernement "illégitime" et en appelle à la société civile.

Les premières heures sont à la stupeur et la méfiance. Et très vite, l'opinion est portée par une vague d'émotion. Le Mexique bat sa coulpe. On prend conscience d'une situation de misère et de discrimination de tout temps connue et cotoyée, mais passée sous silence. On la reconnaît soudain comme un scandale moral et politique dont la nation est responsable. Les racines historiques de la violence ethnique particulière dont pâtissent les Indiens au Chiapas sont soulignées. Mais ce qui vaut pour eux vaut pour les Indiens du Oaxaca, ou du Guerrero, ou de la Sierra de Puebla. Pour ceux qui vivent à Mexico. Et pourquoi pas pour tous les paysans pauvres ? Et pour tous les pauvres qui peuplent les ceintures de bidonvilles ?

Cette opinion publique qui s'émeut, ce sont avant tout les classes moyennes urbaines, à la fois entraînées et exprimées par les journaux; c'est la mobilisation des ONG, des universitaires, des militants de la défense des Droits de l'Homme; c'est aussi la présence réaffirmée des organisations paysannes et indiennes dans le reste de l'Etat et du pays; ce sont les manifestations à Mexico et dans d'autres capitales provinciales, les différents mouvements regroupant les organisations urbaines, les prises de position de certains membres du clergé. Ce sont les partis d'opposition, de plus en plus actifs et mobilisés par la campagne électorale, certaines tendances rénovatrices qui se font jour au sein du PRI, le syndicat officiel des enseignants qui tient à manifester une solidarité active avec les communautés indiennes, tel organisme patronal qui choisit, en ces circonstances, d'assortir son appui au gouvernement d'une recommandation de plus grande justice sociale.

Sur quel terrain les populations citadines peuvent-elles rejoindre un mouvement rural, indien, qui explique lui-même sa révolte par la paupérisation extrême de sa base sociale ?

### **Plutôt des combattants que des victimes**

Le message de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (AZLN) va bien au-delà de la dénonciation sociale. Ce n'est pas tant à la solidarité qu'il fait appel qu'à l'alliance dans une lutte politique, et la représentation habituelle de l'Indien en est bouleversée. Le message commence par une image : celle de rebelles indiens sortant de la jungle, nombreux et disciplinés, investissant tranquillement une ville et tenant tête à l'armée. Il se poursuit par écrit, au moyen de communiqués adressés aux journaux et d'entrevues concédées par le sous-commandant Marcos, dirigeant militaire et porte-parole de l'AZLN, et quelques autres

chefs Zapatistes. L'AZLN, en revanche, interdit l'accès de ses bases à la chaîne de télévision Televisa, symbole de la désinformation

Le message est ainsi délivré lentement, au rythme de la réflexion, dans les mots et la syntaxe du parler indigène que le signataire Marcos (lui-même non-indien) tantôt "traduit", tantôt agrémenté de commentaires gouailleurs d'une facture toute urbaine : d'un texte à l'autre ou au sein d'un même communiqué, on passe d'une relation au style incantatoire chargée de formules surprenantes à une expression raccourcie permettant de transmettre des consignes. Forme nouvelle au Mexique, de métissage culturel où l'Indien se donne à regarder et écouter dans sa différence, et qui débouche sur une recherche d'équivalences plutôt que de mélange.

Les textes disent le dénuement où sont tenus les Indiens paysans du Chiapas, l'inanité des efforts entrepris par toutes les voies légales, l'acte de désespoir, mais aussi de dignité que représente la rébellion. De la pauvreté, ils affirment qu'elle n'est pas l'état naturel de faibles nés pour souffrir, mais l'aboutissement des choix opérés par ceux qui détiennent le pouvoir, de l'échelon national au local, et dont ils contestent la légitimité. La démocratie et le libre choix des dirigeants à tous les niveaux sont ainsi, explicitement, au cœur de la révolte néo-zapatiste.

Pour l'AZLN, la démocratie est le terme moderne pour désigner le très vieil enseignement de leurs anciens, transmis sous une forme proche du mythe, dans un de leurs communiqués (26-II-94), qui énonce qu'il faut commander en obéissant (*mandar obedeciendo*), c'est-à-dire en se soumettant à la volonté de la collectivité. Ce qui est bon pour la majorité est bon pour tous, à condition que la minorité soit respectée. Le modèle de prise de décision proposé ne met aucune limite au temps et préconise qu'une conviction s'empare de la majorité des cœurs avant que le dirigeant ne la mette à exécution. Ainsi il ne peut y avoir de *hiatus* entre la justice, la liberté et la démocratie qui définissent ensemble les rapports entre le peuple et ses dirigeants.

C'est cette exigence démocratique que reprend l'opinion publique, qui trouve de façon bien paradoxale son héraut dans cette troupe d'Indiens en armes alors que jusqu'à présent, la démocratie était analysée comme une demande des classes moyennes, s'exprimant de façon privilégiée dans la lutte pour le respect du vote.

De fait, depuis les précédentes élections présidentielles, gravement contestées, en 1988, des protestations politiques ont alternativement secoué la plupart des Etats de la Fédération à l'occasion de leurs élections respectives (aux postes de gouverneur, députés locaux et maires). Mais si le malaise politique est latent dans tout le pays, la mobilisation proprement dite a rarement dépassé le cadre régional alors que le Président est régulièrement intervenu, de façon plus centraliste que jamais, pour imposer une conciliation qui ramenait un ordre provisoire sans satisfaire personne, ni dans l'opposition, ni chez les militants locaux du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) au pouvoir qui estiment faire les frais des négociations.

La campagne pour les élections présidentielles et législatives qui s'est ouverte en janvier est un moment propice pour que la revendication d'un mouvement local et issu d'un secteur marginalisé de la population acquière une audience nationale. Mais celui-ci met les partis en porte-à-faux en luttant pour la démocratie les armes à la main, en disant sa méfiance des luttes partisans, et en exigeant des conditions beaucoup plus radicales d'équité électorale que ce que l'opposition avait obtenu jusqu'alors.

L'opinion publique fait la preuve de sa capacité de mobilisation et de pression et, malgré certaines oppositions violemment exprimées (le vieux *leader* des syndicats ouvriers officiels réclame d'"exterminer les révoltés"), contraint le gouvernement au cessez-le-feu et au dialogue. Dans le même temps, le Président prend l'initiative de soumettre au Congrès une proposition de loi donnant, ainsi que le souhaitait l'AZLN, la responsabilité suprême de contrôle du scrutin à la société civile (sous la forme de six citoyens à l'honnêteté reconnue agissant en dehors des partis), et il entreprend la révision tant réclamée des listes électorales. L'Armée Zapatiste doit, elle aussi, se soumettre à la demande populaire d'un règlement négocié du conflit et accéder aux pourparlers, quarante-cinq jours après son soulèvement.

Sur la table des négociations (en l'occurrence, le grand-autel de la cathédrale de San Cristobal de Las Casas, pour ne pas être en reste de symboles), se retrouvent les thèmes qui ont fait l'actualité nationale de ces dernières années. Cette fois c'est le point de vue du pauvre, de l'Indien, du paysan, du citoyen commun qui en dicte l'énoncé. Sera-t-il adopté en pratique ? Il est en tout cas consigné sur le document qui recueille les engagements du gouvernement.

### **"Le droit de vivre dans la dignité"**

L'Accord de Libre-Echange Nord-Américain (ALENA) fait effet de pierre de touche pour la société mexicaine : il révèle les fractures, les craintes de certains s'opposant aux espoirs des autres. L'Armée Zapatiste le qualifie "d'acte de décès" pour les pauvres du pays. De fait, dans le scénario "d'entrée dans le Premier Monde" que le gouvernement propose, peu ont de quoi se reconnaître sous les traits du gagnant, même si la fierté nationale est flattée. L'entrée au GATT, en 1986, et la soudaine chute, voire suppression, de très nombreux droits de douane ont déjà fait goûter à de larges secteurs de la population urbaine le plaisir (ou la frustration) de trouver aux rayons de leurs magasins habituels tout un assortiment d'articles importés. Outre les consommateurs qui y ont accès, il n'y a guère que le grand commerce à en avoir profité et, à leur niveau, la foule de minuscules détaillants qui ont envahi les trottoirs de toutes les villes pour tenter, dans l'"informel", de se refaire un mode de vie.

Les producteurs, en revanche, ont senti peser la menace et les plus faibles y ont déjà succombé, des agriculteurs aux fabricants de jouets, de la sidérurgie à la production de chaussures ou à la confection. Tous ceux qui restent, grands ou petits, industriels ou agriculteurs, les *maquiladoras* (usines de sous-traitance), les ateliers artisanaux et les tout petits négoce gérés en famille, les entreprises d'Etat maintenant privatisées comme les firmes privées, supputent leurs chances de disparaître ou de trouver un créneau favorable. En dehors de certains secteurs industriels bien définis (automobile, électronique, ciment...), ce n'est pas tant les unités de production existantes que les partisans de l'ALENA font valoir que les ressources brutes du pays qu'il s'agira de potentialiser dans les meilleures conditions possibles, c'est-à-dire dynamisées par les investissements étrangers, gérées de façon plus efficace, intégrées dans des stratégies commerciales qui visent les grands marchés.

Dans l'agriculture, les chances de développement supputé se limitent à certains légumes frais et conditionnés, aux fleurs et aux fruits tropicaux, au jus concentré congelé d'orange, à la production de lait et de viande. En échange du pari fait sur leur essor, les dirigeants mexicains ont jugé avantageux d'ouvrir le marché national aux céréales américaines moins chères et de démanteler l'appareil d'encadrement financier et technique accusé de maintenir sous perfusion des producteurs inefficaces et sans autonomie. Après quelques années de tâtonnements où les agriculteurs, pratiquement privés d'appui, se sont fortement décapitalisés, un nouveau système de subsides directs destinés en priorité aux producteurs de maïs et de haricot noir a été mis sur pied en 1993.

En même temps, les fondements agraires ont été modifiés de façon radicale. La révision de l'article 27 de la Constitution, en 1991, met un terme légal aux expropriations et aux distributions de terre, favorise la privatisation des parcelles *ejidales* (créées par la Réforme Agraire et inaliénables), permet leur mise en vente ou sous hypothèque, prévoit la création de sociétés agricoles détenant de vastes surfaces. Des protestations ont eu beau s'élever de tous côtés parmi les paysans, mêlées, il est vrai, d'expressions d'espoir chez ceux qui s'attendaient à la venue d'investisseurs, la décision du gouvernement soutenu par son parti n'a été soumise à aucune négociation.

Parmi les revendications présentées aux Pourparlers de Paix, l'Armée Zapatiste réclame l'annulation pure et simple de cette réforme, l'expropriation des *latifundia* illégaux, la création de nouveaux *ejidos* (ou terres collectives). On est là, évidemment, au cœur d'une contradiction radicale à laquelle le gouvernement ne peut offrir que des réponses insatisfaisantes. Les innombrables mouvements revendicatifs latents ou déclarés, dispersés de par le pays, ont immédiatement emboîté le pas aux Zapatistes.

Que l'AZLN ait également inclus dans ses exigences celle de la formation professionnelle des journaliers indiens montre cependant que les nouvelles contraintes créées par l'ALENA sont clairement perçues. La

question de l'emploi agricole, de l'amélioration des conditions de travail et de salaire, de l'organisation des déplacements lointains, de la qualification des journaliers, est depuis longtemps négligée par les services gouvernementaux, comme par les syndicats et les organisations paysannes. Présente dans les années 20, elle a été délaissée par ces dernières au profit des revendications agraires et de la lutte pour le crédit, l'appui technique et les prix agricoles. Le paysan de la Révolution est par définition un producteur : c'est pour récupérer cette qualité et une dignité collective qu'il réclame la terre, c'est pour produire plus et vivre mieux que les organisations locales, régionales et nationales qui se sont multipliées depuis deux décennies négocient l'accès aux intrants et de meilleures conditions commerciales.

La population paysanne reste toujours, pourtant - croissance démographique aidant et malgré l'ampleur de l'exode rural - largement dépendante du travail salarié pour subvenir à ses besoins : l'Enquête nationale de l'emploi de 1988 recense 1,5 million de paysans sans terre travaillant contre paiement, plus 2,6 millions considérés comme aides familiaux. La majorité des 3,5 millions de paysans dotés de terre travaillent eux aussi pour un salaire une partie de l'année.

Couplée avec la recherche de nouvelles filières productives dans le cadre de l'ALENA, la promesse d'un programme de formation des travailleurs s'inscrit dans les Engagements pour la Paix concertés avec le représentant du Président. S'y ajoute la création d'un Bureau spécial pour les conflits de travail concernant les Indiens au sein de la *Junta local de conciliación y arbitraje*, équivalent, au niveau municipal, de notre tribunal des prudhommes. Si l'AZLN est véritablement capable de faire respecter les décisions que pourrait prendre un tel organisme, sa création serait à saluer comme un grand tournant dans l'histoire du travail agricole au Mexique. Ce serait encore plus vrai pour le Chiapas où l'exiguïté des terres paysannes a toujours contraint la majorité des hommes, et parfois des familles entières, à travailler sur les grandes plantations de café ou dans les exploitations d'élevage, et où les relations de travail sont particulièrement injustes et empreintes de racisme.

Une autre évolution sensible dans l'ensemble du pays est la place prise par les femmes "à la faveur" de la crise sur le marché du travail, dans les activités "informelles", au sein des organisations militantes proches du pouvoir comme dans l'opposition. L'AZLN est composée, nous dit le sous-commandant Marcos, d'un tiers de femmes et un certain nombre d'entre elles a été vu parmi la troupe ou à des postes de commandement. Leur présence se fait sentir également par leurs demandes, inscrites aux Engagements pour la Paix, d'établissements sanitaires et scolaires, pour leurs enfants et pour elles-mêmes, ainsi que d'appuis financiers et techniques pour leurs entreprises collectives.

Les besoins communautaires sont en effet très largement pris en charge par les femmes, partout au Mexique, à la campagne ou dans les quartiers des villes, et elles agissent de façon déterminante au sein de leurs comités ou dans les structures que le gouvernement de Salinas a

créées, sous le nom de Programme National de Solidarité ou "Pronasol", pour tenter de combler les énormes déficits matériels que creuse, par ailleurs, sa politique de restriction salariale et budgétaire.

Il existe dans ces organisations de quartiers ou de villages toutes les variétés de relations clientélares et de gestion autonome. Elles font preuve, généralement, d'une efficacité qui peut être en partie attribuée à la conjoncture nationale et à la place prise par le programme dans le dispositif politique gouvernemental, mais que l'on doit certainement expliquer aussi par une forte disposition des femmes à s'engager actuellement dans des activités collectives et à assumer des responsabilités de gestion, de direction, voire de confrontation.

### **"Depuis les montagnes du sud-est mexicain"**

On dit au Mexique que le choc culturel qu'a provoqué le soulèvement de l'AZLN est comparable à l'après 68. La vision des choses est changée.

L'insurrection néo-zapatiste a d'emblée posé des questions fondamentales à la société et joué un rôle de détonateur en cristallisant des conflits d'intérêts dont certains ont pris un tour tragique, tel le meurtre du candidat officiel à la Présidence au cours de sa campagne.

L'AZLN s'adresse tout à la fois à l'Etat et à la société civile lorsqu'elle pose la démocratie comme une pré-condition de la justice sociale au lieu d'en faire - à l'instar du "libéralisme social" du Président Salinas et du démocratisme des élites mexicaines - un aboutissement éventuel du développement modernisateur. Son exigence, qui pouvait au départ paraître bien utopique, d'impartialité dans l'organisation des prochaines élections, sera peut-être la première satisfaite, malgré la régression politique qui a tenté de s'imposer à travers l'assassinat de Luis Donaldo Colosio.

Ce sont, au contraire, des intérêts régionaux - d'ailleurs puissamment charpentés - qui sont mis en cause par l'Armée Zapatiste quand elle exige des conditions de vie, de production et de travail décentes pour la population rurale du Chiapas. Le désenclavement de larges territoires, la solution des multiples conflits agraires récents ou immémoriaux, la suppression des formes les plus anachroniques d'exploitation ne peuvent que signifier un renversement des rapports de force qui, au Chiapas, ont des connotations économiques autant que politiques et ethniques. Bien que la protestation populaire repose sur une très large base qui déborde de loin le recrutement propre de l'AZLN, il est difficile d'imaginer que des solutions favorables soient atteintes sans l'intervention du gouvernement fédéral, ce qui contredit une autre demande, tout aussi pressante, de respect pour un exercice autonome du pouvoir à l'échelle locale et régionale.

Finalement, un aspect fortement déstabilisateur du mouvement néo-zapatiste tient à ce que le droit des Indiens qu'il énonce ne se laisse pas enfermer dans une "réserve" mais au contraire s'exprime pour une bonne part sur des terrains tels que la revendication agraire, l'appui à la production ou la démocratie locale, que partage la population paysanne au sens le plus large. Les Engagements pour la Paix restent très ambigus sur ce point : en réponse à la demande que formulent les Zapatistes d'annuler la réforme à l'article 27 de la Constitution, qui a une portée nécessairement nationale, la proposition officielle se veut locale et ethnique et se circonscrit à l'examen des conflits pendants dans l'Etat du Chiapas et à la réglementation par voie légale des droits collectifs des communautés indiennes. S'agit-il d'une parade gouvernementale ? Peut-on penser que lier la question agraire à la question indienne ancrerait plus durablement un mode paysan de travail agricole ?

Si la plus grande part de la population paysanne du Mexique se dit sans hésitation métisse, et d'autres, Indiens, pour certains, les deux identités semblent en quelque sorte superposables, et se réclamer de l'une ou de l'autre pourrait être fonction de l'enjeu, du moment historique, de l'interlocuteur. Les Zapatistes eux-mêmes se présentent tantôt comme paysans, tantôt comme Indiens. Y a-t-il là une volonté politique d'élargir les alliances possibles ? Si cela était, les mobilisations indiennes et paysannes qui ont repris de plus belle depuis le mois de janvier dans tout le pays leur donneraient raison.

La population des villes aussi manifeste ses préoccupations, qui sur les modalités d'application de l'ALENA, qui sur la poursuite des programmes de Solidarité, qui sur la mise en place d'un dispositif vraiment efficace de contrôle électoral.

Le soulèvement indien au Chiapas ne s'est pas adressé à un "autre Mexique". Bien au contraire, il a aiguillonné autour de lui le besoin de poser de nouvelles questions au système de gouvernement, au modèle d'économie, à la nation.

## Bibliographie

- FAVRE, H., 1971, *Changement et continuité chez les Mayas du Mexique*, Paris, éditions Anthropos.
- GARCIA DE LEON, A., 1985, *Utopia y resistencia*, Mexico, éd. Era.
- GONZALES ESPONDA, J., 1991, *Caracterización del movimiento campesino en Chiapas : 1974-1989*, *Cuadernos Agrarios*, 3, nueva época, Mexico, pp. 96-1074.
- LARTIGUE, F., 1993, Les indiens dans la démocratisation. in : Prévôt-Schapira, M.F. et Revel-Mouroz, J., *le Mexique à l'aube du troisième millénaire*, Paris, IHEAL, pp. 243-249.
- PEPIN LE HALLEUR, M., 1993, l'émergence d'un Mexique rural post-agrariste. In : *le Mexique à l'aube du troisième millénaire*, *Op. Cit.* : pp. 221-242

## L'INTERMINABLE CONQUETE OU L'HISTOIRE D'UN ETAT PROPRIETAIRE

Luc CAMBREZY

*Département M.A.A./ORSTOM*

**Résumé** : Les profonds changements que connaît le Mexique depuis quelques années doivent être analysés à la lumière du système politique en vigueur et de son inscription dans l'espace, aussi bien dans ses rapports à la terre qu'au territoire. Bien qu'il s'agisse d'un Etat fédéral, le Mexique a construit et préservé son unité nationale au prix d'une organisation politique et administrative sans partage, dont l'extrême centralisme demeure la principale caractéristique. C'est par de continuels réajustements de la législation fixant les limites de l'appropriation foncière que l'Etat, au gré des priorités du moment et des renversements d'alliance, a réussi l'impossible en imposant, par le biais du foncier, un contrôle strict du territoire national. La fin de la réforme agraire, annoncée en 1991, qui légitimait le système mis en place depuis la Révolution, ouvrirait-elle la porte sur l'inconnu ?

**Mots-clés** : Terre, territoire, enracinement, division administrative, réforme agraire, centralisme, politique.

**Abstract** : *The deep mutations which Mexico experiences since some years must be analyzed with due consideration to the present political system and its spatial aspects, as well as to its relations with land and territory. Although a federal State, Mexico achieved and maintained its national unity through a rigid political and administrative organization, whose extreme centralism remains a prominent fact. It is through constant readjustments of the legal rules setting the limits of land occupation that the State, depending on present priorities and the reversal of political alliances, achieved the impossible, i.e. the enforcement of a severe control of the national territory. Shall the giving up of the agrarian reform, announced in 1990, which supported the system since the Revolution, lead to a new era?*

**Key-words** : *Land, territory, rootedness, administrative limits, centralism, agrarian reform, politics.*

Terre et territoire ... deux mots familiers. Deux mots, simples en apparence, employés à longueur d'articles, de rapports et de communications. Deux mots, pourtant, qui partagent un espace commun mais se différencient par le point de vue, la perspective et l'espèce étudiée, animale ou végétale. La terre de l'agriculteur est le territoire de la fourmilière, et le territoire d'une société paysanne ne se confond pas au territoire national, borné, délimité.

Toutes choses bien connues, dites et redites (Bourgeot, 1991, *Le Berre*, 1992). Sans doute. Mais voilà, déjà, que derrière l'apparente simplicité des mots apparaît l'immense complexité des transferts d'échelle. Car ces deux termes partagent la même difficulté; ils peuvent tout aussi bien désigner l'immensité finie que l'infiniment petit, le matériel que l'immatériel. La bonne vieille Terre avec un T majuscule, comme l'argile collée au soc de la charrue; des régions lointaines et mal maîtrisées, comme l'espace parfaitement contrôlé et délimité d'un Etat... Comment expliquer l'incertitude sémantique de ces deux mots ? Paresse intellectuelle, manque de rigueur ? Ou au contraire aptitude particulière de la pensée à se mouvoir sans ruptures dans l'échelle des perceptions ? Terre et territoire ..., deux mots qui se confondent pour nombre de sociétés agraires, enracinées de longue date, où l'attachement à la terre englobe les limites de l'espace cultivé mais le déborde aussi largement.

Mais que dire lorsque cette apparente confusion est le fait d'un Etat tout entier ? C'est l'une des énigmes que pose la géographie du Mexique, mais cette fois, pour des raisons presque opposées puisqu'elles tiennent à une histoire marquée par l'instabilité répétée des systèmes fonciers. On change d'échelle. Il ne s'agit plus du territoire d'une communauté rurale ou d'un groupe ethnique, mais de l'Etat dans ses rapports à la terre comme à l'espace. Rapports étonnants dans le cas du Mexique où la notion d'administration du territoire s'efface devant la totalité lisse de l'Etat. Comme si, dans ce cas, le contrôle de la terre pouvait tenir lieu et suffire à la gestion du territoire.

Vaste et difficile sujet, que ces quelques lignes épuiseront d'autant moins qu'il est hors de propos d'énumérer et de décrire ici les innombrables mesures prises par le pouvoir central - qu'il ait été royaliste, impérial, ou républicain - pour contrôler l'accès au foncier et organiser le pays par ce biais. Pour mieux situer les choses, notons seulement que toutes ces questions renvoient aux polémiques et débats qui n'ont cessé d'agiter la classe politique et intellectuelle mexicaine durant les XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles : libéraux contre conservateurs, Eglise contre Etat, centralistes opposés aux fédéralistes, agraristes contre productivistes, tels sont les principaux clivages qui résument la nature du débat, sans pour autant parfaitement le circonscrire.

## Des lieux sans territoires

Le système politique mexicain est un modèle du genre. Bâti sur les principes de la constitution de 1917, le Mexique connaît depuis plus de soixante ans une remarquable paix sociale, seulement ponctuée de quelques noirs épisodes sévèrement matés. Le Président de la République, élu pour six ans mais non rééligible, est toujours issu des rangs du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), un parti "officiel" qui, sans l'être, présente toutes les apparences d'un parti unique et en adopte souvent les pratiques... C'est un Etat fédéral constitué de 32 Etats si l'on inclut le statut un peu particulier de la capitale Mexico. A quelques rares exceptions près, d'ailleurs récentes et qu'il serait trop long de développer ici, tous les gouverneurs d'Etats émanent également des files du PRI et sont choisis par le Président de la République pour défendre leur candidature devant les urnes. Non rééligible, le Président désigne également, par le canal du parti, celui qui sera le candidat à sa succession; l'actualité récente vient une nouvelle fois de confirmer la régularité de cette pratique. Grâce à l'efficacité et aux moyens dont il dispose, le candidat du PRI est immanquablement élu, même s'il arrive que les résultats soient contestés. Autrement dit, environ un an avant que ne se déroule le scrutin, la proclamation du nom du candidat "officiel" le désigne d'avance comme le prochain président. En somme, une démocratie sans surprise, où la seule crainte est celle du grain de sable imprévu.

Ce système politique aussi efficace qu'écrasant, laisserait deviner un contrôle territorial fort et hiérarchisé. Or, à l'exception du quadrillage territorial exercé par le PRI mais qui dépend lui-même des structures de l'Etat, c'est tout le contraire qui se produit. En dépit des apparences, l'organisation territoriale est à l'image d'un régime présidentiel sans véritable contre-pouvoir, qui, capable d'intervenir en tout lieu et quel qu'en soit le motif, conserve une pratique extraordinairement centraliste du fédéralisme<sup>1</sup>. Certes, le Mexique de 1993 est bien divisé en 32 Etats et 2.387 *municipios* mais l'ampleur de leurs attributions respectives n'ont jamais cessé de diviser gouvernants et gouvernés. Quant à la délimitation territoriale de la circonscription administrative de base qu'est le *municipio*, souvent objet de litiges et jamais précisément cartographiée, elle n'a cessé de suivre, bien que mal, les bouleversements de la situation foncière.

---

<sup>1</sup> C'est dans ce contexte qu'il faut juger "le" programme que met en oeuvre chaque président au moment de sa prise de fonction. Le dernier en date, "Solidaridad", témoigne on ne peut mieux de cette très grande latitude du pouvoir présidentiel par rapports aux circuits administratifs habituels.

*De la fondation de Veracruz ...*

Il n'est pas exagéré de remonter aux débuts de la Conquête espagnole pour déchiffrer l'ambiguïté des rapports que le pouvoir entretient avec son territoire. Cette histoire commence un jour de 1519. Poussé par la pression d'une partie de sa troupe, lasse des conditions précaires qu'il lui faisait subir, Cortés s'affranchit des ordres reçus du gouverneur de Cuba, qui avait affrété l'expédition. Rapporter de l'or ne suffisait pas aux ambitions du Conquistador. Cortés voulait poursuivre l'expédition. Sa soif de conquête était au moins aussi puissante que ses désirs de fortune. Il lui fallait donc outrepasser ses fonctions et s'affranchir des ordres de Cuba. Par une assez grossière manipulation, Cortés parvient à se faire prier, par ceux qui lui étaient fidèles, de fonder une colonie. Devant l'homme de loi qui accompagnait la troupe, il n'accepte qu'à la seule condition d'être nommé "grand justicier et capitaine général". Ainsi les apparences étaient-elles sauvées. Une décision unilatérale, prise sans aucune espèce de soutien de la part du royaume espagnol, se trouvait désormais légalisée.

Il ne restait plus alors qu'à matérialiser cette volonté colonisatrice.

"L'ordre fut donné immédiatement de fonder et peupler une ville que nous nommâmes la Villa Rica de la Vera Cruz : Vera Cruz parce que nous étions arrivés le jour de la Cène et avions débarqué le vendredi saint de la Croix, et Rica en souvenir de ce qu'avait dit à Cortés ce caballero dont j'ai parlé [...] : "Voyez ce riche pays et sachez vous y bien conduire"; ce qui signifiait qu'il sût s'y établir en qualité de capitaine général". (Diaz del Castillo, 1980).

En fait de "ville", quelques cabanes en branchages construites à la hâte, fragiles protections contre les excès du climat. En fait de richesses, le site choisi n'avait rien d'autre à offrir que du sable et des moustiques. Pas un village proche pour se ravitailler, pas même un bon mouillage pour protéger la flotte des coups de vent du nord (*nortes*). Il est vrai que pour des navigateurs en quête d'abris sûrs et d'un arrière pays favorable à une installation durable, les côtes du Veracruz ne sont guère fréquentables. Un long ruban sableux frangé d'un cordon dunaire, des marais au-delà. Les baies abritées sont aussi rares que les estuaires de fleuves, d'ailleurs difficiles à remonter à la voile et souvent encombrés d'alluvions. De fait, tout allait si mal que Cortés avait déjà projeté d'envoyer un navire de reconnaissance vers le nord, à la recherche d'un site plus favorable. Mais, face à la mutinerie qui grondait, le temps pressait et nécessité faisait loi. Il fallait placer le gouverneur de Cuba devant le fait accompli en pariant que la Couronne, au regard des territoires offerts au royaume, comme des richesses à venir, fermerait les yeux sur ce coup de force. La fondation de la première colonie espagnole en terre mexicaine ne pouvait plus attendre. Elle seule lui permettait d'aller de l'avant. Ainsi, alors que le territoire restait encore à conquérir, le lieu n'avait déjà plus d'importance.

Mais la fondation d'une colonie ne se satisfait pas seulement de déclarations d'intention et d'habiles discours. Des actes s'imposaient. Toute fondation impose un rituel. Les règles furent respectées; s'inspirant des diverses charges existant dans toute ville du royaume d'Espagne, les responsabilités de cette fiction de pouvoir local furent attribuées aux hommes de Cortés : président, conseillers, commandant militaire, officier de justice, trésorier et porte drapeau. La croix érigée, il ne restait plus qu'à installer les attributs du pouvoir civil et judiciaire; "*on plaça un pilori sur la place publique et une potence hors de la ville*" (*ibid*) ! Par un jour de printemps de 1519, le premier *municipio* était né. Mais, né d'une supercherie et dans un lieu sans importance, il perdait le pouvoir au moment même de sa naissance; le pouvoir était déjà ailleurs... Pour Cortés, Veracruz n'était que le point de départ d'un territoire à prendre.

*et de ce qui s'ensuit ...*

Un premier lieu est fondé; un point sur une carte. Cela semble suffire. Définir les contours d'un espace municipal, pour qu'il s'agisse d'un *lieu territorialisé*, n'était pas nécessaire. Le projet de Cortés n'était ni de créer un "comptoir", ni de commencer le partage du territoire avant d'en avoir atteint ses limites. Ainsi, dès le début de la conquête - mais les racines sont aussi à rechercher dans le statut des villes espagnoles - le pouvoir local ne disposait d'autre territoire que celui qu'imposaient les exigences de l'urbanisme naissant (église, place publique, cimetière, édifice municipal, ...). Le *municipio* est un lieu dont les compétences s'effilochent à mesure qu'on s'en éloigne. Faute de territoire, le contrôle de la terre, indépendant des compétences attribuées au pouvoir local, ne cessera d'être l'enjeu principal. Cortés, en installant à Veracruz la première autorité localisée, signait, en un formidable raccourci, toute l'ambiguïté des rapports entre terre et territoire, administration locale et pouvoir central.

Le décor de cinq siècles d'histoire est désormais planté. C'est un jeu avec trois acteurs principaux. L'Etat central, bien sûr, juge et partie, arbitre et capitaine. Viennent ensuite les *municipios*, lieux sans territoires, représentant le pouvoir local. Enfin, entre ces deux groupes d'intérêts, souvent contradictoires, s'interposent les propriétaires fonciers, grands et petits, indiens ou espagnols, collectifs ou individuels. Des divisions municipales se sont certes créées mais sur aucune autre base géographique que la simple arithmétique résultant du dénombrement des lieux. Cette "vision" de l'espace, ou plutôt cette "non vision", récurrente au Mexique depuis la conquête espagnole, donne aux lieux une importance beaucoup plus forte qu'au territoire. C'est lorsqu'une localité accède au titre de *villa*, *ciudad*, ou *pueblo* qu'elle acquiert le privilège de pouvoir constituer un gouvernement local. Si besoin est, ce pouvoir peut s'étendre aux villages et hameaux des environs : *ranchos*, *rancherías*, *congregaciones*. Cette "a-spatialité" des *municipios* tend à

reproduire, à une autre échelle, le centralisme de l'Etat. Le gouvernement local, s'il n'oublie pas les hameaux et villages dispersés autour de sa zone d'influence pour le recouvrement de l'impôt, se montrera en revanche beaucoup plus discret dans la redistribution des équipements (Gonzalez, 1987); et ce, d'autant plus que l'importance de la population d'autres villages pourrait conduire leurs habitants à s'affranchir d'une tutelle dont, pensent-ils, ils ne retirent rien de bon. Dès lors, il n'est pas surprenant que l'aspiration logique et légitime de tout village d'une certaine importance soit d'obtenir à son tour le statut de *municipio*.

Le "territoire municipal" restant une notion fictive et floue, cette incertitude explique la difficulté que rencontrent cartographes et géographes à traiter le *municipio* en tant qu'entité spatiale. Pourtant, qu'il s'agisse de recensements de population, de cadastrage du pays ou d'élections, ... nombreux sont les besoins de tout Etat fort qui justifient des références territoriales précises. Or, force est de constater qu'il n'existe toujours pas de cartographie officielle du découpage municipal (Bayona, 1987). L'absence de délimitation précise des circonscriptions administratives, indépendante de la structure foncière, sème la confusion. Et dès lors, quelles références prendre en compte lorsque cette délimitation n'existe pas, si ce n'est, faute de mieux, celles de l'appropriation du sol ? La boucle est alors bouclée, car les mouvements de terres, exacerbés par la réforme agraire n'ont fait qu'augmenter les discontinuités et multiplier les écarts entre lieux habités et terres cultivées. Ainsi, adopter l'organisation foncière comme base territoriale pour la délimitation des *municipios* revient à admettre que ceux-ci puissent exister en dehors de tout principe de continuité géographique (Cambrézy, 1992); toutes choses que les cartographes se refusent à entériner, que les présidents municipaux vivent au jour le jour et qui n'intéressent guère les instances politiques supérieures.

### Des terres sous surveillance

Le principe d'une autorité locale étant admis - surtout si ses pouvoirs sont limités - il restait à s'assurer le contrôle de l'espace de production, la terre, objet de toutes les convoitises et de tous les enjeux, et véritable clef de voûte de tous les systèmes politiques qui se sont succédé au Mexique depuis cinq siècles. Le principe moteur guidant l'action du pouvoir central semble avoir toujours été d'adapter la législation foncière tout en maintenant une société rurale divisée par l'inégalité des droits d'accès à la terre. La possession de terres procédera toujours d'un pacte entre l'individu (dans certains cas des groupes ou des corporations) et le pouvoir central, qui n'aura de cesse de rappeler qu'il représente la seule autorité habilitée à fixer les règles de l'accumulation

foncière. Sans entrer dans les détails, le sujet impose un bref rappel historique.

### **La colonie**

Jusqu'à l'indépendance du Mexique, acquise en 1821, le royaume d'Espagne devait prendre en considération les intérêts contradictoires des colons espagnols et des communautés indiennes. Eu égard à l'éloignement, toute la difficulté pour la Couronne consistait à éviter que puissent se constituer des féodalités qui, à terme, auraient pu mettre en péril l'autorité du roi d'Espagne (Lira Gonzalez, 1987).

La Nouvelle Espagne fut successivement divisée en *Alcaldias mayores* puis en *Intendencias*. Les premières étaient des juridictions de taille moyenne dépendant du vice-royaume dont la capitale était Mexico. Chaque entité était administrée par un *Alcalde mayor* nommé par le gouvernement central et résidant dans la ville principale. Ces juridictions étaient composées d'un certain nombre de villages indiens. Chacun de ces villages était doté de son propre gouvernement, avec, à sa tête, un ensemble de dignitaires choisis parmi la population et chargés de l'administration et de la justice. Ces "républiques indiennes" étaient soumises à l'autorité de l'*Alcalde mayor* mais, dans bien des cas, les affaires se traitaient directement avec Mexico.

En 1786, est adopté le système des intendances. La Nouvelle Espagne se trouva alors divisée en douze intendances regroupant chacune plusieurs *alcaldias*. Ainsi voyait-on se dessiner une organisation à trois niveaux hiérarchiques. Chaque intendance était dirigée par un intendant, gouverneur de la place. Cette organisation politique de la colonie durera jusqu'à l'indépendance.

Dans le même temps, la politique foncière menée par le pouvoir central conduisait à la naissance de grands domaines fonciers aux mains des colons ou de l'Eglise tandis que les Indiens voyaient se réduire leurs territoires sous l'effet de l'effondrement des chiffres de population et d'une politique délibérée de regroupement de la population en congrégations (Moreno Toscano, 1978). D'un autre côté, toujours dans la crainte que ne se développent des féodalités foncières, la royauté s'attacha à limiter l'extension des grands domaines en restreignant la possibilité de fonder des *mayorazgos* (propriétés indivises) afin de favoriser l'arrivée de colons espagnols.

### **De l'Indépendance à la Révolution**

De 1821 à 1870, le Mexique fut secoué par une série d'interventions étrangères et de combats fratricides, avec, en toile de fond, le débat sur la privatisation des biens de l'Eglise et la lutte entre "libéraux" et "conservateurs".

La loi de municipalisation (1822), datant du Premier Empire (Iturbide, 1821-1823), cherchait à formaliser les pouvoirs locaux sur le

modèle unique du *municipio*, en rejetant l'ancienne distinction entre *ayuntamiento* espagnol et *cabildo* indien (chefferie). Le principe était posé d'un libre accès pour tous à tous les organes de gouvernement. Le droit de voter et d'être élu quelles que soient la classe ou la caste était également reconnu. Cependant, l'institutionnalisation du nouveau municipe posait un problème pratique puisqu'on comptait à l'époque une dizaine d'*ayuntamientos* espagnols pour plus de cinq cent "républiques indiennes".

Passée la première aventure impériale, la guerre civile conduisit à d'incessants changements de gouvernements, opposés par leur politique centraliste ou fédérale, jusqu'à ce que cette dernière option l'emporte en 1857. Une nouvelle fois le pays se trouvait divisé en Etats "libres et souverains" et en cantons. Mais, bien que d'inspiration libérale, les pouvoirs locaux perdaient une grande partie de leurs prérogatives. En effet, l'expression consacrée marquant l'opposition entre "fédéralistes" et "centralistes" demeure beaucoup trop schématique car les deux camps partageaient en fait la même origine sociale et une égale aversion pour l'autonomie judiciaire et politique des *pueblos* indiens et pour l'existence d'un réel pouvoir municipal (Lira Gonzalez, 1987). La reconquête du *municipio libre* sera, de fait, un des motifs du déclenchement de la révolution en 1910.

Dans le même temps, la politique menée par les libéraux à l'égard de l'Eglise et des communautés indiennes alimenta, de 1856 à 1867 (exécution de Maximilien), les guerres les plus sanglantes de l'histoire du Mexique. L'expropriation des biens de mainmorte, décrétée en 1856, et la privatisation des terres communales, visaient à mettre en circulation les biens appartenant à toute forme d'organisation corporative afin de stimuler l'économie nationale. L'appropriation collective des terres, dans les villages indiens, était jugée inacceptable par une classe dirigeante aspirant à entraîner la population et le pays sur le chemin du progrès et de la révolution industrielle. Cette politique acheva de désagréger le tissu social en mettant un terme à l'organisation corporatiste héritée de la colonie (Pastor, 1986). Les conséquences furent l'éclatement des communautés indiennes et la consolidation du régime de la grande propriété. La tendance à l'accroissement des grands domaines fonciers fut encore renforcée par l'ensemble de lois, décrétées par Porfirio Díaz, portant sur la colonisation de terres non exploitées. Entre 1875 et 1883 ces décisions aboutirent à la création de sociétés d'arpentage (Silva Herzog, 1977). Trente deux millions d'hectares furent ainsi délimités. En compensation, ces sociétés reçurent ou rachetèrent à bas prix 27 millions d'hectares<sup>1</sup> ! Précisons toutefois que ce chiffre énorme (13 % de la

---

<sup>1</sup> Cette loi de colonisation de terres permit à un certain général Terrazas de se constituer un latifundio de plusieurs millions d'hectares dans le nord du pays ! A son propos, "lorsqu'on demandait si Terrazas était de l'Etat de Chihuahua, on répondait généralement : non, c'est l'Etat de Chihuahua qui est à Terrazas" (Herzog, 1977). Encore un bon exemple de la suprématie de la propriété foncière sur la division politique du pays ...

surface du pays) correspondait pour l'essentiel à des terres effectivement inexploitées dans le nord semi désertique du pays (Florescano, 1983).

A la fin du long "règne" de Porfirio Díaz (1870-1910), les chances d'accéder à la propriété foncière sont plus inégales que jamais. C'est l'âge d'or des haciendas. Cependant, la modernisation et l'intensification de l'agriculture conduisent les grands propriétaires à réduire la taille des exploitations, notamment là où s'élève la valeur de la terre du fait de la proximité des villes et des voies de chemin de fer. Entre les riches *hacendados* et les petits paysans (indiens ou métis) commence à émerger une classe de *rancheros* disposant de moyens de production significatifs sans pour autant imiter le modèle de l'hacienda qui, pour son exploitation, exigeait l'emploi de nombreux travailleurs (*peones* ou journaliers). Les *hacendados* constituaient alors les principaux alliés des gouverneurs mis en place par le pouvoir autoritaire de Porfirio Díaz. L'autonomie des pouvoirs locaux est réduite à sa plus simple expression.

### ***La réforme agraire, un modèle achevé de contrôle politique.***

De 1910 à 1920, le Mexique fut de nouveau le théâtre de violences. L'insurrection se mobilise contre Porfirio Díaz et défend le principe de la non réélection du Président de la République élu au suffrage universel. Très vite, les révolutionnaires ajoutèrent à leurs revendications la reconnaissance du *municipio libre* et une redistribution des terres au profit des basses couches sociales du monde rural. Si la liberté du *municipio* est inscrite dans la constitution dès 1917, il fallut attendre 1936 pour que l'application de la réforme agraire prenne un caractère systématique. L'expropriation des grands domaines fonciers permit la redistribution des terres dans le cadre d'une forme de tenure de la terre appelée "propriété sociale". Ses bénéficiaires se voient dotés d'un droit d'usage sur le sol mais ne sont en aucun cas propriétaires de la terre qu'ils exploitent. Ce statut est lourd de conséquences puisqu'il leur est interdit de diviser, louer, vendre ou hypothéquer la parcelle qu'ils exploitent. Parmi les diverses formes de propriété sociale - qui sont fonction du statut antérieur des terres attribuées - le modèle le plus courant est celui de l'*ejido*. Aujourd'hui, environ la moitié de la superficie totale du pays attribuée à quelques 38 000 unités de production "collectives" relève de ce régime foncier. L'autre moitié conserve son statut de propriété privée mais doit cependant se soumettre à une réglementation qui vise à limiter la taille des exploitations en fonction de la qualité des sols et de l'activité pratiquée (agriculture pluviale ou irriguée, plantations, élevage, ...).

Pourtant, au moment même où le pouvoir central semble renouer avec la démocratie par la reconnaissance d'une certaine autonomie des pouvoirs locaux, force est de constater que la réforme agraire aboutit à un contrôle accru sur les personnes par le biais de l'accès au marché foncier. Sur la moitié de la superficie du pays, des dizaines de milliers

d'*ejidatarios*, qui reçoivent un droit d'usage sur la terre mais n'en sont pas propriétaires, sont ainsi placés sous la dépendance du pouvoir central. Or celui-ci, engagé dans une dynamique d'attribution de terres répondant beaucoup plus à une logique politique et sociale qu'à un projet économique, ne se soucia jamais de rechercher une cohérence territoriale dans la mise en œuvre de la réforme agraire. La réalité territoriale du *municipio* devient ainsi plus incertaine que jamais. Car, si le Mexique compte aujourd'hui près de 2 400 localités ayant obtenu leur "indépendance" (c'est-à-dire le droit d'élire une administration locale) des dizaines de milliers de villages ou de hameaux (parmi lesquels il faut compter les 38 000 *ejidos* et communautés agraires) dont la population se rattache par la force des choses à l'un ou l'autre de ces chef-lieux, ont progressivement occupé l'espace interstitiel. Ce "mitage" progressif du territoire - qu'il soit le fait des *ejidatarios* ou des propriétaires privés - s'est souvent réalisé dans la plus parfaite insouciance des pouvoirs locaux en matière de cohésion et de continuité territoriale. Ainsi, pour reprendre une formule célèbre, si la revendication des révolutionnaires était de rendre la terre à ceux qui la travaillent, l'attachement à la terre et l'émergence d'une nouvelle territorialité ne faisaient visiblement pas partie des sentiments que les dirigeants souhaitaient voir se développer dans les sociétés rurales (Falcon, 1986).

### La fin d'un modèle ?

En 1991, le Président de la République mexicaine propose de modifier la Constitution de façon à doter tous les *ejidatarios* qui le désirent d'un titre de propriété sur la parcelle qu'ils exploitent; c'est la fin de la réforme agraire. Mais c'est aussi la fin, acceptée et programmée, du contrôle direct de l'Etat sur la moitié du territoire national. Au delà, on sent bien qu'une telle décision implique une remise en cause complète du système politique. Pendant des décennies, le pouvoir tirait en effet l'essentiel de sa légitimité révolutionnaire et institutionnelle d'une politique continue de redistribution des terres. Aussi, en renonçant ainsi à ce qui faisait jusqu'alors sa force, le pouvoir central donne l'impression de scier la branche sur laquelle il était confortablement installé depuis si longtemps. En l'état actuel des choses, il est encore trop tôt pour juger des effets de ce changement de cap, mais, dans l'hypothèse où la privatisation des terres *ejidales* serait massivement acceptée, il faudrait alors prendre toute la mesure de cet immense bouleversement.

Jusqu'alors, pour que l'ensemble fonctionne dans le sens souhaité par l'Etat, il fallait maintenir ce subtil dosage entre des pouvoirs locaux sans véritable territoire et des propriétaires sans réels pouvoirs. En engageant un processus de privatisation des terres, le pouvoir est bien entendu suspecté de vouloir renouer avec une politique néoporfiriste qui, à terme, pourrait conduire à la reconstitution de la grande propriété.

Pourtant, au-delà de cette discussion, encore prématurée puisque les effets de la loi restent encore à venir, il est d'abord nécessaire de s'interroger sur le sens de ce revirement à la lumière de la façon dont a été géré le territoire national jusqu'alors.

La privatisation de l'*ejido* et le retrait de l'Etat en matière de politique foncière marqueraient-ils la fin d'une époque et une vraie rupture avec le passé ? La question mérite d'autant plus d'être posée que le système ne pouvait fonctionner que grâce à la dualité d'un "Etat propriétaire". Or, un peu de recul par rapport à la force immédiate de l'histoire événementielle oblige à reconnaître que la continuité l'emporte sur de vraies situations de rupture, car, tout au long des siècles, une double observation apparaît avec force : celle d'une frontière extraordinairement floue, voire d'une confusion, entre l'appropriation foncière à des fins productives et le contrôle du territoire dont l'objectif est avant tout politique et administratif. Or, si on comprend bien que cette absence de territorialité du *municipio* pouvait fonctionner dès lors que l'Etat contrôlait l'accès au foncier, on peut en revanche se demander si l'abandon par l'Etat de l'essentiel de ses prérogatives en matière d'accès à la terre ne devrait pas s'accompagner d'un renouvellement complet de sa politique de gestion du territoire. Si tel était le cas, on peut aisément imaginer que c'est l'ensemble du "système mexicain" qui serait atteint.

Dès lors, se pose la question de la nécessité du passage d'une logique territoriale floue à une autre forme d'organisation de l'espace national; ou, tout au moins, à une délimitation territoriale précise des *municipios* et à une redéfinition de leurs compétences et attributions appliquées cette fois à l'ensemble de l'espace municipal. Sans préjuger des conséquences multiples qu'un tel bouleversement entraînerait, on peut cependant supposer, sans trop prendre de risques, qu'une telle solution pourrait être le prélude d'une meilleure gestion des ressources et des infrastructures collectives.

### *Du système politique à son inscription dans l'espace*

La question posée est celle de l'inscription d'un système politique dans un territoire. Dans le cas du Mexique, hormis le soin jaloux apporté à la préservation de l'intégrité du territoire national par une vigilance classique et plutôt débonnaire de ses frontières internationales, force est de constater que l'inconsistance territoriale du *municipio* donne quelques raisons de penser que le système politique mexicain est largement "a-spatial". Faut-il le regretter ? Ou faut-il au contraire admettre qu'il s'agit là d'une interprétation qui ne vaut que par rapport à des références culturelles (les nôtres) qu'on dit marquées du sceau d'une "rationalité" aussi peu universelle qu'envahissante ?

"L'espace géographique est source de représentations et objet de stratégies, qui sont partiellement fonction de ces représentations. Les géographes eux-

mêmes s'en font des représentations et travaillent sur celles-ci", déclare Brunet (1992).

De tels propos devraient rassurer. De telles propositions devraient en effet nous mettre à l'abri de toute vision ethnocentrique et totalitaire de la meilleure façon de "penser l'espace" et de "gérer" le territoire. Nous voici donc rassurés... mais pas vraiment avancés quant aux moyens à mettre en œuvre pour éviter de transposer nos propres grilles de lecture à des cultures et des pratiques de l'espace qui nous sont étrangères. Voilà qui suppose beaucoup de modestie, de capacité d'écoute et d'aptitude à remettre à plat des certitudes parfois trop bien ancrées pour être encore questionnées.

Il n'empêche. Depuis Cortés et jusqu'à la fin des années 1980, le double jeu du pouvoir central n'a cessé de conserver un parfum de conquête. Depuis le Conquistador fondant la ville de Veracruz, bien des *municipios* se sont créés; mais leurs pouvoirs ne cessent de s'effriter face à la suprématie des lois foncières que le gouvernement distille au mieux de ses intérêts propres. Telle est l'interminable conquête du territoire par un pouvoir central qui ne partage pas.

Cinq siècles se sont écoulés, les problèmes se sont déplacés. Dans une large proportion, la population est aujourd'hui urbaine, et il faut la nourrir. La question du contrôle territorial s'en trouve profondément modifiée et c'est aussi dans cette perspective qu'il faut interpréter la nouvelle politique mise en œuvre par l'Etat. Aujourd'hui, le problème pour le pouvoir est bien moins de contrôler l'accès à la terre pour mieux s'assurer la dépendance de ses agriculteurs que d'augmenter la production agricole pour limiter les importations et nourrir les villes. La voie libérale a été choisie et l'enjeu foncier change de nature; autrefois essentiellement politique, la bataille pour l'accès à la terre s'impose désormais sur un terrain économique dans lequel l'Etat engage son propre retrait. Du point de vue de l'Etat, la distinction entre le contrôle du territoire et l'appropriation foncière semble donc en passe de se réaliser. Mais semble-t-il à son insu ...

Du même coup, on devine bien que ce virage pris par l'Etat place la petite paysannerie *ejidale* dans une situation de fragilité qu'elle n'avait pas connue jusqu'alors. Sans territoire, sans véritable attachement à une terre qui ne lui appartenait pas, son seul lieu était son appartenance à une collectivité, l'*ejido*, dont la création fut bien souvent marquée par la naissance d'un nouveau village. L'éventuelle privatisation de l'*ejido* laisse ceux qui en furent les bénéficiaires livrés à eux-mêmes. Leurs capacités à valoriser leurs parcelles mais aussi les lois brutales de l'offre et de la demande les placeront devant un choix difficile : continuer comme avant, avec un Etat qui ne demande qu'à se retirer, ou vendre la terre et émigrer. Dans les deux cas, l'époque qui s'ouvre est celle de la rupture avec les seules racines qu'ils pouvaient revendiquer. Certes, des racines d'ordre sociologique plus que géographique puisque les vrais pouvoirs de décision influant sur leur avenir se trouvaient ailleurs. Mais, en même

temps, c'était bien cette dépendance à l'égard d'un Etat tout puissant qui leur avait un jour donné le seul et fragile point d'ancrage territorial qu'ils pouvaient espérer.

*Du lieu à la totalité lisse de l'Etat : des catégories d'espaces à inventer ?*

L'analyse géographique, sommée d'inventorier, de décrire et d'interpréter, se trouve placée au pied du mur. Appliquées à la réalité mexicaine nos catégories montrent leur fragilité. Les termes de "terroir" et de "territoire" n'auraient de légitimité que dans quelques zones de peuplement indien, d'ailleurs *refuges* plutôt que territoires appropriés et investis. Pour le reste, à moins de réserver son usage à l'ensemble du pays, le terme de "finage" n'est guère plus heureux, tant les mesures foncières qui ont été adoptées, mais aussi contournées (réforme agraire comprise) ont mis à mal l'idée d'un "*territoire collectivement géré, et surtout fini, borné*" (Sautter, 1985).

Il faut s'y faire. Le Mexique est une totalité. Sauf exception, sorti du chef-lieu de la commune, l'incertitude territoriale règne en maître au marges des circonscriptions administratives. Les municipales sont les nœuds ponctuels d'un réseau de pouvoirs emboîtés qui tous conduisent à Mexico. L'espace interstitiel reste l'objet de tous les enjeux. Il est toujours à prendre ou à reconquérir.

Le Mexique est sans "pays", ni "quartiers". Pays fédéral, les limites des Etats sont à l'image d'un pouvoir central sans limite. Aussi, pour avoir quelques chances de se faire entendre, il faut d'abord tenter de comprendre et s'adapter à une représentation de l'espace qui ne nous est guère familière.

"De l'Etat et de son discours, la géographie retient ce qui va dans le sens de ses racines profondes. Autrement dit, le territoire et son enfermement spatial. Mais en termes de contrôle effectif de l'espace, l'Etat se manifeste souvent très au-delà, ou reste en deçà de ce sanctuaire géographique. Les géographes semblent avoir de la peine à se le représenter tel qu'il est : comme une entité capable, suivant les cas, de déborder les limites inscrites sur le sol, ou de ne même pas remplir l'espace national. Ils s'attachent au "pays", mais formalisent difficilement l'autre nature de l'Etat, système ouvert sur l'espace terrestre, agissant par réseaux de toutes sortes, et lui-même toujours plus ou moins profondément "pénétré"... " (Sautter, 1985).

Plus qu'ailleurs, c'est là l'impossibilité, ou plutôt le défi, de toute aventure géographique au Mexique. Voilà qui met du piment à l'affaire.

## Bibliographie

- BAYONA, A., 1987, "Una geografía municipal" in *El municipio en México*, Colegio de Michoacan, pp. 545-560.
- BELMONTE GUZMAN, M.D.L., 1987, *La organización territorial de Veracruz en el siglo XIX*. Xalapa, Universidad Veracruzana, 82 p.
- BOURGEOIS, A., 1991, "Territoire" in : BONTE P., IZARD M., Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie. PUF, pp 704-705.
- BRUNET, R., 1992, *Les mots de la Géographie.*, Reclus, La Documentation française, 470 p.
- CAMBREZY, L., LASCURAIN, B., 1992, *De la hacienda al ejido. Crónicas de un territorio fraccionado*, Coéd. Cemca - Larousse-Orstom, Mexico.
- CAMBREZY, L., 1992, "Terre et territoire au Mexique : de la réforme agraire à la fiction municipale.", *Cah. Sc. Hum.*, ORSTOM, vol 28 n° 4, 625-642.
- DIAZ DEL CASTILLO, B., 1980, *Histoire véridique de la Conquête de la Nouvelle Espagne*, FM / La Découverte.
- FALCON, R., 1986, *La revolución mexicana y la búsqueda de la autonomía local*. in : PADUA-VANEPH - Poder local, poder regional . Colegio de México / CEMCA, 287p.
- FLORESCANO, E., 1983, *Atlas histórico de México*. Cultura.SEP / Siglo veintiuno, México, 222p.
- GONZALEZ, Y GONZALEZ, L., "La incognita del municipio mexicano". in *El municipio en México*, Colegio de Michoacan, pp.143-156.
- LIRA GONZALEZ, A., 1987, Idea y realidad en la formación constitucional del municipio in : *El municipio en México*, Colegio de Michoacan, pp. 51-66.
- LE BERRE, M., 1992, "Territoires". Encyclopédie de la Géographie., sous la direction de : Bailly A., Ferras R., Pumain D., Economica, Paris pp. 617-638.
- MORENO TOSCANO, A., 1978, *Algunas características de la población urbana Ciudad de México, siglo XVIII-XIX*. Investigaciones demográficas en México, CONACYT, pp - 399-418.
- MORENO TOSCANO, A., 1987, Una tipología municipal. in : *El municipio en México*, Colegio de Michoacan, pp. 191-195.
- PASTOR, R., 1986, *Désamortización, regionalización del poder y guerras de castas, 1822 a 1862 : un ensayo de interpretación* in : PADUA-VANEPH - Poder local, poder regional . Colegio de México / CEMCA, 287 p.
- SAUTTER, G., 1985, "La géographie comme idéologie ?", *Cahiers de Géographie du Québec*, Vol. 29, no 77, pp. 193-203.
- SILVA HERZOG, J., 1977, *La révolution mexicaine*. Maspero, 298 p.

## MOBILITE ET STABILITE D'UNE SOCIETE RURALE DU VERACRUZ.

### LES DEUX TERMES D'UNE TENSION

Odile HOFFMANN

ORSTOM-CREDAL

**Résumé** : La mobilité serait un élément fondamental des sociétés paysannes, voire la condition de leur stabilité, quand la petite mobilité donnerait souplesse et cohésion aux systèmes socio-territoriaux. C'est ce thème que propose d'examiner l'étude de la dynamique du peuplement menée à l'intérieur d'une circonscription municipale, ancien territoire indien de la Sierra Madre Orientale.

**Mots-clés** : Dynamique du peuplement, mobilité à courte distance, gradient altitudinal, division municipale, Centre-Veracruz.

**Abstract** : *Peasant mobility is a basic characteristic of rural societies, a condition of their stability. Short range mobility gives flexibility to socio-territorial systems. Different types of mobility are presented, which illustrate the relationships between the local political actors, as well as their relations to space and territory.*

**Key-words** : *Settlement dynamics, short range mobility, vertical zones, municipal division, Central Veracruz.*

La mobilité géographique est souvent associée à la modernité, et la stabilité, par opposition, au traditionnel. Seraient modernes des sociétés dont les membres s'adaptent, ou acceptent de s'adapter aux conditions du marché (du travail essentiellement), et plus généralement aux contraintes d'accès aux ressources, par divers mécanismes dont la mobilité est la plus évidente. Qu'il s'agisse de migrations lointaines et plus ou moins définitives, ou de mobilités restreintes dans l'espace mais toujours plus intenses dans le temps, les mouvements sont en général décidés et effectués par une personne, éventuellement accompagnée de sa famille. Individualisation des décisions et capacité de mobilisation sont présentées comme les réponses les plus adaptées aux conditions

modernes de vie, caractérisées par de toujours plus grandes fluctuations de l'offre en travail et des possibilités d'accès à de meilleurs revenus. Il faut donc "bouger", sortir de son univers, chercher au-delà des frontières du quotidien, élargir son champ d'actions et de connaissances. Pour les sociétés rurales, cette mobilité se traduit souvent par un rapprochement de la ville et de ses emplois, et par un nouveau type de sociabilité qui intègre les modes "ruraux" et "urbains" qu'ont les habitants de se positionner face au voisin, au patron, au compagnon de travail, *etc* (Pépin Lehalleur, 1993). Modernité, mobilité, ville, individu, ces catégories sont liées et tendent à s'opposer à un mode plus traditionnel de vie, associé au monde rural et aux sociétés locales ancrées dans des territoires définis et limités, et peu enclines à la mobilité. Les phénomènes de mobilité, dans ce dernier cas, apparaissent alors tout au plus comme des réponses individuelles à un dysfonctionnement, économique le plus souvent, de ces collectivités rurales qui n'offrent plus les conditions de reproduction ou de développement à ses membres. A terme, une trop grande mobilité viendrait à menacer leur survie, en brisant les relations de solidarité interne et en modifiant les logiques sociales marquées jusqu'alors par le poids de "la communauté" en éternelle association-contradiction face à l'individu.

Je voudrais dans cet article prendre un peu le contre-pied de ces orientations, et voir, dans le cas d'une société rurale anciennement installée sur un territoire précisément délimité, la mobilité géographique comme un facteur de permanence, un élément à la fois stabilisateur et dynamisant, en fin de compte un facteur de cohérence propre au système social étudié. C'est un processus ancien, aux formes toujours renouvelées et qui diffèrent selon les niveaux d'analyse pris en compte : l'individu, la famille, le village, le municipale et son territoire. Dans le temps et dans l'espace, à l'intérieur même d'une circonscription relativement limitée, la mobilité est révélatrice de dynamiques sociales, économiques et parfois politiques qui ne vont pas à l'encontre de la notion de territoire et d'espace géré par la société rurale locale, mais au contraire la consolident par une multiplicité de pratiques spatiales adaptées aux conditions du moment.

L'étude traite d'une société paysanne établie sur les contreforts de la Sierra Madre Orientale, près de Xalapa, capitale de l'Etat de Veracruz. Aujourd'hui municipale, Xico est un territoire de tradition ancienne, de culture préhispanique, désormais intégré aux réseaux modernes d'encadrement et de production-commercialisation, notamment à cause des plantations de café du "bas-pays" qui dominent l'économie régionale. C'est un espace peuplé, avec des densités rurales de l'ordre de 100 habitants/km<sup>2</sup>, et une population répartie à moitié entre le bourg (Xico, 13 000 habitants en 1990) et une vingtaine de hameaux dispersés sur le territoire municipal (176km<sup>2</sup>). Enfin, c'est un espace diversifié, organisé le long d'un gradient altitudinal marqué : de 700 à 4 000

mètres d'altitude en 20 km. Aux versants à pentes fortes s'oppose la "zone basse", entre 1 000 et 1 400 mètres, zone de production caféière aux pentes faibles (Figure 1). Cette distinction entre "zone haute" et "zone basse" est la principale caractéristique de l'organisation de l'espace régional, et régit en partie les flux saisonniers de population et de produits (Biarnes et Hoffmann, 1992) : les paysans des hauts descendent récolter le café entre octobre et mars, ou vendre fleurs, fromages et bois de chauffe dans le bourg, situé précisément à la jonction des deux étages, à 1400 mètres d'altitude. Par ailleurs la zone basse est parsemée de gros villages, peuplés de paysans, éleveurs, commerçants et artisans métis, alors que la population de la zone haute est plus dispersée, paysanne et d'origine indienne plus marquée .

#### Etre de la sierra

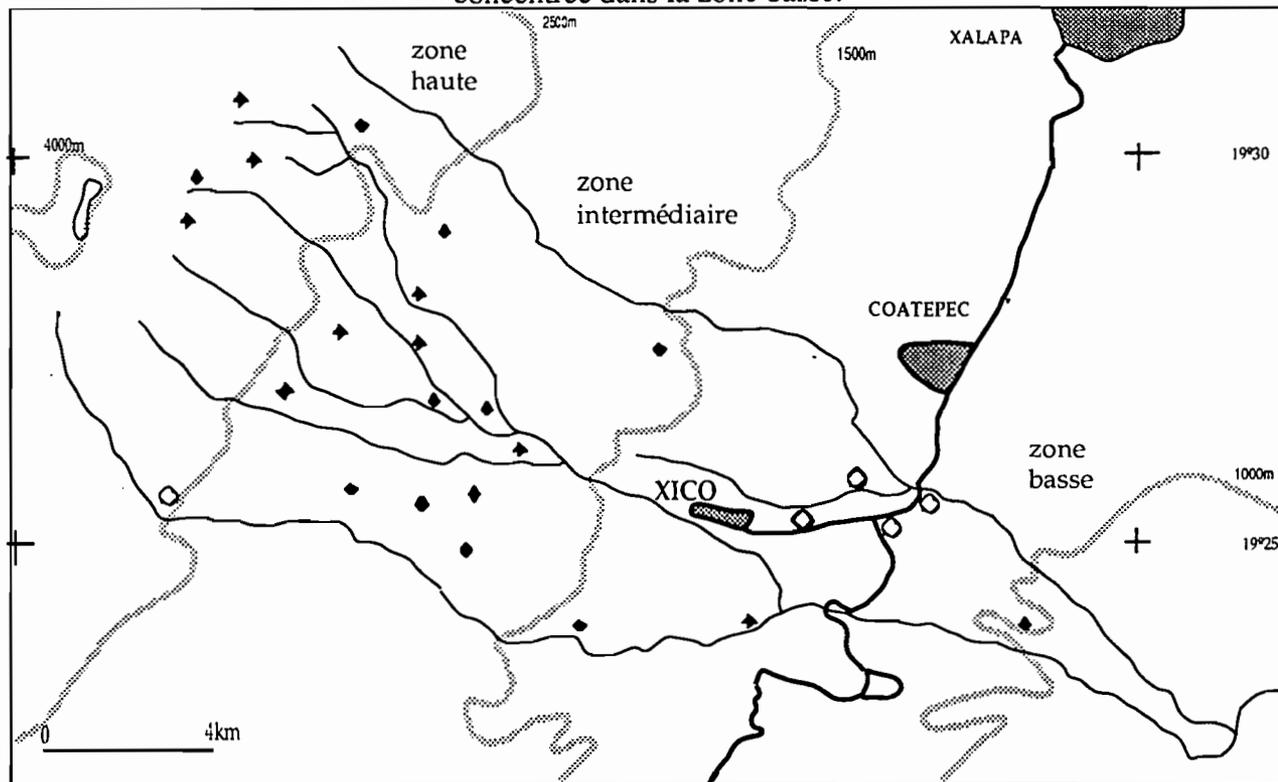
"Le Cofre de Perote s'impose avec ses 4 200 mètres d'altitude. Il domine toute la région de Xalapa. Sur ses flancs, s'offre à la vue une grande diversité de paysages. Les "hauts" sont le domaine des forêts de pins, sur de fortes pentes entrecoupées de profonds ravins 'au fond desquels coulent des ruisseaux infranchissables en saison des pluies. Un peu plus bas, sont implantées les parcelles de culture de pommes de terre et de maïs, autour des hameaux de montagne installés sur les interfluves, bien en vue. En descendant encore, à partir de 1 800 mètres, s'étend la zone d'élevage bovin, jusqu'à rencontrer les *fincas* de café et, plus bas, les grandes parcelles de canne à sucre. C'est au milieu des caféiers que se trouve le bourg de Xico : Xicochimalco de Santa Magdalena, nom qui est aussi celui du municipio qui s'étend sur tout le versant du Cofre.

Percevoir, écrire ou parler de Xico, c'est toujours penser à cette dimension multiple, à ces contrastes permanents entre la montagne et la partie basse, les communautés des hauts et le bourg, les sentiers et les routes goudronnées, le froid et la chaleur, la forêt et les champs. On pourrait multiplier les oppositions terme à terme sans jamais parvenir à comprendre Xico. Parce que ce municipio, si divers dans ses modes de vie et d'usage des terres, les assume et les transcende. On peut être citadin ou habiter les hauts, riche éleveur ou paysan sans terre, commerçant ou péon, cultiver le café ou le haricot, on appartient toujours à ce territoire riche de culture et d'histoire, cerné de ravins.

Ses limites, probablement valables avant même la conquête espagnole, se renforcèrent au moment de la colonisation et de la définition des divisions administratives. L'espace devint alors objet de gouvernement pour les Conquistadors. La population fut regroupée en des sites facilement contrôlables; l'habitat dispersé en montagne fut détruit.

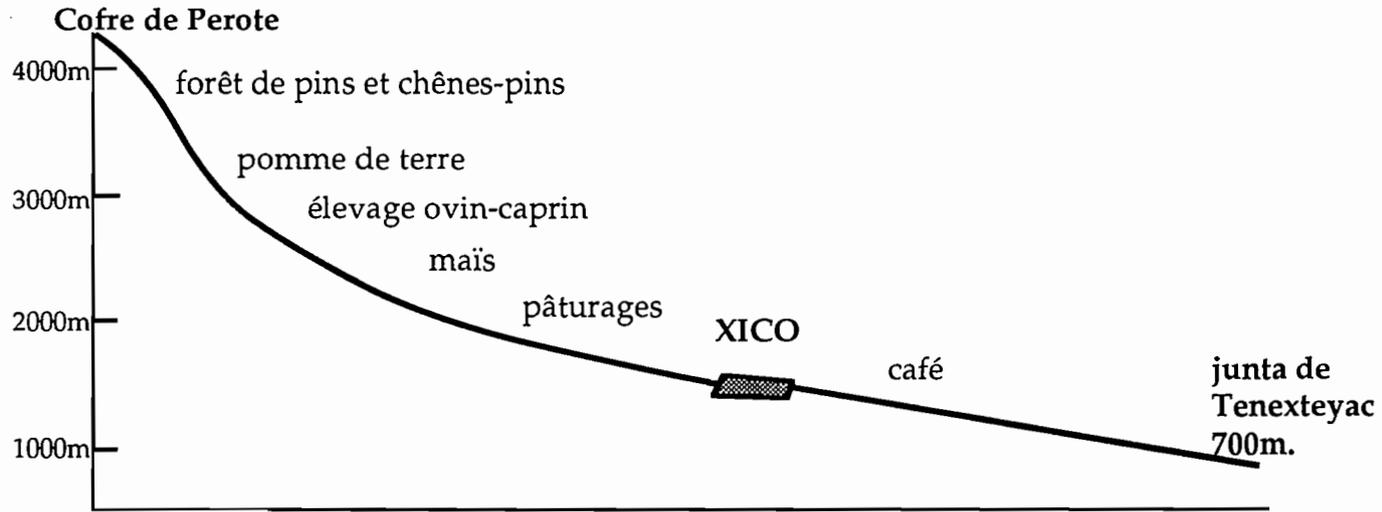
C'est ainsi que la partie basse commença, dès le début du XVII<sup>ème</sup> siècle, à jouer un rôle dominant et dominateur sur le reste du territoire municipal, intermé-

Le municpe de Xico en 1980 : un fort gradient altitudinal une population dispersée dans les hauts, concentrée dans la zone basse.



◆ village de moins de 500 habitants

○ village de plus de 500 habitants en 1980



diaire entre les Indiens et le pouvoir de l'Eglise et de l'Etat. Ce fut aussi, et jusqu'à maintenant, le lieu de résidence de l'élite économique et politique locale.

Le village de Xicochimalco a conquis sa prééminence sur les autres localités. Nommé *villa*, puis *ciudad*, il est le chef-lieu municipal et le siège de la principale paroisse. Aujourd'hui, il abrite la moitié de la population recensée dans la circonscription, ainsi que tous les services publics et administratifs et les commerces.

Toutefois, le bourg de Xico ne peut vivre sans l'autre moitié de la population, la partie oubliée du municpe, les deux douzaines de hameaux dispersés à nouveau sur les flancs montagneux. Ils furent réinstallés sur leur site d'origine, au cours les deux derniers siècles, ou bien encore créés ex-nihilo en de nouveaux lieux : groupements d'habitations des fermiers et métayers des *haciendas* et, plus récemment, habitat implanté à la faveur des dotations de terre, lors de la réforme agraire.

Les conditions de vie sont difficiles et les voies de communication, rares et mauvaises, inutilisables, voire dangereuses par temps d'orage. A quelques exceptions près, les chemins carrossables ne dépassent guère le bourg de Xico, dernier maillon du réseau moderne de desserte, qui méconnaît les petites communautés rurales, tant sur le plan matériel que politique.

Pourtant, ces paysans des hauts apportent à la zone basse et à la ville produits et force de travail. Leurs champs, souvent de petite taille et sur des sols de mauvaise qualité, ne permettent pas une reproduction minimale de la vie matérielle et sociale. Sortir, travailler comme salarié agricole sont des alternatives qui s'imposent donc à tous, surtout en hiver, quand la récolte du café appelle beaucoup de main-d'œuvre.

Et cependant, les hauts continuent à vivre et à se développer. Les hommes reviennent chaque soir ou fin de semaine; les femmes descendent vendre au bourg et remontent au hameau; les jeunes apprennent à cultiver le maïs et à travailler le bois. Les gens s'organisent pour obtenir l'accès à l'eau potable, l'électrification, un meilleur chemin, un magasin, de meilleures conditions de vie. Des chapelles sont construites; les confréries et les associations diverses sont nombreuses; les fêtes familiales et collectives, également".

[Extrait de Odile Hoffmann, 1989, *Una sierra y su gente.*]

### Dans les hauts, précarité de l'habitat et mobilité

Dans ce paysage de montagne, deux éléments viennent révéler une certaine conception et pratique quotidienne de l'espace : la maison et les chemins. La maison, lieu par excellence de l'enracinement, des héritages et des traditions, est elle-même assez précaire, faite de planches souvent disjointes qui protègent mal du froid et de l'humidité de l'hiver.

Parfois insérée dans un hameau, le plus souvent un peu isolée, elle est susceptible d'un "déménagement" rapide en cas de nécessité : un terrain nouvellement acquis, une mésentente avec les voisins, et la maison peut être démontée et remontée en quelques jours un peu plus loin, les seuls frais consistant en la préparation du tertre de soutènement et l'aménagement des arrivées d'eau (tubes et robinets). Un tel déménagement n'est pas fréquent, mais il est toujours possible. A un niveau élémentaire, celui de la famille nucléaire, la mobilité existe, réelle ou potentielle. On verra plus loin qu'il en va de même avec des hameaux entiers.

Les chemins, quant à eux, sont l'expression même de la mobilité. Larges ou étroits, en terre ou recouverts de pavés ou de rondins pour éviter l'érosion et faciliter le passage des mules, ils conditionnent la vie des villages et hameaux de la sierra, et représentent dans de nombreux cas un enjeu disputé entre les villageois et les autres utilisateurs ou promoteurs des chemins (Hoffmann, 1989). Tous les jours, les hommes descendent pour travailler ou s'approvisionner au bourg, et, le dimanche, le marché et la messe attirent les femmes et les enfants en âge de marcher. Le territoire est comme irrigué par une circulation intense et différenciée de ses habitants, avec des circuits et des rythmes spécifiques à chacun (hommes, femmes et enfants, journaliers agricoles en quête de travail ou commerçants ambulants), qui seule assure l'interconnaissance et la cohésion de cet espace rural montagnard. Plus récemment, le développement des services de l'Etat et des institutions (école secondaire, centre de santé, Etat Civil) accentue cette mobilité de la sierra vers le bourg, et vers le bas, mouvement déjà largement engagé par les migrations saisonnières de travail.

Dans cet univers de montagne, la mobilité est gage de survie, et ne s'accompagne pas forcément de départs et de migrations définitives vers la zone basse, en tous cas jusqu'au recensement de 1980. En effet dans le municipe de Xico et les municipes montagnards voisins, la proportion entre les habitants "des villes" (plus de 2 000 habitants, en général le chef-lieu situé dans la partie basse) et ceux des villages et hameaux, reste stable et tourne autour de 40% depuis les années 1940 (Hoffmann, 1986). Il n'y a pas eu redistribution globale de la population entre les bourgs et les campagnes, mais il n'y a pas eu non plus stabilité, bien au contraire.

La frange montagneuse apparaît même comme particulièrement dynamique en termes de population, et se distingue de la zone basse par l'hétérogénéité des comportements observés. Entre 1950 et 1970 (recensements jugés les plus fiables en l'absence de données pour 1980), la population de la zone basse augmente au même rythme que la moyenne régionale et de façon relativement homogène d'un village à l'autre. En zone haute, en revanche, certains villages végètent ou même diminuent en chiffres absolus, d'autres suivent l'accroissement moyen

régional, d'autres encore croissent beaucoup plus rapidement. Ces rythmes de croissance différents ne peuvent être directement liés ni à la taille, ni à la disponibilité en terre (*ejido* ou non), ni même aux situations propres de chaque village (accessibilité et éloignement du bourg). En fait, cette zone haute présente tous les cas de figure. On trouve là un trait qui pourrait se généraliser à une autre échelle, celle de la frange montagneuse de la Sierra Madre Orientale du Veracruz, où des municipes voisins, partageant une même situation écologique et géographique, connaissent des dynamiques démographiques contrastées (Cambrézy, 1990). La montagne est le siège de phénomènes contradictoires, de mouvements internes importants qui renvoient l'image d'un espace "non stabilisé", qu'il est dès lors difficile d'analyser globalement en termes d'attraction ou d'expulsion de population. C'est alors que l'analyse détaillée, au niveau des localités, s'avère fructueuse.

Dans la sierra, certains hameaux disparaissent, d'autres se dépeuplent, d'autres encore se construisent... Il s'agit là encore de mobilité, mais collective cette fois, qui exprime de nouvelles façons d'exploiter et occuper l'espace, et aboutit à une configuration changeante du territoire.

Entre 1920 et 1980, 51 localités du municipe de Xico sont mentionnées dans les recensements de population, dont un peu moins d'une trentaine de façon continue depuis 1940. Les autres sont mentionnées à une époque puis "disparaissent", d'autres "apparaissent" récemment... Au-delà des imprécisions ou erreurs de recensement, ces variations reflètent tout de même de véritables changements, comme on a pu le vérifier à partir du travail d'archives et de l'histoire orale. Le tableau suivant ne mentionne que les "vraies" disparitions ou apparitions de loca-

Année de recensement	Population totale	NOMBRE DE LOCALITES		
		"apparitions"	"disparitions"	total
1921	6535	-	-	9
1930	7904	-	1	22
1940	9922	4	-	32
1950	11326	-	-	36
1960	11762*	-	-	36
1970	14538	2	6	29
1980	18169	2	-	38

lités, les différences restantes avec les totaux ne relevant que des modalités de recensement.

Il y a donc eu, en l'espace de 60 ans, 8 créations de villages et 7 disparitions, ce qui est assez considérable rapporté au nombre total (38) de localités actuelles.

La moitié des villages créés l'a été dans les années 1940, lors des dotations de terres *ejidales* et la construction simultanée de nouveaux centres de population. Ceux-ci sont localisés dans la partie basse et caféière du municpe, alors que les *ejidos* de la zone haute se sont développés autour de localités déjà existantes. Dans les deux cas, mais plus particulièrement en zone basse, cette création d'*ejidos* et de localités s'accompagne d'un afflux de population provenant du bourg, mais aussi de régions rurales voisines (Puebla, Tlaxcala).

Plus récemment, une seconde "vague" de création de hameaux, dans les années 1970-80, correspond à l'ouverture de nouvelles parcelles de culture sur des terres *ejidales* jusqu'alors laissées en friche. Ce sont alors les fils des *ejidatarios* ou d'autres paysans *avecindados* qui occupent, parfois illégalement et violemment, parfois en accord avec les bénéficiaires officiels moyennant location ou fermage, ces terrains inexploités et recouverts de forêts. Ils construisent alors des maisons provisoires autour des parcelles de culture, puis s'ancrent progressivement et installent une école, construisent et entretiennent le chemin, jusqu'à pouvoir revendiquer officiellement leur statut de résidents et d'exploitants agricoles, qui leur ouvre la porte d'une future régularisation foncière. La mobilité est ici directement liée à la disponibilité et la possibilité d'accès à la terre. Elle résulte d'un basculement des rapports de force entre les *ejidatarios* initiaux, usufruitiers officiels de terres qu'ils n'exploitent pas, et les paysans sans terre et sans statut qui les revendiquent. Ces processus ont eu lieu, dans ces années, autant en zone haute qu'en zone basse. La création de villages et la mobilité des nouveaux habitants expriment alors une véritable "course à la terre", par ailleurs répandue dans toute la région (Cambrézy, 1990).

Au contraire, les disparitions de villages n'affectent que la partie montagneuse du municpe, essentiellement dans les années 1960. Elles sont dues, pour la plupart, au départ des habitants suite aux pressions exercées par les propriétaires des terrains environnants. En effet, les paysans des hauts ne possèdent souvent que leur lopin autour de la maison, et sont entourés par de vastes propriétés d'élevage. Or, à partir des années 1950, commence une période de récupération et de consolidation des grands propriétaires éleveurs de cette zone, qui n'avaient pas trop investi dans leurs exploitations dans les années précédentes, d'abord à cause des troubles révolutionnaires (années 1910-25) puis par crainte d'affectations agraires (années 1930-40). Avec la fin de la période la plus active de la réforme agraire, ces éleveurs, désormais libérés du risque de dotations sur leurs propriétés, modernisent leurs exploitations, introduisent ou ré-introduisent du bétail, rouvrent des

terres abandonnées et en achètent d'autres, et expulsent de leurs terres les habitants qu'ils avaient jusque-là tolérés. Si ce reflux de population n'est pas très important en nombre, la population de ces hameaux étant déjà réduite, il est toutefois significatif d'un nouveau partage (ou d'un non-partage) de l'espace rural au bénéfice exclusif des propriétaires terriens. Des hameaux disparaissent, et avec eux une certaine manière de concevoir et d'utiliser l'environnement immédiat, et d'ancrer les pratiques sociales dans un espace quotidien. L'exemple d'un de ces petits hameaux, qui a disparu pendant la Révolution puis s'est repeuplé, illustre la précarité de ces formes de peuplement, et la nécessité d'une mobilité constante pour s'adapter aux conditions toujours changeantes des activités.

### **Quand la mobilité est condition de la pérennité, l'exemple de Cocoxatla**

Le hameau de Cocoxatla, toujours dans le municipe de Xico, a été fondé au siècle dernier, à l'occasion de l'installation d'un éleveur sur ses terres récemment acquises. La localité a prospéré, puis a décliné pendant la Révolution au point de disparaître des recensements jusqu'en 1940. L'insécurité et la violence empêchaient alors toute activité productive. Avec le retour au calme et la récupération progressive des éleveurs déjà mentionnés, dans les années 1950-60, elle se développe à nouveau et comptait, en 1984, une cinquantaine d'habitants, tous plus ou moins apparentés, répartis en huit unités d'habitation. On a pu reconstruire l'arbre généalogique de la famille étendue et l'histoire de la résidence à Cocoxatla, avec les départs et les arrivées depuis deux générations.

Tous les habitants de Cocoxatla possèdent des terres dans les environs immédiats, en propriété ou en usufruit. On ne vient ou on ne reste à Cocoxatla que si l'on a accès à la terre. Dans le cas contraire, et faute de terres suffisantes pour de nouvelles répartitions internes, les habitants s'en vont, dans le bourg voisin de Xico ou carrément à la ville (Coatepec, Xalapa). Sont ainsi "naturellement expulsés" du hameau les enfants, fils ou filles, des propriétaires qui ne peuvent ou ne veulent plus diviser et répartir leurs terres entre leurs descendants, mais aussi les fermiers ou métayers en fin de contrat. Seul le mariage avec un conjoint qui, lui, a accès à la terre, permet de rester sur place. A ce titre, il est intéressant de noter qu'il n'existe pas de règle systématique de "virilocalité" après mariage : celui des époux, homme ou femme, qui détient le droit à la terre reste "chez lui" (chez ses

parents en général) et y installe sa femme ou son mari <sup>1</sup>. Cette flexibilité dans les systèmes de résidence après mariage indique bien le poids déterminant du paramètre "accès à la terre", et le pragmatisme social de ces micro-sociétés somme toute récentes, et encore vulnérables puisque dépendantes d'une ressource finie et limitée, la terre. Cette même flexibilité se retrouve d'ailleurs pour les héritages : il n'existe pas de règle systématique de succession et de répartition des biens entre descendants (comme par exemple les terres pour les hommes, les maisons pour les femmes, ou les terres pour l'aîné et les biens mobiliers pour les cadets, *etc.*), mais une adéquation au cas par cas, pour préserver le patrimoine familial ou favoriser telle branche familiale mieux placée sur la scène locale ou régionale<sup>2</sup>. A Cocoxatla, comme dans tout le municipe de Xico, les stratégies matrimoniales et de succession sont d'abord des stratégies patrimoniales, c'est-à-dire des stratégies foncières élaborées à l'échelle familiale (Hoffmann, 1992).

Ce cadre très contraignant trouve rapidement ses limites. Si, pour la première génération (née vers 1930), les départs se devaient pour l'essentiel aux mariages avec d'autres éleveurs ou propriétaires des hameaux et villages des alentours, respectant ainsi le modèle de mobilité matri-patrimoniale, les processus d'expulsion s'accélérent à la génération suivante. On compte en effet une vingtaine de départs, et une trentaine de descendants encore jeunes et restés sur place. Parmi les "partants", seules trois personnes (deux hommes et une femme) sont allées s'installer dans un village des environs, sur les terres de leur conjoint. Les autres, la grande majorité, sont partis vers les bourgs et villes de la région (Coatepec, Xalapa, Veracruz). Certains y sont manœuvres, d'autres occupent de petits emplois ou parfois mieux s'ils ont eu l'éducation suffisante.

Désormais, pour ceux qui partent de Cocoxatla, le lien matrimonial et la recherche de terres ne déterminent ni l'heure du départ ni la destination. La mobilité vers l'extérieur signifie une rupture, un

---

<sup>1</sup> Sur les deux générations étudiées, 11 conjoints (5 hommes et 6 femmes) sont venus vivre à Cocoxatla. 4 d'entre eux proviennent des bourgs voisins, Xico et Ixhuacan, les autres sont tous originaires de hameaux et villages des environs immédiats. Il s'agit de relations de proximité directe, et d'une "micro-mobilité" qui s'inscrit dans le cadre de réseaux d'échanges très localisés et très dépendants des conditions d'accès à la terre.

<sup>2</sup> Cette caractéristique de "flou" dans les règles de succession a été notée dans d'autres sociétés rurales, françaises, lorsqu'elles sont soumises à de fortes pressions (démographiques, économiques) qui les obligent à contourner ou même "oublier" temporairement les normes socialement admises mais qui ne sont plus adaptées aux conjonctures du moment (voir le numéro spécial de *Etudes rurales* sur "La terre : succession et héritage", notamment l'article de A. Poitrineau, 1988).

abandon d'une structure (le hameau et ses relations sociales) qui n'a pas les moyens d'accueillir plus d'habitants sans changer fondamentalement. Cocoxatla s'est construite comme une communauté d'agriculteurs-éleveurs propriétaires, et le reste encore aujourd'hui. Elle avait été "rayée de la carte" aux moments les plus chauds de la réforme agraire, qui la menaçait dans ses fondements, et a pu redémarrer plus tard sans modifier réellement sa logique, dès lors que la propriété était garantie et les risques d'affectation agraire éloignés. Mobilité collective il y a eu, quand il y avait danger et remise en cause du modèle de vie adopté à Cocoxatla, et mobilité individuelle à très courte distance, entre époux, pour assurer la reproduction du système; désormais la survie implique des mobilités individuelles dans le sens d'une expulsion.

### Les pulsations du peuplement à Xico : une histoire

Les quelques exemples donnés jusqu'à maintenant montrent bien la diversité des formes adoptées dans les différents cas de mobilité, et les moteurs immédiats qui les suscitent, sans pour autant en démonter les logiques plus profondes. Une analyse portant sur un temps plus long permet de dépasser les explications de conjoncture, et de distinguer des "types de mobilité" en fonction des acteurs principaux impliqués dans le processus. Il s'agit en fait d'un continuum qui va de la mobilité imposée de l'extérieur à la mobilité "spontanée" ou endogène. Dans le premier cas la mobilité fait intervenir des forces qui dépassent largement les collectivités locales concernées, comme le sont les autorités politiques ou administratives, et, de façon générale, l'Etat.

A Xico, ce genre de mobilité apparaît dès les premiers temps de la Colonie. En effet, les données archéologiques mentionnent plusieurs sites anciens (X<sup>ème</sup>-XVI<sup>ème</sup>) autour de Xico. Au moment de la conquête espagnole, l'actuel municipe semble fonctionner déjà comme un territoire délimité par des frontières naturelles (ruisseaux et montagnes qui marquent aujourd'hui encore les "frontières municipales"), structuré autour d'un centre, Xicochimalco, situé dans la montagne (actuel Xico Viejo), et trois *aldeas* situées en aval, où se cultivaient maïs, haricots, courges, etc. Dans les premières décennies de l'administration espagnole les autorités coloniales conservent cette organisation spatiale et y superposent leurs propres modalités de contrôle administratif et tributaire. Cependant, en 1601, la Couronne décrète la "congrégation", c'est-à-dire le regroupement forcé de toute la population dans le seul bourg de Xico, dans la partie basse, et la destruction des villages et hameaux de la montagne. Il s'agit de faciliter le contrôle des populations, et dans le même temps de libérer des terres alors disponibles pour les

*haciendas* naissantes<sup>1</sup>. Les archives mentionnent les résistances des communautés concernées (refus de partir, de s'installer dans la nouvelle localité et de cultiver les parcelles mises à leur disposition), et les mesures coercitives adoptées par les nouvelles autorités (incendie des maisons et des cultures dans les communautés en place). Après ce dépeuplement brutal et autoritaire, il est difficile de se faire une idée de la dynamique de peuplement pendant pratiquement deux siècles. D'un côté, une très forte baisse de population est clairement attestée (passant de "plusieurs milliers de guerriers" en 1519, à quelques centaines de tributaires recensés de 1580 à 1713, cf. Hoffmann 1992). D'un autre, les documents disponibles, aux XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles, mentionnent une cinquantaine de lieux-dits, sans toutefois préciser s'ils sont habités ou non. Il faut attendre le XIX<sup>ème</sup> pour avoir des données plus précises. On voit alors apparaître, surtout dans la montagne, nombre de hameaux et villages dont la plupart ont aujourd'hui disparu. Il semble qu'après le regroupement autoritaire du début du XVII<sup>ème</sup>, les gens "remontent" en ordre dispersé, en une multitude de petites localités, souvent des maisons isolées, dont font mention les divers recensements. Vers la fin du XIX<sup>ème</sup> et le début du XX<sup>ème</sup>, les maisons se regroupent : le nombre de localités diminue mais leur population augmente. De 14% de la population hors-bourg en 1871, on passe à 34% en 1920, pour se stabiliser entre 40 et 50% de 1940 à 1980. La montagne se repeuple, suivant un schéma de répartition de la population qui conjugue les intérêts des paysans-indiens à la recherche de lopins de culture, à ceux de quelques agriculteurs-éleveurs d'origine espagnole installés depuis peu sur ces terres.

En effet, si tout le territoire était originellement constitué de terres communales, confirmées par la Couronne en 1710, l'espace avait déjà commencé à être approprié individuellement, puis à se vendre et à s'échanger dès le XVII<sup>ème</sup>, surtout dans la zone basse, plus accessible et plus attrayante pour les nouveaux venus. Dans la zone haute, les terres étaient encore disponibles, ce qui a permis le redéploiement tardif de la population paysanne. A la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle cependant, l'application des lois de désamortissement des terres communales (1826 pour le Veracruz, 1856 au niveau national, mais réellement à partir des années 1860-80) conduit à l'adjudication individuelle de vastes terrains (de l'ordre de 1 000 hectares chacun) dans la montagne. Ces mesures d'ampleur nationale avaient pour objectif d'en finir avec les formes de propriété communale, ainsi qu'avec les biens de l'Eglise, pour promouvoir la propriété privée et individuelle jugée seule capable de favoriser le développement de l'agriculture, en même temps que l'incorporation des populations indiennes au modèle économique et

---

<sup>1</sup> En fait leurs antécédents : *encomiendas* puis *mercedes* octroyées par la Couronne aux Espagnols (et en de rares occasions, dont Xico, aux Indiens) en contrepartie de leur participation à l'œuvre de conquête et colonisation. Les haciendas ne s'affirment vraiment comme unités sociales et économiques que dans la seconde moitié du XVII<sup>ème</sup> siècle.

socio-politique national. Elles marquent l'arrivée de nouveaux acteurs sur la scène locale, et provoquent des phénomènes contradictoires dans la distribution de la population paysanne.

D'une part, dans la zone proche du bourg, les éleveurs d'origine espagnole, immigrés récents à Xico, accaparent petit à petit les terrains pour y installer de "grands" ranchs d'élevage (de 40 à 200 hectares). Ils en chassent les habitants, paysans sans titre et désormais sans terre, qui vont alors ou bien "descendre au bourg", ou bien se regrouper pour aller grossir des hameaux voisins déjà existants et non touchés par cette vague de nouveaux possédants.

D'autre part, plus haut dans la sierra, les caciques indiens s'approprient les terres dans un premier temps, avant de les vendre aux éleveurs locaux, qui eux-mêmes les revendent rapidement à quelques grands exploitants et industriels de la région. Il fallait en effet des capitaux importants pour mettre en valeur ces terres hostiles, au relief tourmenté et couvertes de forêts. Les nouveaux propriétaires se veulent promoteurs d'une exploitation rationnelle et "moderne" de leurs terres (on est à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, période des *cientificos* chers au Président de la République, Porfirio Díaz). Ils installent des scieries et des exploitations forestières dans les zones boisées, des étables avec du cheptel bovin sélectionné importé des Etats-Unis dans les zones ouvertes au pâturage, des plantations d'agrumes et de café un peu plus bas. Tout ceci demande de la main-d'œuvre, tant pour l'installation initiale que pour le fonctionnement ultérieur. C'est ainsi que naissent quelques villages, des hameaux bientôt dotés d'école, de chemins d'accès et même de téléphone, peuplés par les anciens métayers, usufructiers sans titre ou habitants des hameaux voisins. Les entreprises rurales, forestières ou agricoles, ont ainsi contribué au peuplement et à la redistribution de la population de la sierra jusqu'à la Révolution.

Dans ces deux derniers cas de figure (les éleveurs locaux et les entrepreneurs agricoles et forestiers), la mobilité paysanne, si elle n'est pas directement imposée par les mesures autoritaires de l'Etat, répond toutefois à une politique agraire clairement exprimée, qui consiste à favoriser les entreprises modernes et à supprimer les formes "archaïques" de tenure et d'exploitation des terres, celles qui justement permettaient un peuplement dispersé dans la sierra.

Les politiques agraires nées de la Révolution du début du XX<sup>ème</sup> siècle et de la Réforme Agraire qui la suivit vont à leur tour susciter une importante mobilité paysanne, avec des flux de population liés aux dotations de terre. A Xico, par exemple, les recensements relativement fiables de l'époque soulignent que "la population de Xico a plus que doublé entre 1925 et 1934 (de 4 911 habitants à plus de 9 000), avec l'immigration des villages voisins ou de régions éloignées" (archives du Ministère de la Réforme Agraire). La population reste stable quelques années, puis diminue brusquement (5 804 habitants en 1940) pour, depuis lors, augmenter à un rythme annuel voisin de la moyenne

régionale : 1,7% entre 1940 et 1950, 2,4% la décennie suivante, 3,3% entre 1960 et 1970, 4,4% entre 1970 et 1980 (Hoffmann, 1986).

Cette soudaine augmentation de la population dans les années 1930 correspond exactement à la période agitée des dotations provisoires de terres, qui, à Xico, se termine en 1940. L'histoire orale rend compte de ce formidable bouillonnement, de cette réponse immédiate des paysans sans terre prêts à changer de résidence, en échange de quelques arpents à cultiver. Le résultat des affectations agraires et de la mobilité fut d'une part la forte croissance de plusieurs localités de la zone haute, avec une concentration de la population dans les villages dotés de terre, devenus ainsi *ejidos*, et d'autre part la création de nouveaux noyaux de population, également *ejidos*, dans la partie basse (voir plus haut).

Beaucoup plus récemment, depuis à peine quelques années (1990), on assiste à un nouveau type de mobilité, individuelle cette fois, mais dont l'ampleur pourrait à terme provoquer un réaménagement significatif de la population. Il s'agit dans ce cas de la réponse à une situation de crise économique, et de l'adaptation à une conjoncture locale et régionale qui a vu diminuer à proximité les possibilités d'emplois et de ressources. Concrètement, les producteurs de la partie basse de Xico, caféiculteurs dans leur grande majorité, sont confrontés à une crise multiforme liée autant à certains processus d'ordre international (la baisse des cours du café) que national. En juillet 1989, la suspension des clauses économiques de l'Organisation Internationale du Café aboutit à la suppression des prix de garantie et des quotas de commercialisation par pays. S'ensuit une baisse vertigineuse des prix sur le marché international (près de 60%), qui, contrairement aux prévisions des experts, n'est pas compensée par une récupération postérieure, jusqu'à aujourd'hui (octobre 1993). Dans le même temps, poursuivant sa politique de libéralisation maximale, l'Etat mexicain procède à la "désincorporation" (en fait la suppression) des entreprises parapubliques, dont l'INMECAFE (*Instituto Mexicano del Café*) jusqu'alors chargé de la commercialisation, du crédit et de l'assistance technique aux petits producteurs (voir les articles présentés dans le numéro spécial Mexique de GEODOC-MOCA, 1993). Si la situation est critique pour les paysans, *ejidatarios* ou non, de la zone caféière, elle ne l'est pas moins pour les milliers de travailleurs agricoles journaliers de la zone haute, dont les revenus familiaux annuels dépendaient jusqu'alors, en grande partie, des salaires perçus pour la récolte du café.

L'année 1989-90 fut celle du choc, 1990-91 celle de l'espérance d'un redressement des cours (les caféiculteurs ont toujours connu des fluctuations importantes des prix et "savent attendre"), 1991-92 de la résistance et de la mise en place d'alternative à court terme, et 1992-93 celle de la désespérance et des premiers départs. Certaines localités strictement caféières, en général les plus petites, ont vu leur population adulte diminuer de près de 50%, alors que d'autres connaissent des

"reconversions". A Ursulo-Galván, par exemple, village caféier de Xico, les petits producteurs (autour de 3 hectares en moyenne) délaissent leurs parcelles pour chercher du travail dans la ville voisine, Xalapa, (30% de la population adulte), ou partent plus ou moins définitivement (20%). Paradoxalement, la population du village se stabilise avec l'arrivée de nouveaux habitants (10%), qui travaillent à Xalapa mais viennent ou reviennent vivre "au village" pour profiter des conditions de vie beaucoup moins onéreuses qu'à la ville (loyers et eau, disponibilité de bois de chauffe et aliments de collecte..) et des possibilités offertes par une plus grande solidarité familiale. L'intense mobilité qui résulte de ces ajustements fait de la localité un carrefour entre paysans et citadins, entre pratiques rurales et urbaines, ce qui pourrait à long terme dessiner une nouvelle organisation régionale, et en tous cas modifier en profondeur les relations ville-campagne (Hoffmann, Portilla et Almeida, 1993).

Les quelques exemples analysés, dans des contextes historiques variés, soulignent tous l'extraordinaire capacité de mobilisation de ces populations paysannes que l'on a trop souvent tendance à percevoir dans leur seule stabilité. Stabilité et mobilité sont deux termes liés, deux forces d'une même tension qui vise à la reproduction et éventuellement au développement de la société locale. Si aujourd'hui la mobilité est essentiellement réponse, au départ individuelle, à un contexte économique déstabilisateur, elle fut par le passé, et à plusieurs occasions, adaptation ou soumission à des politiques définies "de l'extérieur", par l'Etat central. On peut ainsi différencier des types de mobilité, régis par des logiques et mettant en jeu des acteurs distincts, et qui reflètent des conceptions également différenciées de l'espace local : espace de contrôle politique pour l'Etat au XVII<sup>ème</sup> siècle, espace de production pour les *rancheros* ou les entrepreneurs agricoles à la fin du XIX<sup>ème</sup>, espace de reproduction et de vie quotidienne pour les paysans d'hier et d'aujourd'hui. Le monde rural, traditionnel aux yeux de ses contemporains de tous les temps, est un monde mouvant, un espace de rencontres sujet à des transformations parfois beaucoup plus fréquentes et profondes que ce que l'on a jusqu'à présent soupçonné, et surtout qui concernent l'ensemble du monde paysan. Car, si l'on a souvent décrit, au Mexique comme en Europe d'ailleurs (Weber, 1983), l'extrême mobilité de certaines catégories de ruraux (depuis les colporteurs des Alpes jusqu'aux commerçants-muletiers, les *arrieros*, qui traversaient toute l'Amérique Centrale, ou tout simplement assuraient le transport des marchandises et des informations de la capitale de la Nouvelle Espagne jusqu'aux coins les plus reculés de la sierra et vice-versa), la mobilité individuelle et collective des paysans a été le plus souvent ignorée ou largement sous-estimée. Or c'est elle qui donne vie à ces espaces ruraux, et qui, paradoxalement, assure la création et la recréation de territoires ruraux différenciés les uns des autres, dès lors qu'ils résultent d'actions concertées de la part des habitants eux-mêmes. "Ceux d'ici" réagissent différemment de leurs voisins immédiats ou plus lointains, et forgent

ainsi leurs propres territoires, même si leurs comportements sont le plus souvent dictés ou suscités par des interventions extérieures à ce même territoire.

#### Fin de semaine à Xico

"Ils commencent à arriver à Xico le samedi et remonteront chez eux le dimanche soir. La montagne se dépeuple pendant deux jours alors que le chef-lieu grossit et s'anime. Au fur et à mesure que l'on s'approche du bourg, les chemins convergent, s'améliorent et s'élargissent. Le trafic s'intensifie.

Tous vont dans le même sens, à part quelques muletiers et vachers qui montent travailler et redescendent quelques heures plus tard. On descend en petit groupe, en famille ou seul. Ceux des hameaux les plus éloignés ont près de trois heures de marche à faire. Mais, s'il fait beau et si l'on n'est pas trop chargé, le trajet peut ne pas être pénible. On rencontre des amis, la famille d'autres villages, les *compadres* et *comadres*. On discute des anniversaires, des mariages, des décès, des malades et aussi des affaires en cours, des dernières rumeurs, du prix des produits de première nécessité qui ne fait que grimper quand le fromage de chèvre se vend toujours à cinq pesos.

Le long des chemins, l'information circule; ceux qui les empruntent renforcent leur liens au rythme de la marche ou de celui de la mule, du cheval ou de l'âne. Ceux qui n'ont pas d'animal doivent porter eux-mêmes la marchandise, sacs de pommes de terre ou de maïs, sur le dos, retenus par un bandeau frontal, ou les paniers de fromage et d'œufs. On descend aussi des fleurs, des arums et des lys en paquets de dix douzaines que les femmes portent sur la tête. Selon la saison, celles-ci amènent également au bourg des mûres, des champignons et des herbes aromatiques. Les enfants accompagnent les parents, charge supplémentaire sur les bras quand ils sont petits, mais aidant toujours à porter dès qu'ils ont sept ou huit ans.

Xico, en fin de semaine, change de vie. Les rues, les boutiques, les administrations se peuplent des "gens des hauts" reconnaissables à leur démarche. En arrivant au bourg, la première chose à faire est de vendre ce que l'on a descendu. Il y a les acheteurs habituels, les commandes d'une semaine sur l'autre, mais il faut aussi faire du porte à porte. Ensuite, après avoir parqué les bêtes dans l'écurie d'un ami, on s'occupe des affaires de toutes sortes telles que l'enregistrement d'une naissance, une plainte au juge municipal, une audience avec le maire à propos d'une demande d'électrification ou d'accès à l'eau potable. On profite d'être en ville pour aller chez le dentiste ou pour emmener les enfants à la consultation du centre de santé.

Le samedi est aussi jour de paye. Artisans, ouvriers agricoles, personnel de maison ou de magasin, tous perçoivent le salaire hebdomadaire et cessent le travail vers une heure de l'après midi. Alors, les familles de Xico reçoivent le cousin, fonctionnaire à Xalapa, ou les parents des hauts, qui ont apporté œufs, fromages, pommes de terre ou encore *elotes* (jeune épis de maïs). Et si l'on fête un événement, on aura préparé des *tamales*, des piments farcis, un *chilatole* ou un *mole*, les plats typiques de la région.

Les fêtes sont fréquentes à Xico, dans l'un ou l'autre de la quinzaine de quartiers que compte le bourg, souvent autour de leur chapelle. A l'aube, les danses traditionnelles sont suivies de la distribution du *champurrado*, cette boisson cérémonielle à base de maïs et de cacao, qui réchauffe aux heures matinales. L'après-midi est consacrée aux courses de chevaux et aux jeux d'enfants et, plus tard, le bal du samedi attire les jeunes gens bien habillés.

Comme chaque soir, les hommes de tout âge restent devant leur porte ou à leur coin de rue habituel, pour parler. D'autres vont au bar, à la *cantina*, dépenser une bonne partie de l'argent de la semaine. Et, quand "on est des hauts", il est plus prudent de s'être enquis des commissions auparavant : quelques piments, le sucre, le sel, le café, les piles pour la radio, le pétrole pour la lampe, parfois des bougies, une houe, une machette ou une lime, des clous ou de nouvelles sandales.

Le bourg commence à se dépeupler le dimanche après-midi. Le cousin de Xalapa repart en bus et les montagnards reprennent le chemin de leurs hameaux. Sur la place, devant l'église, les jeunes gens de Xico sont les derniers à rentrer chez eux. Demain, le municipe reprendra le rythme de la semaine".

[Extrait de Odile Hoffmann, 1989, *Una sierra y su gente*.]

## Bibliographie

- BIARNES, A., HOFFMANN, O, 1990, La gestion du différentiel agro-écologique dans la Sierra Madre orientale (Mexique), *Cah. Sci. Hum.* 26 (3), pp. 293-311.
- CAMBREZY, L., 1990, Mobilité rurale et colonisation agricole dans le centre du Veracruz (Mexique). De la conquête à l'errance. *Cah.Sci.Hum.* 26 (4), pp. 679-704.
- GEODOC, série MOCA N°3, 1993, *Les caféicultures mexicaines. La force de la tradition, les risques de la décomposition*, sous presse, Toulouse.
- HOFFMANN, O, 1986, Movimientos demograficos y economia cafetalera en la region central del estado de Veracruz : Xalapa-Coatepec. *Cuadernos del IIESES*, Xalapa, Ver. n°13, pp. 57-84.
- HOFFMANN, O, 1989, Margenes de accion campesina y obras publicas : el caso de los caminos en pueblos de la sierra veracruzana, *Nueva Antropologia*, N° X (35), pp. 53-64.
- HOFFMANN, O., HOFFMANN, M. et PORTILLA, B., 1989, *Una sierra y su gente*, Instituto veracruzano de cultura, Xalapa.
- HOFFMANN, O., 1992, Tierras y territorio en Xico, Veracruz. Gobierno del Estado de Veracruz, *Col. Quinto Centenario*, n°16, 287p.
- HOFFMANN, O., PORTILLA, B., ALMEIDA, E, 1993, Crisis cafetalera y recomposición de la población (centro Veracruz, México)". *Simposio Internacional "Modernización tecnológica, cambio social y crisis cafeteras"*, Costa Rica, 13-16 juillet.
- PEPIN-LEHALLEUR, M, 1993, Urbanización, una nueva forma campesina de estar en la sociedad, *XIII<sup>ème</sup> Congreso Internacional de Ciencias Antropológicas y Etnológicas*, CICAIE, 29 juillet-5 août, Mexico
- POITRINEAU, A, 1988, Institutions et pratiques successorales, *Etudes Rurales* n°110-111-112, Paris, pp. 31-43.
- WEBER, E, 1983, *La fin des terroirs*, Fayard, 840 p.

# UN TERRITOIRE PEUT EN CACHER UN AUTRE.

## PARTAGE ET IDENTITE DANS LE NORD VERACRUZ

Jean-Yves MARCHAL

*ORSTOM-EL COLEGIO DE MEXICO*

Marielle PEPIN LEHALLEUR

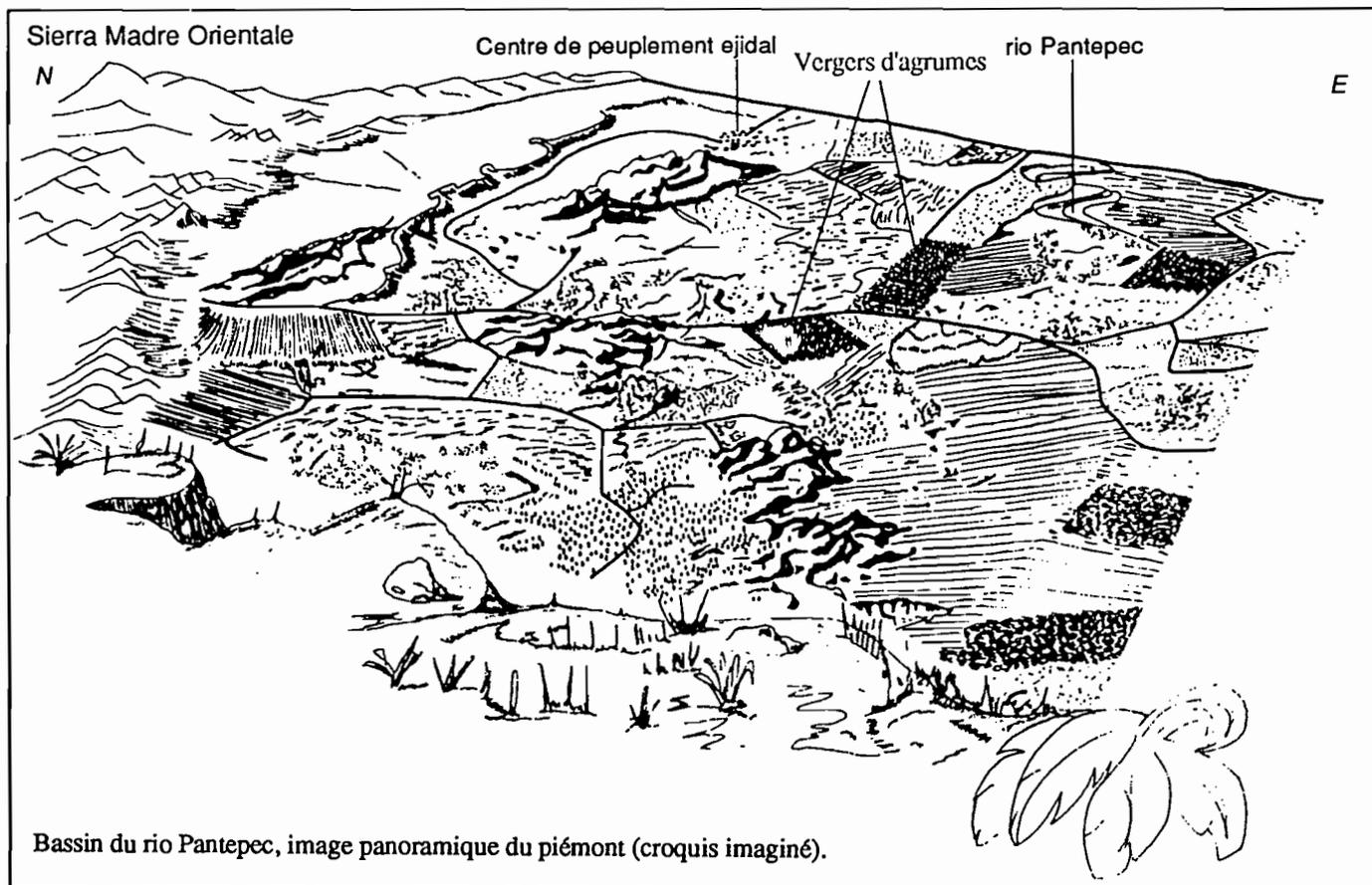
*CNRS*

**Résumé** : Les options économiques intéressant le Golfe du Mexique dessinent des réseaux de décisions, de flux monétaires et de mouvements de population qui se superposent à la marqueterie des entités administratives et des territoires agricoles. Ces forces extérieures, tendues sur plusieurs épaisseurs : régionale, nationale et internationale, s'infiltrant, localement, de manières différentes. L'article tente d'appréhender cette rencontre entre les lignes de forces économiques et les initiatives locales, à propos de deux municipes voisins du Nord-Veracruz.

**Mots-clés** : Spécificité territoriale, petites localités, pétrole, colonisation agricole, élevage.

**Abstract** : *The economic options concerning the Mexico gulf show networks of decisions, monetary flows and migrations which are superimposed to the marquetry of administrative entities and agricultural territories. These external forces, bended on different levels : regional, national and international, infiltrate into the local level, in different ways. This paper tries to show the interplay between economic forces and local initiatives, in two neighbour municipios of North Veracruz.*

**Key-words** : *territorial specificity , small municipalities, petroleum, agricultural colonization.*



«L'apparence fait le paysage; l'appartenance fait le territoire (...) Les habitants voient leurs paysages et vivent leur territoire (...) associant leur être et leur avoir»

Roger Brunet

Tuxpam et Alamo sont deux municipes accolés qui, durant les cinquante dernières années, n'ont pas suivi les mêmes rythmes de développement, ni fait les mêmes choix économiques. Tuxpam est ancien; Alamo ne l'est pas; il s'est fait sur le territoire de Tuxpam avec des gens venus d'ailleurs. La dualité persiste : gens de Tuxpam et gens d'Alamo sont frères ennemis et pourtant leurs activités s'intègrent dans un même champ économique. Nous proposons une visite des lieux sous la forme d'un diptyque afin de pouvoir mieux juger des initiatives locales qui ont abouti au façonnement de deux micro-mondes séparés.

## Reconnaissance

Nous sommes dans la partie aval du bassin versant du rio Pantepec, en Huasteca veracruzana, entre les premiers contreforts de la Sierra Oriental et la mer (Croquis 1). Là, on compte une quinzaine de municipes, parmi lesquels les deux choisis. Ces derniers, disposés côte à côte, sont traversés par le rio, navigable sur une cinquantaine de kilomètres à l'intérieur des terres, pour les barques à faible tirant d'eau; sur une dizaine, pour les navires de haute mer.

Chacune des deux entités rassemble sa centaine de milliers d'habitants : Tuxpam, 117 252 et Alamo, 101 498 (1990), répartie sur des superficies à peu près comparables (Tuxpam : 1 062 km<sup>2</sup> et Alamo : 1 140). Ces grosses unités administratives s'inscrivent dans une campagne riche, qui tranche avec l'économie de subsistance de la Sierra Oriental toute proche.

### • *Premières images*

On est en plaine, dans un milieu longtemps voué à l'élevage extensif, bouleversé par l'extraction pétrolière de la *Faja del Oro* en début de siècle et reconverti, depuis, en un secteur d'arboriculture et d'élevage intensif, deux activités ouvertes sur le marché national et celui de l'exportation. Parmi les 11 000 familles d'*ejidatarios* réparties dans les deux municipes, peu d'entre elles produisent du maïs. Elles se distinguent, au contraire, par de fortes productions citricoles et un élevage de qualité, dont les revenus sont enviés par les «petits propriétaires». C'est un «pays» prospère, couvert de vergers et de pâturages. En sous-sol, de nombreux pipe-lines évacuent le pétrole.

Sur ce tissu rural, viennent se croiser plusieurs axes de circulation routière et se positionner des pôles urbains qui sont, dans les enjeux d'un

monde d'échange, autant d'éléments économiques favorables venant s'ajouter à la stricte production agricole. Les ruraux disposent de services à portée de main. Une ville moyenne se distingue (Tuxpam) ainsi qu'une bourgade qui prend de l'assurance (Alamo); toutes deux développent des liens avec d'autres places marchandes.

Placés dans le champ des forces du Golfe, les uns branchés sur les Etats-Unis, les autres sur les villes mexicaines, et recevant de l'Etat (de Mexico, comme de la capitale du Veracruz) une aide diversifiée en équipement industriel lourd et portuaire, ainsi qu'en petites agro-industries, les municipes de Tuxpam et d'Alamo sont représentatifs des relations entretenues entre le niveau local et les décisions prises en haut-lieu. Infiniment variées, ces relations ont fini par marquer l'espace de leur sceau. Selon une spécialisation des activités, deux taches distinctes apparaissent le long du rio Pantepec. Le dosage entre citriques et pâturages fait la couleur de la tache : l'une est plutôt verte de ses pâtures (Tuxpam); l'autre orange de ses agrumes (Alamo).

### *Frères dans le jardin d'Eden ?*

Quelques précisions sur les *cabeceras*, les chef-lieux administratifs. Tuxpam s'appelle, depuis 1955, Tuxpan de Rodriguez Cano en l'honneur d'un de ses enfants ayant défendu la ville contre les Libéraux (1839). Pour sa part, Alamo continue à être nommée «Alamo-Temapache» parce qu'en 1927 des cavaliers se sont emparés des archives municipales de Temapache, au village du même nom (vieux site préhispanique), pour les transférer à Alamo, qui n'était alors qu'un campement pétrolier. Cette querelle interne au municipe fut apaisée deux ans plus tard par décret présidentiel garantissant Alamo dans son titre de nouvelle *cabecera*, du fait que cette localité grandissait sous l'influence de l'activité pétrolière, alors que Temapache continuait à végéter sur sa colline, à quinze kilomètres de là.

Ces informations bruissent d'indices quant à la qualité des lieux. D'un côté une vieille localité (Tuxpam); de l'autre, un espace peu défini, dont le pôle administratif ne se cristallise que sous l'effet d'un développement récent.

La ville de Tuxpam est éloignée de 12 km de l'estuaire, sur les premières petites bosses heurtant un terrain jusqu'alors plat depuis la côte. Elle subit de plein fouet les vents de norte. Alamo est située à quelques trente kilomètres plus en arrière, à l'intérieur d'une cuvette cernée de basses collines. Tuxpam vit sous influence maritime tandis qu'Alamo est pleinement terrienne. D'un côté, la brise de mer, de l'autre, la moiteur des *tierras calientes* (terres chaudes).

Mais, situés tous deux dans le même bassin hydrologique, les municipes présentent des faciès de paysage sensiblement voisins : un dédale de collines entre plaines et *vegas* (terrasses alluviales). Ils

s'étendent sur des sols quasi-identiques, très favorables à l'agriculture. La terre est riche en matière organique, épaisse, argilo-sableuse, de belle texture, surtout sur les *vegas*. A l'ouest, des chicots volcaniques pointent en buttes avancées de la Sierra Madre qui ferme l'horizon.

Si l'intérieur des terres est couvert de vergers à perte de vue, le paysage côtier est, lui, composé de prairies ponctuées d'arbres à la frondaison généreuse, offrant l'ombre au bétail. Tableaux paisibles.

Cette partie de la Huasteca est réputée riche par ses pâtures et cultures favorisées par 24 degrés de température et 1 600mm de pluie en moyennes annuelles. Un paradis toutefois grevé, épisodiquement, de courtes gelées et, régulièrement, d'inondations liées aux cyclones d'automne. Le fleuve déborde, submerge les terrasses alluviales et provoque des dégâts dans les localités riveraines. Les habitants s'y sont habitués : onze inondations de 1929 à 1993, malgré les digues levées en aval dès les années 1920, et en amont, dans la décennie 1970. Une année sur trois, le rio déborde avec plus ou moins de force.

Pendant, une fois l'ouragan passé, quelles sont les contraintes ? Une sécheresse vient-elle roussir la frondaison des orangers, que les fruits récoltés s'avèrent plus sucrés et donc mieux prisés à la consommation. Les éleveurs parlent du «ciel», c'est-à-dire de cette humidité alliée à la chaleur qui fait de bons herbages et garantit l'engraissement rapide du bétail.

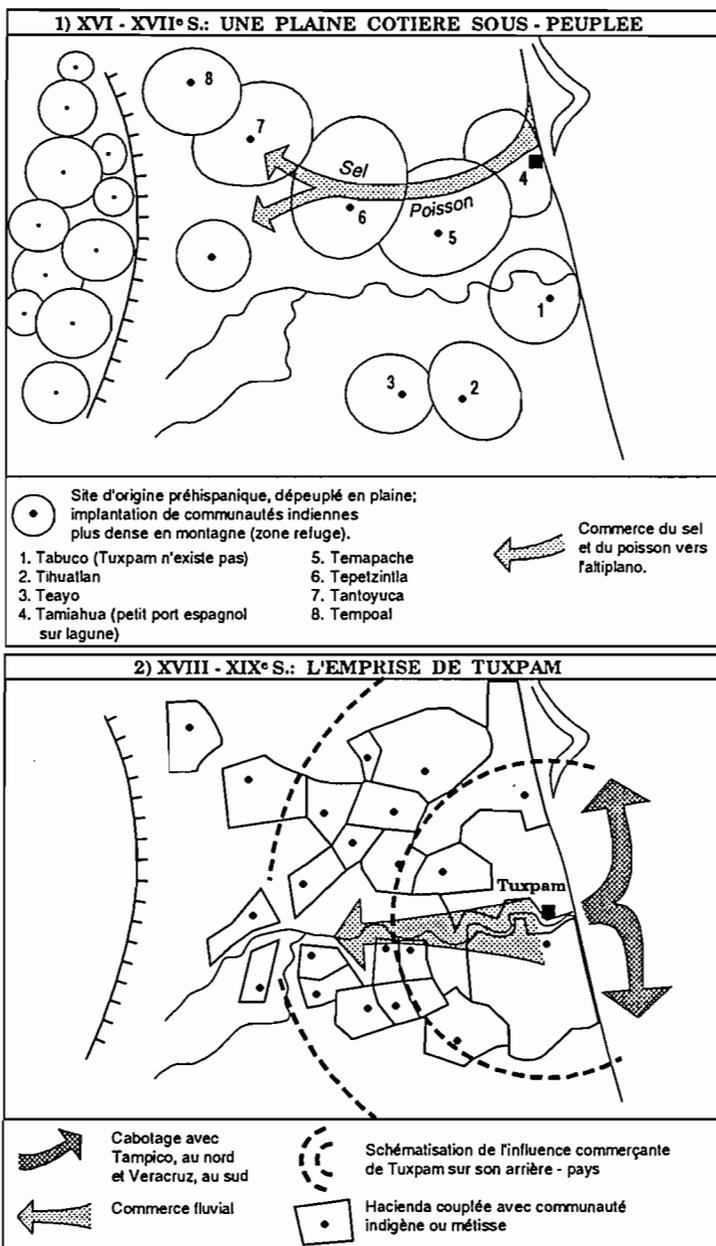
Abandonnons images et paysages pour donner la parole à ceux qui façonnent les municipes. Progressivement, nous allons voir se consolider la spécificité des lieux avec, en plus, deux regards différents. Les *ejidatarios*-citriculteurs d'Alamo «pensent» municipe et s'ancrent au territoire alors qu'ils n'étaient, il y a peu de temps encore, que des «pionniers»; ce qui ne les empêche pas de parler commerce et «valeur ajoutée». Quant aux éleveurs, majoritairement «petits propriétaires», ils parlent davantage de «leur» région, un ensemble de municipes où ils prétendent détenir des «points d'appui», tout en avouant ne pas trop savoir comment «entrer en modernité». A les écouter, Tuxpam ne serait qu'un des domaines de leur dispositif où ils restent seigneurs, alors qu'ils «décrochent» d'Alamo. Voici comment chaque groupe parle de ses activités

(Rassemblement de notes prises au cours d'entretiens).

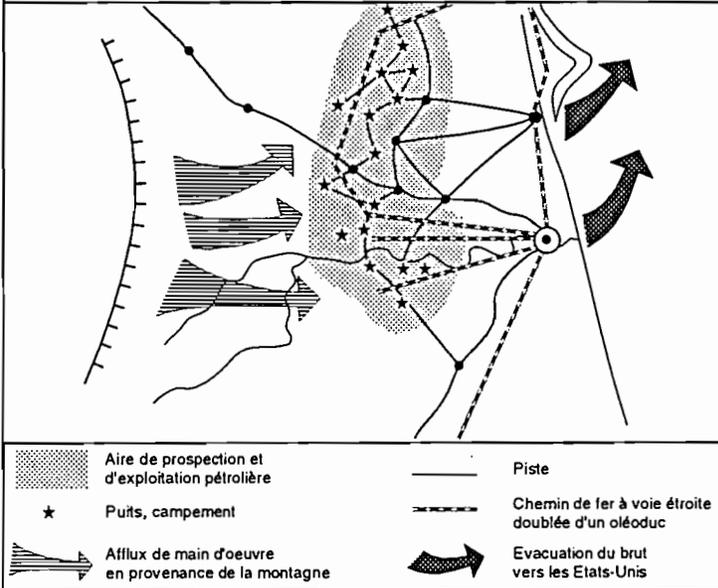
### ***Mon bel oranger***

«Du Nuevo Leon, de la région de Morelos, des variétés d'oranges ont été importées dans les années 1950-55, au moment où, ici, la banane n'était plus rentable. Actuellement, sans soins, le plus mauvais hectare planté donne cinq tonnes de fruits, soit 1 250 NP (nouveaux pesos; 1 NP = 0,20 FF), sur la base de 250 NP/tonne, au prix moyen d'achat de la saison 1991-92). De ce prix, qui est celui de la tonne chargée sur camion, il faut déduire

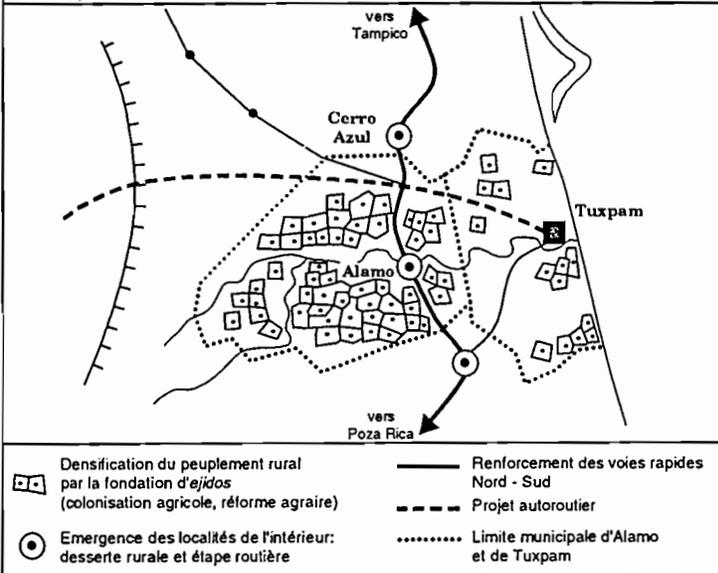
**BASSIN VERSANT DU RIO PANTEPEC:  
LA FORMATION DU TERRITOIRE**



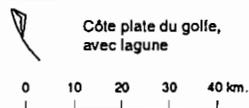
3) 1900 - 1930: L' AGE DES COMPAGNIES PETROLIERES



4) DEPUIS 1930: LA STRUCTURATION DU TERRITOIRE



Légende générale



le coût de la cueillette, celui du transport du verger à la bascule, plus les commissions diverses et taxes venant compenser les frais de la fumigation aérienne. Soit une déduction par tonne chargée de 40% : 100 NP environ. Voilà tout de même un prix de revient de 750 NP/ha. Pour obtenir au bout d'un an un bénéfice comparable en se consacrant à l'élevage, il faut une charge bovine de deux animaux/ha sur un herbage de bonne qualité et profiter d'excellents prix à la vente. Planter des agrumes est d'un meilleur rapport».

«Avec un peu de technique, surtout déparasitage du tronc et aspersion des fruits venant à maturation (contre la mouche *Arella roja.*, dont les vers gâtent les oranges), le rendement précédemment cité peut être multiplié par deux ou trois. Voire quatre ou cinq, si le cultivateur peut irriguer son verger, durant un ou deux mois, au moyen de motopompes. Les gens du Nuevo Leon annoncent 17 tonnes/ha.; en Floride 50. On devrait, sur nos sols, pouvoir atteindre 30 à 40 tonnes/ha.

Les résultats d'une enquête partielle réalisée à Alamo mettent en rapport 1 140 *ejidatarios* et 6 770 hectares de citriques, soit une moyenne de 5,93 ha/*ejidatario*. Si cette superficie donne, bon an mal an, 10t/ha, ce sont près de 9 000 NP de bénéfice net annuel pour l'*ejidatario*».

«Comptons trois ans pour que le plant d'oranger livre sa première récolte. En attendant, la parcelle reste productive. On continue à y semer du maïs ou à y entretenir des animaux. Et, mis à part quelques aléas climatiques, la production est bonne. Disons que l'agriculteur attend de vivre mieux sans besoin d'une quelconque aide de l'Etat.

Puisque la mise en valeur citricole des terrains est progressive, les agriculteurs peuvent planter plusieurs variétés. Ce qui fait, qu'entre la Valencia, Reyna, Monica et la Nave, les récoltes se suivent pendant huit mois de l'année, selon les dates de floraison et de récolte : *temprana, mayera et tardía*. La *mayera*, qui correspond à une floraison de printemps pour une récolte en août, dans un mois «creux» sur le marché, se vend, non plus 250 NP, mais 1 000-1 500 la tonne. C'est une aubaine pour les *ejidatarios*»

### ***Fruit, jus et compétences locales***

«Vue l'extension considérable des vergers, on pourrait songer à une surproduction s'il n'y avait, déjà, des fabriques de jus de fruit (*jugueras*) venues absorber le trop-plein en fruits frais. C'est qu'à Alamo, on s'achemine, pour 1991, vers une production de 700 000 tonnes (640 000 en 1990) et qu'on pense, pour 1993, avoir doublé les superficies actuellement en production, c'est-à-dire être passé des 27-30 000 ha actuels à 60 000, car 10 000 nouveaux hectares environ entrent en production chaque année.

Mais, quelle que soit la capacité d'absorption des agro-industries, il reste à soigner l'expédition des fruits, laquelle se fait toujours majoritairement «en vrac», par camions de gros tonnage, pour une consommation immédiate dans nos villes. L'idéal serait que la belle orange soit exportée, la qualité moyenne orientée sur le marché national et que la «quelconque» passe par la

fabrique de jus. Les fruits frais pourraient se vendre en plus grande quantité à l'étranger, s'ils étaient mieux présentés. Or, à cet égard, il n'existe que trois entreprises d'emballage entre Tuxpam et Alamo; davantage serait souhaitable».

«Car on ne peut ignorer plus longtemps la concurrence. Rien que dans l'environnement proche, il faut compter avec Tihuatlan, Teayo, Poza Rica, Papantla et surtout Martinez de la Torre. De plus, après les gelées de 1983-84, les exploitants de Montemorelos se sont ressaisis; plus de 40 000 ha ont été plantés. Enfin, mitoyen avec les Etats-Unis, l'Etat du Tamaulipas produit aussi des agrumes.

En conséquence, à Alamo, il n'est plus tant question de développer que de progresser, en assurant une commercialisation de bonne qualité. Il n'y a pas encore urgence, puisque les meilleurs vergers de Californie et de Floride ne peuvent, à eux seuls, assurer la demande nord-américaine, mais il faut être attentif. Nous ne pouvons plus nous contenter de cueillir.

Il y a quinze ans, parce que nous n'étions pas organisés, la demande du Nord est passée par-dessus nos têtes, pour s'adresser au Brésil. Les *Gringos* ne faisaient confiance qu'aux entreprises; non aux associations de petits agriculteurs. Maintenant, nous sommes reconnus compétitifs. Nos oranges sont sucrées alors que les Brésiliennes le sont moins. De plus, le calendrier nous est favorable; lorsque les récoltes s'arrêtent au Brésil, les nôtres commencent. Nous avons appris cela depuis peu.

A Alamo même, trois *jugueras* sont implantées. Deux sont détenues par des privés, mais la troisième (achevée fin 1989) est notre fierté car son capital provient pour 95% d'*ejidatarios*".

Les voilà parlant technique, commerce et transformation. Ces cultivateurs sont devenus actionnaires d'une entreprise, en décidant de s'associer indépendamment de leurs appartenances sociales et politiques. La rentabilité de l'usine n'est pas prouvée, mais les contacts avec acheteurs américains et européens sont établis. Actionnaires de la *juguera* et membres de l'Association des Citriculteurs d'Alamo ont parti lié : même volonté de progresser. L'association dispose, avec l'aide du gouvernement de Veracruz, d'un avion pour la fumigation phytosanitaire et ses membres rencontrent souvent des agronomes dans le but d'améliorer la productivité de leurs vergers. Ils ont enfin édifié un «laboratoire en vraie grandeur», avec l'appui de la SARH (Ministère de l'Agriculture), pour l'analyse des sols. C'est dire que la «technification» les préoccupe mais, avant tout, celle qui est immédiatement applicable au niveau municipal.

Aux côtés des producteurs et de leur équipe permanente d'entretien des vergers (trois à quatre personnes par exploitation), un volant de main-d'œuvre extérieure vient se déployer sur huit mois de l'année (septembre-avril), constitué d'habitues venant avec les camionneurs, soit de la sierra proche, soit d'autres municipes du nord ou

du sud de Veracruz. En période de récolte, on peut compter de 200 à 250 camions quittant chaque jour Alamo, soit l'équivalent de 2 à 2500 tonnes, qui représentent le travail d'autant de cueilleurs.

**"Nous autres, les éleveurs"**

«L'idéal était de vendre le bétail sur pied au Texas. C'était simple, mais les Etats-Unis ont freiné notre exportation. Guatemala et Amérique Centrale en ont profité pour vendre leur viande moins chère. Voilà ce qui nous a fait du tort depuis dix ans. En 1980-85, de 25 à 30 000 têtes de bétail sortaient chaque année d'Alamo alors qu'aujourd'hui, on n'en compte pas plus de 7 à 8 000. En revanche, Tuxpam continue sur sa lancée : 30 000 têtes en sortent annuellement, mais pour d'autres destinations.

Nous nous sommes reconvertis sur le marché national, le ravitaillement des villes. Toutefois, ce «manque» nord-américain a provoqué une épuration de nos rangs. Nous nous sommes concentrés sur quelques points forts.

Parmi nous, sont restés ceux de la tradition : une quinzaine seulement à Alamo et un bien plus grand nombre à Tuxpam, Tamiahua et Ozuluama, où les pâturages sont bons quoique certains soient un peu salins. Plus en altitude, nous sommes en force du côté de Platon Sanchez, de Chontla et surtout de Tempoal. Voilà nos bastions".

«Un *ganadero* est d'abord l'héritier de son père, autre *ganadero*. Il connaît le métier, dispose d'une assise financière, de quelques centaines d'hectares de prairie et est porteur d'une valeur sociale à perpétuer. Un *campesino* (paysan) ne peut acheter un *semental* de 20 000 NP; c'est hors de sa portée, même avec ce que lui rapportent les oranges de l'année. En revanche, un éleveur qui tient son rang dans l'Union régionale voyage, peut exposer son bétail dans les foires d'Amérique centrale, du Brésil ou du Texas, et s'informer des nouvelles méthodes d'élevage. Ce qui veut dire qu'il ne se contente plus de compter son bétail; qu'il se spécialise dans les achats-ventes à cycle rapide, mettant à profit des pâturages semés, de bonne qualité. Certains peuvent cultiver des oranges, mais pas dans les «sanctuaires» que j'ai énumérés, où l'élevage est le pivot de nos activités.

Là, nous essayons, au sein de notre Union, de contrôler la chaîne commerciale de la viande de bœuf, d'abord l'abattage puis le stockage en frigorifiques de la viande, dans les conditions d'une qualité sanitaire irréprochable. Le but est d'évincer les maquignons. L'Etat nous aide, dans la mesure où il se soucie du ravitaillement des villes. Mais reste la nostalgie : exporter au Texas. Nous n'avons de cesse de réclamer cette autorisation».

«Ici, l'élevage est rentable, avec les races Brésil, Suisse et Hollande, si nous disposons de terre en suffisance, dans le respect de nos droits fonciers. De toute façon, nous devons emprunter pour semer pâturages, fertiliser et acheter les veaux. Or, l'intérêt bancaire est élevé (jusqu'à 28% sur six mois). Nous n'avons pas la chance des *ejidatarios* d'être épaulés par Banrural.

De plus, s'il y a sécheresse, les pâturages sont brûlés, la charge de bétail s'affaiblit et notre cadence de *compra-venta* se ralentit. Pour nourrir les bêtes, nous devons alors acheter le fourrage, la luzerne, les compléments et les écorces d'orange que nous livrent les *jugueras*. Engraisser le bétail, dans ces conditions, revient cher.

Et nous organiser n'est pas facile. Par exemple, l'Union Ganadera a fait construire un abattoir à Tempoal, mais les charges d'entretien étant élevées, nous avons préféré louer les frigorifiques à une société privée. Or, à Tihuatlan, nous construisons l'équivalent. Saurons-nous mieux en profiter ?"

### **Indices**

Le ton est donné. Les premières apparences cachaient les différences et les choix contraires. Voilà un tableau où l'orange et le vert ne se mêlent pas toujours en harmonie.

Des questions apparaissent. Pourquoi, selon les avis recueillis, les uns parlent-ils de surproduction de citriques et les autres de possibilité d'aller plus avant (extension des surfaces plantées et adoption de techniques plus performantes) ? Serait-ce que, devant le même paysage, chacun ne recevrait pas le même message ? L'un s'interroge sur le choix qu'il a fait de planter ou de conserver ses pâturages, tandis que l'autre, devenu entrepreneur, est dans l'affaire, connaît la valeur de l'offre. L'éleveur, lui, n'a pas de demandeur à sa porte. Il vend quand bon lui semble. Il peaufine son pâturage, calcule ses intérêts et prend son temps.

Compte tenu des propos enregistrés, on suppose que la fruticulture, tout comme l'élevage, n'est pas seulement produit agricole mais aussi produit social. C'est-à-dire que la production s'inscrit dans un ensemble de pensées, de volontés et de pratiques. Pour certains, l'orange est une méthode extensive, rapide, d'occuper l'espace. Ils viennent d'acquérir un terrain (ou de l'envahir). Aucune autre option ne s'offre localement à eux. Ils s'intègrent à un système dont ils ont désiré être membres et entrent en convergence avec ceux qui, expérience aidant, sont passés au stade de contrôle du marché. Face à ce système, d'autres parlent de pâturages, de bœufs et d'abattoirs.

L'organisation de l'espace, d'une part, et la manière dont les gens rendent compte de leurs activités, de l'autre, révèlent un complexe fait d'agréations de stratégies (individuelles et de groupes) significatives par rapport à ce que le lieu rend possible (climat, sols, position occupée dans l'infrastructure régionale, degré d'intégration au marché).

Les municipales de Tuxpam et d'Alamo sont des espaces construits dont les caractéristiques rendent compte de phénomènes sociaux. Leurs traits matériels, visibles, combinent, pour une part, les actions et représentations que les habitants se font des lieux.

## Deux cas d'espèce, deux territoires

Parcourons le passé pour mieux parler du présent. Evoquons les *haciendas* et *ranchos* du XIX<sup>ème</sup> siècle ainsi que l'«âge du pétrole», durant lequel les deux municipes ont pris les traits qui les caractérisent aujourd'hui.

### *Intérieur délaissé, ancrage sur côte*

En comparaison avec les cartes actuelles, il existait, jusqu'à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, un «grand blanc», une fois franchie une quinzaine de kilomètres à partir de la côte. Entre Tuxpam et les abords peuplés de la sierra, à 80 kilomètres à l'ouest, s'étend un «arrière-pays». Ce n'est pas un vide absolu, mais une poussière de peuplement réparti en petits hameaux. Pas de villages sauf Temapache et Tihuatlan, vers lesquels convergent les pistes de muletiers. C'est ce qu'indique la première carte détaillée du secteur (Fages, 1854) ainsi que celle de la Commission Géographique Exploratoire (1905). A l'ouest, la route joignant le rio Panuco à Mexico suit les collines de Tantoyuca à Tempoal; une antenne s'en détache vers les salines et pêcheries de Tamiahua : unique jonction directe entre haut-piémont et rivage.

C'est que cet espace n'est autre qu'un «bout du monde» pour la ville de Puebla dont il dépend durant trois siècles (1534-1853). Bien que disposant de cette «fenêtre» sur l'Atlantique, Puebla n'y brigue qu'un petit trafic sur le rio Tuxpan. Sa position de place marchande entre Veracruz et Mexico l'intéresse bien davantage (Meade, 1951).

Donc, ici et là, quelques *milpas* entourant *rancherías* et habitations isolées, et surtout beaucoup de végétation «sauvage» : brousses et bosquets, dans les limites de domaines consacrés à l'élevage extensif et gérés de loin par les «grands» de Tuxpam. Sur une trentaine d'*haciendas* et de *ranchos* recensés dans ce qui est aujourd'hui le municipe d'Alamo, seulement huit exploitations habitées de manière permanente sont pointées sur la carte de 1905. Partout ailleurs, la seule évolution notable, jusqu'à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, est l'éclaircissement des formations arborées par extraction des bois : cèdre, zapotal, acajou et chêne, qui laisse apparaître les premières prairies de grande dimension, notamment sur les terrains plats en bordure du rio Pantepec. Ces défrichements requièrent une main-d'œuvre descendue des «hauts» de la Huasteca. Elle s'installe en petits groupes permanents dans les *haciendas* et y cultive maïs et haricot. L'arrière-pays se peuple donc, doucement (Alafita et Gomez, 1991).

L'isolement vaut également pour le «pôle» de Tuxpam mais, en position côtière, c'est un atout. Par le cabotage et la navigation fluviale, il est le lieu de passage entre les ports de Tampico et de Veracruz, d'une

part, et les localités situées en amont du rio, d'autre part, tant pour l'entrée des marchandises que pour la sortie des produits locaux. Tuxpam détient donc le monopole du commerce dans ce secteur. Et, puisqu'éloigné de tout contrôle, il se fait parfois contrebandier. Une bourgeoisie commerçante s'y développe, structurée autour de quelques familles. Les unes ont fait racine et détiennent les *haciendas* de l'intérieur; les autres, récemment immigrées (d'Europe et du Moyen Orient), placent leur capital dans l'import-export. Il fructifie.

Bénéfice aidant, ces commerçants qui siègent à la municipalité jettent un regard sur la campagne et décident de l'acheter pour la faire produire davantage, car la ville croît et la demande en grains et viande se fait plus forte. C'est ainsi qu'en 1846, ils acquièrent la quasi totalité du territoire qui deviendra le municipe de Tuxpam : «leur» municipe. Ils deviennent propriétaires de deux *haciendas* : Asunción et Santiago de la Peña (Fages, 1854). Ils dirigeaient la ville et son commerce; les voilà possesseurs de toute la bande côtière qu'ils découpent en lots. Ils font défricher, cultiver (maïs, coton, tabac, canne à sucre), aménager des bananeraies sur les berges et ouvrir des pâturages sur lesquels ils introduisent de nouvelles espèces bovines. Pour cet achat, les immigrés récemment intégrés à la bourgeoisie locale s'associent aux familles qui possèdent déjà l'arrière-pays. Les deux groupes fusionnent dans la quête des mêmes intérêts.

### *Pays neuf contre port pétrolier*

Puis, tout s'inverse dans les années 1900. L'arrière-pays prend l'ascendant sur la côte. Il devient «pays neuf», une «*Faja del oro*» (qui court sur 80 km de Potrero del Llano à Poza Rica) pourvoyeuse de pétrole et de bons salaires pour les paysans-manœuvres descendus de la sierra. L'assurance que Tuxpam détenait sur «son» intérieur est bafouée. L'hinterland, que la ville contrôlait de loin, se peuple dans une activité fébrile et passe, en très peu de temps, sous la coupe de compagnies étrangères, anglo-hollandaises et nord-américaines. Celles-ci louent ou achètent les *haciendas*, pour les convertir en terrains de prospection. La qualité des sols et la nature du couvert végétal ne leur importent guère; la richesse qu'elles convoitent se trouve en profondeur. Elles prennent possession, mesurent, délimitent, compartimentent et brûlent la campagne pour que n'apparaissent plus que les derricks. C'est un fait remarquable que ces compagnies ne soient pas intervenues là où un compartimentage foncier relativement fin existait. A Tuxpam, elles n'interviennent qu'en rive nord, dans un espace laissé blanc sur les cartes de 1927 et 1935 (aujourd'hui encore terrain de la Pemex) et, à Alamo, elles ne touchent pas aux terres de Temapache. Les pétroliers respectent ce qui est loti, attribué; ils prospectent l'espace vide ou peu utilisé.

A mesure que la phase de production suit celle de la prospection, les offres de travail se diversifient : forages, pompages, construction de

citernes, entretien des pipe-lines, transports. Les travailleurs du pétrole sont là, par milliers, et nombre de campements sont créés, qui deviendront des centres de peuplement agricole. Mules, petits chemins de fer puis camions assurent les liaisons entre puits, campements et points de débarquement-embarquement, sur côte et fleuve, tandis que l'or noir est pompé jusqu'aux bateaux-citernes ancrés sur terminaux, en mer. L'espace neutre se structure.

Chamboulée par l'activité nouvelle, Tuxpam prend le rôle de port pétrolier sans l'avoir décidé. Elle vivait tranquille, entre cabotage et remontée fluviale, et se trouve désarçonnée par ce remue-ménage de l'intérieur. «El banco de Tuxpam» vient d'être fondé avec l'apport des grandes familles dont les ressources proviennent, d'abord, de la commercialisation du bétail, puis de celle des bananes et, enfin, de l'activité portuaire. Quoiqu'il procure des dividendes énormes, le pétrole gêne par sa brusque nouveauté. Si la «bonne société» tolère que l'estuaire devienne le lieu d'exportation du cru, ainsi que celui des principaux camps de El Aguila et de Penn Mex Fuel, avec bâtiments de style Louisiane posés sur pelouses, elle ne sait rester sereine devant ce brassage de population qu'entraîne la «pétrolisation» et qui fait que les terres qu'elle possède en amont sont de plus en plus occupées.

Toutefois, son commerce s'en trouve conforté; la ville grossit; les boutiques se multiplient. Jamais le fleuve n'a connu un tel mouvement de barques et de chalands. Et la location des terres par les compagnies étrangères trouve son aboutissement, en ville, dans la construction de nouveaux édifices et du clocher paroissial. Le pavement des artères principales suit (1920-30) (Alafita, Gomez, 1991).

### ***Fractionnement et choix***

A mesure que l'infrastructure pétrolière se densifie, les fronts de défrichement se développent le long des pistes, ouvrant l'espace aux pâturages et aux cultures. Des champs pétroliers naît la mise en valeur agricole, d'autant plus facilement que ce sont les compagnies qui «maîtrisent» le terrain et que les propriétaires sont absents. Pendant les premières années de la Révolution, on ne les voit plus que dans leurs *cascos*. Le bétail devient sauvage.

C'est avec les manœuvres et les ouvriers qualifiés (chantiers et stations de pompage) que le municiple d'Alamo-Temapache se «fait». Plein de gens installés là, qui parlent mexicano, nahuatl ou totonaca, des commerçants et quelques dizaines d'étrangers (dont des Chinois). Le personnel est mobile, passe d'un campement à l'autre et a le temps d'examiner les lieux. Les commerçants sont les premiers à planter autour des anciennes *rancherías* ou des campements, maïs, *frigol*, tabac, bananiers, piment et *hortalizas* (aidés des Chinois). Puis les manœuvres les imitent sans se préoccuper de savoir à qui la terre appartient, quand

elle n'est pas louée ou acquise par la compagnie qui les emploie. La colonisation agricole est d'autant plus rapide que la végétation a été en partie saccagée au cours des prospections. Les «colons» se considèrent en «terre libre»; ils seront bientôt chez eux.

Les sociétés étrangères ont agi comme des compagnies de colonisation. Ce n'était pas leur but, mais elles ont équipé l'espace en l'ouvrant au peuplement. Une fois le temps de la prospection achevé (1925), si la majorité de la main-d'œuvre a suivi d'autres chantiers, vers le nord notamment, une partie d'entre elle a fait souche. La politique gouvernementale y a aidé.

Les ingénieurs arpentent, délimitent et préparent la distribution des terres, parfois en accord avec les compagnies pétrolières. C'est en 1927 que la première dotation se fait à Alamo, mais les *sollicitudes* ont commencé dès 1923-24. Les superficies *ejidales* octroyées montrent un processus variable, d'un lieu à l'autre. Les dotations concernent jusqu'en 1940, 19 405 ha à Alamo et 8 655 à Tuxpam. Elles s'intensifient de 1940 à 1959 (respectivement 29 855 et 17 500 ha) puis se ralentissent : 1960-69 (15 296 et 10 387 ha); 1970-79 (10 544 et 5 004 ha). Alamo a constamment été mieux dotée que Tuxpam, quelle que soit la période considérée.

C'est que Tuxpam fait front à la Réforme Agraire. La première *sollicitude* enregistrée (1923) concernant l'un de ses *ranchos* (Ceiba Rica, 1 070 ha) a été entendue comme un coup de semonce. Les citadins qui se sont déjà partagé la terre, 70 ans plus tôt, n'ont pas l'intention de céder. La brousse à bétail acquise par une *Junta Directiva de Accionistas* de 583 membres, ramenés à moins de 200 en quelques années, a été divisée en lots sur lesquels ils ont aménagé leurs exploitations. Le municipio se présente comme un «repoussoir» (Alifata et Gomez, 1991).

En revanche, l'ensemble spatial peu structuré d'Alamo est lu comme «terre ouverte» par les ingénieurs de la Réforme Agraire. La suite est facile à comprendre. Dès lors que la nationalisation des compagnies intervient (1937-38) et qu'une volonté politique affiche le partage social de la terre, Alamo devient un municipio fractionné en *ejidos* dont les limites se calquent sur les terrains pétroliers, ex-*haciendas*.

Il y a eu tant de demandes à Alamo, entre 1927 et 1974, que sur 93 *ejidos* recensés «de fait» par la SRA, 81 ont reçu définitivement leur résolution présidentielle (dotation initiale et agrandissement éventuel), tandis que 13 ne sont pas encore reconnus «de droit». Durant ce temps, 52 autres demandes ont été rejetées (plus de la moitié : 56%). Le blocage apparaît quand on se réfère aux demandes d'agrandissement des *ejidos*, durant la même période. Sur un total de 62 demandes, 43 ont été rejetées (69%) pour 19 accordées. Il n'y aurait donc plus de terres à distribuer depuis 1974, depuis déjà une vingtaine d'années.

Alors que l'*ejido* marque de son sceau le municipio d'Alamo, celui de Tuxpam continue à dépendre d'une tradition citadine. Face à la revendication actionnée soit par les syndicats pétroliers, soit par les mouvements «agraristes», Tuxpam-la Vieille fait barrage. Elle ne réussit pas toujours, beaucoup s'en faut, mais elle dispose d'appuis en hauts lieux. La réforme agraire se passe ici en cédant juste ce qu'il faut.

### **Des lieux bien typés**

Plusieurs sources (SPP, 1990; *Comisión Mixta Agraria*, 1990 et Cambrézy *et alii*, 1991) livrent une image des deux municipios sous la forme d'un diptyque : blanc-noir.

En 1990, les cultures et plantations occupent à Alamo plus de 43% de la superficie du municipio, contre moins de 15 à Tuxpam. Inversement, les pâturages n'occupent dans le premier cas que 33% de la superficie contre plus de 74% à Tuxpam. Mais, compte tenu du nombre de têtes bovines (Alamo, 57 000; Tuxpam, 77 650) et des surfaces pâturées, la charge de bétail à l'hectare est plus forte à Alamo (1,5 contre 0,98). Ceci laisse deviner un élevage plus intensif dans ce municipio; caractère que viendrait confirmer le nombre de sociétaires de l'Union régionale d'éleveurs : 443 à Alamo (128 bovins/sociétaire) et 350 à Tuxpam (222 bovins/sociétaire).

Mais, c'est à propos des superficies en vergers, que l'opposition est la plus nette. Alamo détient 27 000 ha de plantations d'agrumes (23,5% de la superficie du municipio) et Tuxpam seulement moins de 7 000 (6,4%).

La superficie d'Alamo est à 66% *ejidale* ; 60% des terres de Tuxpam ne le sont pas. Inversement, à Alamo, la petite propriété occuperait 5% des terres cultivées (13 à Tuxpam), 39% des superficies en pâture (60,5 à Tuxpam) et 83 de ce qui reste en friches et brousses (69 à Tuxpam). De plus, moins de 31% des superficies *ejidales* sont en pâturage à Alamo pour près de 60% à Tuxpam. Cette remarque est confortée par le fait que moins de 20% des *ejidos* d'Alamo ont des bovins (Tuxpam: 85,3%). Enfin, notons que, dans un cas comme dans l'autre, les *ejidos* sont parcellisés à 90% et plus, ce qui donne une idée sur la part d'initiative de chacun.

### **Deux types d'*ejidos* ?**

L'*ejidatario* aurait-il sur l'éleveur l'avantage d'échapper à une gangue sociale bien définie? N'étant pas du lieu, ne serait-il pas plus libre de ses activités?

A Alamo, il y a eu brassage de genres de vie et de projets : anciens ouvriers du pétrole, commerçants, muletiers, simples solliciteurs de terre «de travail» ou encore boutiquiers ayant quitté la ville. D'où, peut-être, cette mentalité de *farmer*, de pionnier, qui a imprégné le lieu. Il

semblerait qu'au moment des dotations, bon nombre d'*ejidatarios* disposaient d'un peu d'instruction et, s'ils ne connaissaient pas tout ce que l'on doit savoir sur l'orange, du moins savaient-ils pas mal de chose sur l'argent. En plus, certains d'entre eux, que l'on retrouve, aujourd'hui, comme membres actifs des associations ou des comités de gestion de *jugueras*, ont fait dans leur jeunesse des passages en Floride et Californie, comme cueilleurs de fruits.

Ils se sont établis au bourg d'Alamo, à la fin de l'âge du pétrole, en attendant que les dotations de terre soient formalisées. Une fois la résolution signée, ils sont partis s'établir sur le lieu. Ils y sont toujours, veillant sur leurs vergers. Ils avaient un plan. Ils ne sont pas la majorité mais ont été les modèles pour toute cette classe rurale peu à peu «absorbée» par l'orange, dans des trajectoires sociales ascendantes.

A Tuxpam, où les propriétaires-*rancheros* tiennent le «haut du pavé», un modèle d'exploitation était donné. Aussi doit-on s'interroger sur les relations tissées entre *ejidatarios* et petits propriétaires. Il est possible que la part en prairies (59% de la superficie *ejidale*) ne soit pas exploitée en totalité par les *ejidatarios* mais que les *rancheros* y prennent leur part, sous forme de locations de terre.

Les propriétaires auraient mieux accepté que des *ejidos* soient mis en place, dès lors que c'était «leurs gens» qui devenaient *ejidatarios*. On a l'impression d'arrangements entre personnes qui, n'ayant pas un statut social identique, se connaissent néanmoins. Car, il est tout de même bien curieux que ces *ejidatarios* aient consacré tant de superficies à l'élevage, s'il n'y avait pas eu un consensus préalable. Ainsi, les *rancheros* de Tuxpam se seraient-ils «sauvegardés» en continuant à profiter de leurs anciennes terres de pâture où aucune autre nouvelle activité ne se développait.

### Villes-miroirs

A Tuxpam, 64% de la population sont concentrés dans la ville (62 000 habitants, 1980) tandis qu'à peine 17% le sont à Alamo (15 000 habitants). Il en découle que la densité rurale est de 38 hab./km<sup>2</sup> dans le premier cas pour 67 dans le second. Identité urbaine et ruralité.

Tuxpam, ville moyenne, est un centre commerçant et bancaire, devenu pôle administratif de la région Nord-Veracruz. Elle règne en maîtresse, au milieu de «ses» *ranchos*-résidences, sur une campagne assoupie. Les sirènes de bateaux ne la troublent guère car le «port», émietté (sur une douzaine de kilomètres, jusqu'à l'estuaire) de postes à quai et de petits ateliers, n'est pas des plus actifs, tandis que les terminaux pétroliers sont à plusieurs milles en mer. La ville paraît ne plus vouloir s'intéresser qu'au secteur tertiaire : une villégiature entre fleuve, église, quelques vieux quartiers et petits *buildings*.

L'axe directeur du dessin urbain, aligné sur le fleuve, est hérité des anciennes activités, le dispositif de collines étant, lui, occupé par l'armée et les hôpitaux. La municipalité veut reprivilegier cet axe en l'élargissant jusqu'à la Barra Norte, pour revivifier, peut-être, la maritimité du lieu (?).

Le centre, qui manque de «cachet historique», reflète une modernisation arrêtée aux années 1920 et contrecarrée par quelques initiatives malencontreuses : immeubles de bureaux en étage et de commerces. Le manque d'élégance a remplacé bon nombre de maisons basses au toit de tuiles, de celles qui avaient leurs sœurs à Tlacotalpan, haut-lieu touristique du Veracruz.

Bien à part du centre, comme pour prouver le dynamisme de la croissance urbaine, un condominium de luxe a été aménagé sur le premier méandre du fleuve, d'où l'on profite d'une vue panoramique sur la ville, le rio et, en face, les ombrages de Santiago de la Peña. Lui répondent, à l'opposé, au nord et nord-est, une diversité de quartiers pauvres qui grimpent sur les collines ou s'étendent près des marais : petites maisons entassées, faites de parpaings, planches et cartons goudronnés. Là, vivent des milliers de gens (Sedue, 1988).

Alamo est un bourg qui se développe et bruisse d'activités, jouant entre ruralité et carrefour, surtout depuis qu'il profite d'un grand pont enjambant le rio (1979-81). Chaque parcelle productive est ici en relation avec l'exportation «au long court». Où est le port le plus actif ?

La localité n'est pas bien belle. Elle s'apparente à un gros atelier de réparation, un dépôt : tracteurs, trains de remorques, brouhaha grouillant sur le goudron défoncé autour du marché. Bien qu'en 1974, le *pueblo* ait pris rang de *ciudad*, sans être passé par celui de *Villa*, «en vertu de son progrès économique et démographique», son plan reste un fouillis. Pas de place centrale avec *ayuntamiento* et église se faisant face. Ses rues ne quadrillent pas l'espace en lots réguliers. Pas d'urbanisme. La mairie est reléguée près de gros réservoirs à pétrole et l'église est située sur un bout de rue. Le seul signe d'organisation serait le boulevard dit «périphérique», bordé de maisons basses à angles droits bétonnés, qui débouche sur le grand axe routier Poza Rica/Cerro Azul, face au poste d'essence et aux aires de stationnement des *trailers*.

C'est un ancien campement de la Penn Mex, des années 1910, fait de bois et de tôles, devenu un groupement sans épaisseur résidentielle. De son «centre», on passe en continuité aux vergers ou aux champs parsemés de quelques habitations inachevées.

Si Alamo n'est pas prête de pouvoir concurrencer Tuxpam, son originalité est ailleurs. Elle consiste en ce rôle de miroir avec la campagne qui diffuse la modernité autour d'elle. D'où peut-être cette «urbanisation» des *ejidos*, avec magasins, école, dispensaire (voire garage d'autocars) entourés de maisons souvent bien agencées, construites en matériaux durs, avec le minimum de confort. L'aisance que procure la citriculture en serait l'explication. On pourrait encore user de ce jeu de

miroirs, pour commenter en retour la faible urbanité du chef-lieu, comme si les ruraux, bien ancrés, ne désiraient voir en leur centre qu'un «pôle d'utilités». Et puis, vivre dans les *ejidos*, c'est aussi conserver la possibilité d'y élever porcs et volailles et de pouvoir y soigner les ruches.

Tuxpam est mal desservie, contrairement aux prétentions qu'elle affiche. Outre le fait que le trafic routier la courtise de moins en moins, il faut plus d'une heure (souvent, une heure et demi) pour relier Poza Rica : la «grande ville» distante de soixante kilomètres à peine. Et l'aéroport le plus proche (Tajin) est celui de Poza Rica.

Toutefois, même si son insertion régionale souffre de l'importance prise par Poza Rica, Tuxpam «irrigue» ou, du moins, reste le point d'émission de flux immatériels tels que ceux relevant des banques et des antennes régionales des délégations ministérielles. En tout cas, la ville conserve suffisamment de poids pour demeurer le centre de gravité de la *cuenca* du rio Pantepec et, plus au nord, de la plaine côtière jusqu'aux portes de Tampico. En 1972, la banque Serfin a absorbé la petite banque locale et Bancomer y a installé son siège régional. Pour les éleveurs, Tuxpam est «la» place bancaire.

Alamo n'a pas bénéficié de services de rang national et vit dans la dépendance de l'une ou l'autre ville dès qu'il s'agit de décisions à prendre dans les domaines fonciers (SRA), économiques (SARH) ou institutionnels. Elle engrange de cette situation, même si aller à Tuxpam ne prend qu'une heure et à Poza Rica, deux. Car traiter affaire avec l'ingénieur de la SARH ou l'expert agricole d'une banque, représente un déplacement d'une demi-journée.

Dans un ordre hiérarchique, au-dessus des *cabeceras* des environs, qui ne sont que des villages-centres, Alamo émerge comme bourg actif offrant ses capacités pratiques à la campagne proche, mais reste sous la dépendance de Tuxpam pour ce qui a trait aux services, tandis qu'enfin Tuxpam ressent le poids de Poza Rica.

### **Entre compétitivité et complémentarité**

Tuxpam, appartenant à l'Histoire, a acquis un poids régional mais, soutenue par son passé, elle désire vivre aujourd'hui de son «fond de commerce». Le carnaval et la *feria ganadera* perpétuent la marque du temps dans le cycle des manifestations annuelles. De l'autre bord, Alamo n'a qu'un siècle d'histoire et déborde d'activités pour «rattraper le temps»; c'était le premier municipe citricole du Mexique (1991).

### **Développement séparé**

Voilà deux entités qui vivent côte à côte le long de la même rivière, mais sont étrangères quant à leurs activités et appartenances

sociales. L'Union régionale des éleveurs a son siège à Tuxpam; celle des citriculteurs, à Alamo. Les deux visent les mêmes marchés mais les éleveurs paraissent de «grands enfants gâtés» ne sachant trop comment s'organiser. A leur côté, les citriculteurs, tels des «vauriens mal peignés», s'affairent pour contrôler l'écoulement de leur production et font construire des fabriques de jus de fruit. Des activités qui vibrent de manières différentes sur deux noyaux séparés, quoique collatéraux. Tuxpam et Alamo se toisent du regard et ne se reconnaissent pas frères.

La bourgeoisie de Tuxpam voudrait voir en Alamo un gros village, de rayonnement local, au rôle collecteur, et pas davantage. Elle souhaiterait que les deux municipes restent soudés bout-à-bout, comme dans de «bon vieux temps». Les gens d'Alamo, eux, affirment que les deux municipes sont côte-à-côte, et sans plus. Voilà deux formulations qui n'ont pas la même connotation.

Si bien que Tuxpam refuse d'admettre qu'Alamo soit devenue une étape sur l'axe routier nord-sud, de niveau fédéral, et d'accès direct, soit à la frontière et aux ports de Tampico-Altamira, soit à Mexico, via Poza Rica. La liaison Tihuatlan-Tuxpam-Potrero del Llano, qui rallonge les kilomètres et le temps, n'est plus empruntée que par ceux qui ont charge de desservir Tuxpam. Le grand pont «urbain», admiré lors de sa mise en service (1958-59) comme l'outil facilitant l'échange, n'est plus fréquenté que par le trafic d'intérêt municipal. Pire encore, en enjambant le fleuve, ses «tabliers», trop bas, ont bloqué le passage fluvial et séparent définitivement la ville des quais où accostaient les goélettes qui effectuaient le cabotage. Le pont exclut le centre-ville du trafic venant de la mer. Du coup, la position de commandement, que Tuxpam s'imaginait encore détenir, se trouve irrémédiablement éteinte quand, dans le même temps, Alamo mise gagnant en profitant de la «révolution» des transports routiers, pour ne plus lui être subordonnée; les chauffeurs de *trailers* le savent d'autant mieux que passer sur le pont d'Alamo est dix fois plus économique que franchir celui de Tuxpam.

### *L'Etat-Aménageur*

Pour apaiser ces divergences mitoyennes, par souci d'équilibre, l'Etat fédéral veut intervenir. Non seulement parce que l'agitation d'Alamo gênerait la sérénité de Tuxpam mais, dans un contexte globalisant, pour redonner force à un centre côtier qui s'endort, alors que sa position géographique pourrait faire de lui, dans le cadre d'une planification nationale, une pièce dans le dispositif portuaire du Golfe du Mexique.

Les idées qui sous-tendent l'action fédérale semblent être de deux ordres. La première, déjà partiellement réalisée dans le cas d'Alamo, serait de mettre à portée des ruraux les facilités propices à leur intégration dans la nation : équipements scolaire et sanitaire, routes

bitumées et ponts, dessertes de pistes internes au municipe. La seconde serait, plus précisément, de restituer à Tuxpam le rôle qu'il a perdu, en créant un «vrai» port doublé d'un centre industriel. La construction de l'usine thermoélectrique (rendue à sa troisième phase de travaux) pourrait être un élément fort de ce projet. De même que l'appui bienveillant donné au projet de la Chrysler d'installer une *maquiladora*, ainsi que l'aide fournie à l'Union Ganadera, afin qu'elle devienne plus compétitive sur le marché national et extérieur (aides à la construction d'abattoirs et de frigorifiques) seraient une manière pour l'Etat, en relation avec sa politique globale, de redorer le blason de la société tuxpeña en la faisant participer davantage aux échanges économiques.

La sollicitude que le pouvoir témoigne depuis peu à Tuxpam, pour «moderniser» son site, ne semble pas avoir d'autres fins : dans l'ensemble national, faire de cette position un centre dynamique, entre Veracruz et Tampico-Altamira, capable d'accueillir une partie des «charges mexicaines» qui transitent actuellement par Houston (Texas). Sollicitude qui bénéficie, en retour, d'un bon climat social : entente entre les diverses formations, privées comme publiques, et les autorités locales. Pour la Présidence de la République, Tuxpam est le lieu favorable au déploiement d'initiatives venant contrecarrer, à l'échelle du Golfe, l'action des syndicats fortement implantés à Veracruz et à Tampico. Deux priorités sont nettement affichées : aménager un port de haute-mer et le desservir par une voie à grand trafic reliée directement à la capitale.

### *L'union transverse*

Parlons d'abord du projet portuaire. Le dragage du chenal desservant les appontement de la rive droite a débuté fin 1990, pour amener la profondeur de huit à douze mètres et permettre l'entrée des gros-porteurs. Pour faciliter le passage de la *barra* et s'opposer aux dépôts sableux que les vents de *norte* façonnent dans l'estuaire, le brise-lames nord (déjà réaménagé dans les années 1950) a été prolongé. On voudrait ainsi créer un «terminal maritime» sur fleuve (?), avec quais, pour le débarquement du «vrac» et plate-formes pour les containers (13 000 m<sup>2</sup>) avec deux grandes grues à portiques.

Afin d'argumenter le projet, on dit que Tuxpam est en passe de prendre le second rang, parmi les ports mexicains du Golfe, pour la manipulation des containers (47 000 enregistrés, en 1990, surtout aux entrées, par Tecomar, la filiale de Volkswagen) et qu'il réceptionne annuellement plus de 600 000 tonnes de céréales. Pour que les relations entre l'intérieur, la ville et ce terminal soient facilitées, un deuxième pont est programmé en amont (El Financiero, 22 et 23 avril 1991).

Le chemin de fer ne desservant pas Tuxpam (bien que, dès 1920, on ait songé à connecter la ville sur l'«interocéanique»), le second projet, que la notabilité du lieu réclame depuis 1973, consiste à relier ce secteur

du Golfe à Mexico, par une route à quatre voies. L'examen du tracé semble suffisamment avancé pour que les autorités soient en mesure d'annoncer la réalisation de l'autopiste pour les années 1995-96.

Les propos vont bon train sur l'aboutissement de cette voie rapide, qui risquerait de bouleverser quelques quartiers de Tuxpam. D'après les informations reçues (section des Travaux publics d'Alamo), il s'agirait bien d'une autoroute qui, venant de la montagne, où le gros des travaux serait à réaliser, déboucherait en plaine sur le municipio d'Alamo, en rive nord du rio, puis profiterait du tracé d'un ancien chemin de fer de la compagnie pétrolière «El Aguila» pour rejoindre la branche du périphérique qui cerne déjà Tuxpam par le nord.

Si ce projet se réalise, un axe est-ouest traverserait les deux municipios jointifs, en croisant l'axe nord-sud, actuellement favorable à Alamo. Peut-être, pacifierait-il les liens entre les deux voisins tout en offrant à chacun l'opportunité de nouvelles ouvertures ?

A propos de Tuxpam, pour lequel le projet est destiné, la communication avec Mexico sera enfin réalisée (après cinq siècles). Lui offrira-t-elle de nouvelles chances, une meilleure fréquentation de son port par les bateaux étrangers et de ses plages, boutiques et hôtels, par les touristes venus de la capitale ? Les plages de Tuxpam sont-elles vraiment attractives, placées si proches des terminaux pétroliers et si souvent balayées par les vents de *norte* ?

Pour Alamo, le nouvel axe fortifierait son rôle de carrefour et permettrait, peut-être, le désenclavement de sa partie occidentale, cernée par les affluents du rio Pantepec. Il suffirait d'un nouveau pont (pourrait-on le faire ?) sur l'un d'eux pour que cette portion du municipio, éloignée du bourg, soit directement branchée sur le transport routier à longue distance. Cela pourrait amener un surcroît de développement des vergers et, peut-être, une modernisation de l'élevage en ce secteur. De toute façon, la route constituerait un avantage pour l'ensemble du municipio, puisque l'actuel axe nord-sud couperait l'autoroute est-ouest à moins de 10 km au nord du pont déjà privilégié par le gros trafic.

### *Lièvre qui court et chat qui dort*

Au côté d'Alamo qui rassemble des agriculteurs œuvrant pour que leur municipio vive comme une entreprise agricole «gagnante» sur le court terme, peut-on imaginer, dans la même perspective de temps, Tuxpam tel un municipio-ville, sur lequel se grefferait un port industriel sécrétant son volant de main-d'œuvre sous-employée ? Et pourquoi ne pas imaginer une ville entourée d'une campagne somnolente, repeuplée en fin de semaine ? Voilà un tableau moderne, de l'ordre du possible.

A moins de souhaiter que la campagne de Tuxpam, aujourd'hui moins efficiente que celle d'Alamo, puisse diversifier ses productions et surmonter l'état d'anesthésie dans lequel la ville la maintient.

L'action concertée de la puissance publique parviendra-t-elle à relier ces deux voisins que toute l'histoire sociale et économique a concouru à différencier ? Autrement dit, la récente prise en charge des lieux par l'Etat fédéral aboutira-t-elle à la construction d'une pièce neuve le long du Golfe du Mexique, faite de complémentarité, dans un dispositif général d'aménagement du territoire national ? L'avenir est, par nature, imprévisible et tout exercice de programmation demeure aléatoire si, de plus, l'espace étudié s'intègre demain aux systèmes commerciaux dépassant l'échelle des relations inter-régionales ou internationales reconnue aujourd'hui. Et le système d'Alamo, construit par une société neuve œuvrant dans un espace économique qui lui est favorable, ne peut être regardé comme pouvant se perpétuer à court et moyen termes, si l'on ignore la capacité d'échanges et de profits (pour qui?) que suscitera le Traité de Libre Echange avec les voisins du nord, aux fins duquel, au plan national, une réforme de la loi agraire vient d'être proposée.

Tout ce que l'on peut dire, c'est que la réponse à la question sociale ne passera plus par les dotations de terre, mais par un meilleur équipement des lieux de vie et, sans doute, par une diversification des activités, c'est-à-dire une ouverture plus large sur les secteurs économiques secondaire et tertiaire. Les possibilités de réorientation des tendances actuelles sont si multiples qu'il est impossible, pour Tuxpam et Alamo (quand il ne s'agirait qu'eux deux) de faire le tri dans les informations porteuses de changement.

Quel type de commerce fondé sur quelles productions sera celui de l'an 2 000, date repère qui deviendra d'actualité dans six ans? En reformulant la même question pour 2 050, de quel chiffre de population disposeront alors les deux municipes étudiés, quelle sera la répartition de leur densité et dans quel archipel de solidarités ou de guerre commerciale se situeront-ils ? Propos d'étape ? Oui. Un survol de ce que l'on voit, croit reconnaître et suppose. Atteindre au plus profond est autre chose.

N.B. Le présent article est une reprise revue et corrigée du thème développé dans "Municipios vecinos, hermanos enemigos, esbozo de dos desarrollos divergentes: Tuxpam y Alamo (Veracruz)", *Estudios Sociológicos de El Colegio de México*, vol X, n°30 : 555-581, par MARCHAL (J-Y.), 1992.

## Bibliographie

- ALAFITA MENDEZ, L. et GOMEZ CRUZ, F., 1991, *Tuxpam, Veracruz : imágenes de su historia*, Xalapa, Archivo General del Estado de Veracruz
- BATAILLON, C., 1991, «Pétrole et tropique, la façade du Golfe», In : *Amérique latine*, Géographie Universelle, Paris, Hachette-Reclus Ed., vol IV: 125-132.
- CAMBREZY, L. et alii, 1991, *Atlas ejidal del Estado de Veracruz-Encuesta nacional agropecuaria 1988*, Aguascalientes, INEGI-ORSTOM.
- DOODE, S., (Coord.), 1979, *Diagnóstico socio economico de la zona Pantepec-Vinazco*, México, Estudios especiales S.A.-CIESAS, mimeo.
- FAGES, E., 1854, (nueva edición 1959), *Noticias estadísticas del departamento de Tuxpan*, México, Ed. Citlaltépetl, colección Suma veracruzana, Historiografía.
- INCOSEPP (ed.), 1974, *Perspectivas de Alamo, Veracruz, 1972-74*, s.l.
- KVAM, R., 1985, *Oil, oranges and invasions. Economic development and political mobilization in Eastern Mexico*, Bergen, Michelsen Institut., Depart. of social science and development, mimeo.
- MEADE, J., 1951, (edición 1962), *La Huasteca veracruzana*, México, Editorial Citlaltépetl, 2 tomos.
- PEPIN LEHALLEUR, M., 1989, «Un Mexique rural post-agrariste pour l'an 2000?», Mesa redonda *Le Mexique à l'aube du troisième millénaire*, CNRS-CREDAL, mimeo.
- SANCHEZ DURAN, A. y al., 1977, *Breviario municipal*, Xalapa, Com. de Estadísticas políticas económicas y sociales.
- SCHEJTMAN, A., 1982, *Economía campesina y agricultura empresarial (tipología de productores del agro mexicano)*, México, Siglo XXI.
- SEDUE, 1988, *Plan de desarrollo urbano*, Tuxpan, Veracruz, mimeo.
- VERDUZCO, G., 1982, *Campesinos itinerantes. Colonización, ganadera y urbanización en el trópico petrolero de México*, El Colegio de Michoacán.

## LA FRONTIERE : MOBILITE ET TERRITOIRE AU NORD DU MEXIQUE

Hélène RIVIERE D'ARC

*CNRS-CREDAL*

**Résumé :** Le nord du Mexique, et notamment l'Etat de Chihuahua présenté dans cet article, est d'une part un lieu de mobilité à grande distance (centre et sud du Mexique vers le nord) et d'autre part celui d'une relation étroite entre mobilité géographique et mobilité sociale (déplacements quotidiens et fréquents d'un pays à l'autre; promotion individuelle). Cela résulte des irréductibilités dues à la présence de la frontière et d'un télescopage dans le temps court de plusieurs logiques socio-spatiales contribuant à superposer plusieurs références territoriales.

**Mots-clés :** Chihuahua, mobilité géographique, mobilité sociale.

**Abstract:** *The northern part of Mexico - especially the State of Chihuahua concerned by this paper -, is a place of long range mobility - northwards from central and southern Mexico - and of tight relations between spatial and social mobilities - daily commuting, frequent crossings over the border, individual promotion. It comes from the discontinuities linked with the border and from the overlapping on short periods of socio-spatial logics, which contributes to the superimposition of several spatial references.*

**Key-words:** *Chihuahua, spatial mobility, social mobility.*

Les travaux sur ce que d'aucuns n'hésitent pas à appeler le troisième pays, la frontière Mexique-Etats-Unis, pleuvent. "C'est un troisième pays, avec sa propre identité. Un troisième pays de 3 200 kilomètres de long, et de pas plus de 32 kilomètres de large..."<sup>1</sup>. L'auteur de cette définition géographique vit en Arizona et a parcouru la frontière du Golfe du Mexique jusqu'à la Californie (voir carte n°1).

---

<sup>1</sup> Tom Miller, *En la frontera, imagenes desconocidas de nuestra frontera norte*. Alianza Editorial, Mexico 1991.

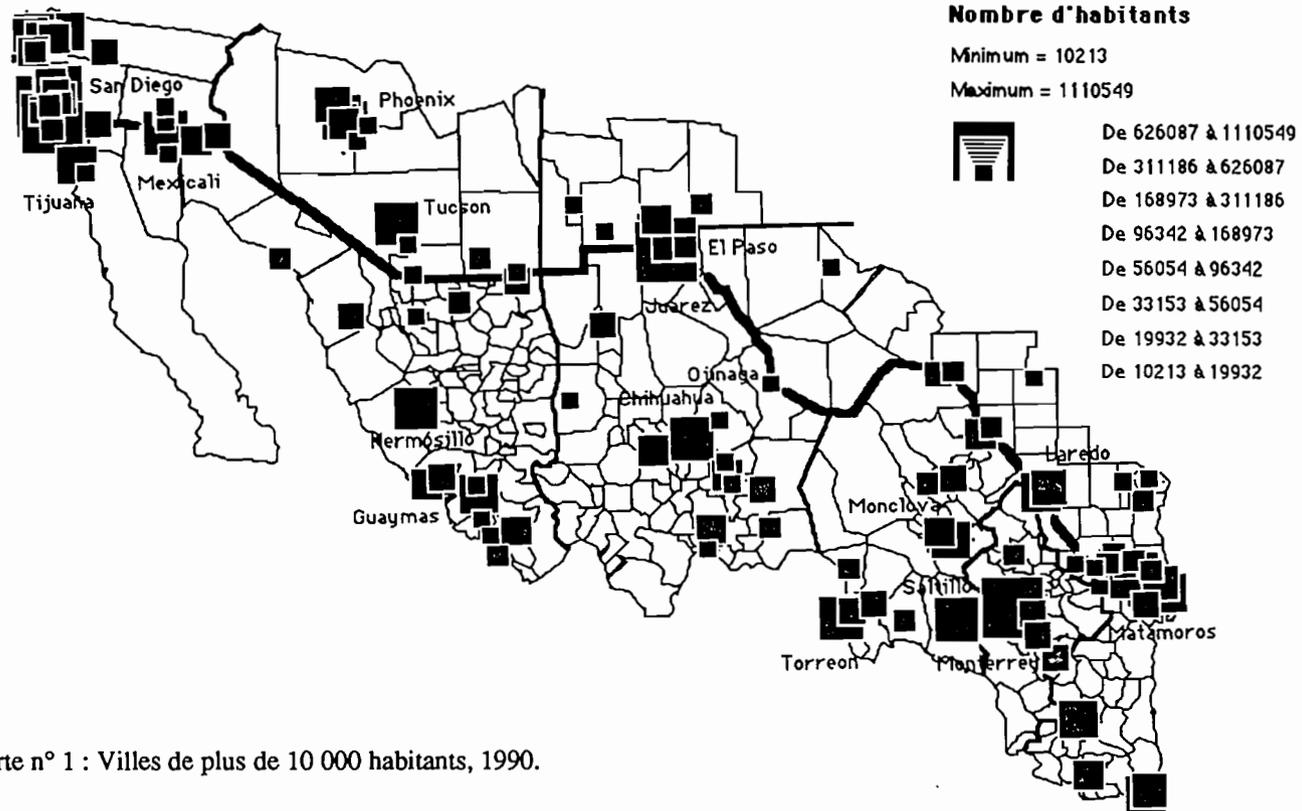
Pour lui, ce qui crée ce troisième pays, c'est la culture frontalière, c'est-à-dire des comportements et des modes de vie liés aux irréductibilités dues à la présence de la frontière. D'autres donnent une extension beaucoup plus vaste à ce Mexique du Nord; l'auteur d'une carte dessinée dans une revue américaine trace une ligne qui va de Tampico à Puerto Vallarta, et au nord le trait déborde largement la frontière<sup>1</sup>. Il délimite une zone qui est supposée familière aux personnes de langue hispanique : américains de longue date ou d'origine mexicaine plus récente. Cette portion de Mexique est appelée Mexique américain ou Mexamerica. C'est un Mexique aux densités de population relativement faibles, géographiquement caractérisé par le désert et ses marges. Mais surtout que l'on suppose soumis à une bipolarité ou à une multipolarité : Mexico, le Texas, la Californie, Détroit, Chicago... ? Enfin, pour les économistes, le nord du Mexique mérite que l'on se pose à son propos la question de l'apparition de nouveaux territoires de production, en somme, de nouveaux districts industriels.

L'idée de mobilité est bien entendu particulièrement applicable à la société ou aux fragments de société qui se déplacent ou se reproduisent dans cette zone. Celle de territoire, dans le sens de construction sociale et spatiale autour d'un pouvoir, l'est moins. Pourtant, et comme on l'a dit, la présence de la frontière a forgé des irréductibilités qui conditionnent le mode de vie des hommes depuis des décennies. Mettons ces deux notions en parallèle à propos du Chihuahua, l'Etat le plus vaste du Mexique (287 000 km<sup>2</sup>, 2 441 873 habitants en 1990), comme l'annonce un panneau à la sortie de l'aéroport de la ville de Chihuahua .

Mobilité et territoire sont deux concepts quelque peu antagonistes selon le sens commun, dont la tension occupe, avec acuité, un vaste champ des sciences sociales. L'Europe est aujourd'hui le théâtre de la plupart des relations phénoménologiques qui illustrent ces tensions. Le continent américain les connaît moins. Peut-on cependant, à l'aune de ce qui se passe au Mexique, contribuer à la construction d'un ensemble de connaissances, susceptible de donner un sens à l'articulation entre les deux notions ? Cet espace frontalier est sans nul doute celui de l'expérimentation d'une tension dont la plupart des acteurs qui la vivent sont les témoins quotidiens, lucides et déserts. Déserts en effet, car l'appartenance à cette zone géographique est constamment commentée par ses habitants. La brutalité des attitudes nord-américaines vis-à-vis des migrants mexicains, surtout clandestins, est quotidiennement dénoncée. En fait, cette représentation est plus manifeste du côté mexicain que du côté américain, résultat d'un rapport de force mesurable à toutes les échelles d'analyse, dont il est inutile d'insister sur l'inégalité.

---

<sup>1</sup> Voir dans Marie-France Prévôt-Schapira et Jean Revel-Mouroz (coord.), *Le Mexique à l'aube du 3<sup>ème</sup> Millénaire*, à paraître dans Travaux et Mémoires de l'IHEAL, Paris 1993.



Carte n° 1 : Villes de plus de 10 000 habitants, 1990.

Par ailleurs, l'intérêt qui peut être porté à la connaissance du nord du Mexique n'est pas restreint à celle de sa réponse au projet de libre-échange avec l'Amérique du Nord. Ce dernier, en effet, ne bouleverse pas les structures économiques et sociales de cet espace géographique. La proximité, la différence et le caractère irréductible de certains phénomènes issus de la présence physique et juridique de la frontière, sont d'évidence à saisir dans le temps long et le *North American Free Trade Agreement*, comme projet immédiat, n'apporte pas encore sa trace aux changements spatiaux.

### La mobilité

Le facteur principal de la mobilité dans le nord du Mexique - et en l'occurrence dans l'Etat de Chihuahua qui constitue la toile de fond de cet article - tient surtout à deux raisons, l'industrialisation rapide et la proximité d'une frontière qui apparaît toujours comme la ligne de démarcation de la prospérité, franchissable par les plus chanceux.

On est bien sûr tenté de comparer la mobilité spatiale dans ce Nord mexicain à celle qui a caractérisé les périodes pionnières; de dire qu'il s'agit là d'une frontière au double sens du terme, administratif certes, mais aussi une frontière selon Turner, soit un espace pionnier dépourvu de contraintes. Cependant, il faut d'ores et déjà nuancer les éléments de comparaison entre les deux fronts : l'américain et le mexicain. Même si, du côté américain, il y a actuellement migrations d'hommes, d'investissements, de haute technologie du nord (Chicago) vers les états du Sud, vers le *Sunbelt*, c'est-à-dire, le Texas, l'Arizona et la Californie, aucune zone industrielle vraiment importante ne s'est installée sur la frontière; toutes se situent à l'intérieur des états : à Dallas, Phoenix ou Los Angeles. Dans les états du Nord-Mexique en revanche, et du fait même du type d'industrialisation volontariste qui y a présidé, les zones industrielles importantes jalonnent systématiquement la frontière. Les statuts avantageux de *maquila* et/ou d'industrie frontalière, résultats de politiques promues par les élites locales constituées en lobbies, ont longtemps été présentés comme une contre-partie à la grande distance géographique des nœuds vitaux et consommateurs des deux pays : Mexico, Chicago, Los Angeles, Guadalajara et quelques autres<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> De nombreux travaux expliquent clairement en quoi consiste le statut particulier de *maquila*. Celui d'industrie frontalière (mis en cause en mai 1993 au grand affolement de la CANACINTRA (*Camara Nacional de Industria*) de Ciudad Juarez), contient des clauses permettant des exonérations de taxes à l'importation et à l'exportation pour les industries mexicaines.

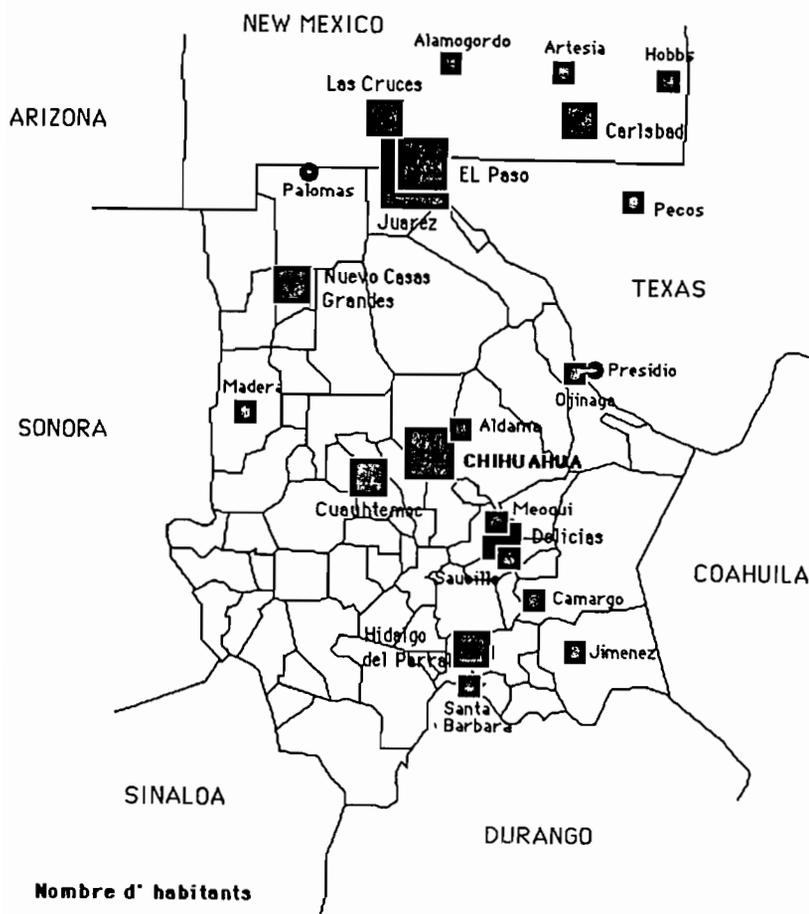
Les faits relatés plus haut marquent l'espace nord-mexicain d'une empreinte économique forte : marché et échanges apparaissent comme l'expérience fondatrice de sa construction. Il est pourtant, sans doute et aussi, le lieu d'une expérience dont la catégorie la plus marquante est la mobilité sous ses formes géographique et sociale. Ordonnons l'analyse autour d'elle. Trente ans d'accélération du rythme migratoire ont contribué à créer, dans l'Etat de Chihuahua, deux pôles urbains : Ciudad Juarez, 800 000 habitants en 1990, a cru à un rythme de 2 à 3 % par an et Chihuahua, 540 000 habitants, à un rythme annuel de 3 à 2%. Quelques autres villes (Cuauhtemoc, Nuevo Casas Grandes, Camargo et Delicias) connaissent des croissances qui frôlent les 3 % par an depuis vingt ans. Mais, si l'on observe la carte n°2, on voit que les principales concentrations urbaines suivent encore la voie traditionnelle du *real de Minas* (*camino real*), sud-nord, par laquelle passe la route, laissant de côté la Sierra Madre occidentale et le désert frontalier avec le Texas à l'est<sup>1</sup>. A elles deux, Ciudad Juarez et Chihuahua regroupent les 2/3 des habitants d'un Etat dont la densité ne dépasse pas les 0,4 habitants au km<sup>2</sup> si on soustrait du total leurs populations respectives. Bref, le phénomène remarquable de cet espace est la rapidité de la transformation spatiale et socio-professionnelle qui a eu lieu : 300 ans d'extrême lenteur et trente ans de bouleversements dont les aspects numériques ne sont pas les plus surprenants.

La mobilité des capitaux nord-américains vers la frontière mexicaine a répondu à l'appel formulé en termes d'avantages fiscaux par les autorités et les élites locales mexicaines pendant les années 1960. Les années 1980 ont connu l'affirmation des stratégies multinationales en faveur de plusieurs points de la frontière et les zones industrielles se sont multipliées. Les terrains disponibles se sont avérés presque sans limite dans ces zones peu peuplées où la valeur marchande du terrain est plus fonction de son accessibilité et de son prestige que de son étendue, ce qui montre que cette dernière n'est guère comptée.

Cependant, des stratégies spatiales ponctuent l'histoire plus ou moins ancienne des entreprises, selon leur taille, leur origine, leur ligne de production. Les terrains bien équipés dans les parcs industriels, à la périphérie des villes, ont d'abord séduit les candidats à l'investissement. Contrairement à ce qui est souvent affirmé, afin d'inciter les capitaux à s'orienter vers les autres villes, Ciudad Juarez, qui a pourtant multiplié sa superficie par quatre en vingt ans (1970 à 1990), soit 700 hectares environ dédiés à l'industrie, n'est pas saturée. Elle disposait encore de près de 200 hectares à la fin de 1991. Les multinationales qui occupent plus de 500 employés ont toujours tendance à choisir ces parcs, car elles disposent souvent de leurs propres moyens de transport pour leurs personnels.

---

<sup>1</sup> Le point extrême du *camino real* se trouvait à quelques kilomètres au nord de Santa Fé (New Mexico).



**Nombre d' habitants**

Minimum = 10000

Maximum = 789522



De 607006 à 789522

De 116972 à 607006

De 35300 à 116972

De 10000 à 35300

● Villes frontalières de moins de 10 000 habitants.

Carte n°2 : Villes de plus de 10 000 habitants, 1990.

En revanche, les petites entreprises valorisent de plus en plus les terrains vagues, situés à proximité ou au cœur des zones résidentielles populaires denses (construites par l'*Instituto Nacional para el Fomento de la Vivienda*, ou spontanées et "régularisées") pour éviter d'avoir à poser le problème du transport et jouir d'une main-d'œuvre disponible en permanence et à proximité. Certains promoteurs avisés, à la fin des années 1980, se sont orientés vers la recherche, l'achat et la revente de ce type de terrains. Ainsi, dans beaucoup de cas, la proximité de la main-d'œuvre décide-t-elle de la localisation de l'entreprise dans la ville.

Face à cette mobilité des capitaux qui a modelé le tissu urbain et le modifie constamment, la migration des personnes a représenté, dans les années 1950 et 1960, près de 70 % de la croissance des villes. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Ce qui signifie en même temps que l'immigré à la ville devient qualitativement une figure pourvue d'une identité nouvelle. Toutes les études convergent pour faire de ceux qui se sont déplacés vers Ciudad Juarez et Chihuahua-capitale des personnes qui cumulent généralement les caractéristiques suivantes : originaires des municipes ruraux les plus peuplés de l'Etat, plutôt jeunes au moment où ils décident de quitter leur lieu de naissance; on les trouve à peu près également dans toutes les activités : industrie, construction, commerces, services, secteur informel. Mais, par rapport au passé, comparé aux migrants des fronts pionniers des mines ou de l'Ouest, le migrant d'aujourd'hui a changé. Comme on l'observe autre part, il n'y a plus de départs massifs totalement sans retour; on n'attribue donc plus au migrant de grand dessein, celui d'occuper les espaces vides et de les mettre en valeur dans la liberté. Au contraire, le migrant est considéré comme un pauvre à la recherche de travail et d'un salaire et non pas d'indépendance. Il est donc plutôt méprisé que sujet ou acteur d'épopée. Ce qui signifie que la ville se fragmente entre immigrés et chihuahuenses de souche. Cette distinction, qui existe dans tant d'autres endroits du monde, commence à faire partie de l'imaginaire collectif, et paradoxalement, l'immigré reste beaucoup plus longtemps un immigré que celui du passé qui, lui, passait rapidement de la qualité d'immigré à celle, beaucoup plus prestigieuse, de pionnier. Cela signifie aussi que le nord du Mexique et le sud des Etats-Unis constituent une zone de mobilité spatiale intense, permanente et sans mémoire, où les comportements selon l'appartenance nationale ou la provenance sociale et professionnelle des individus, sont différents. Même si les vieilles notions de sédentarité et de nomadisme ont perdu de leur opérationnalité dans ce monde moderne, on peut cependant repérer certains traits qui sont la reproduction des comportements traditionnels : le Mexicain n'est pas ressenti comme un nomade même s'il bouge beaucoup. C'est sa pauvreté qui l'oblige à se déplacer. S'il doit se fixer autre part, c'est pour des raisons économiques. Son retour épisodique dans son village, quel que soit le type d'activités qu'il ait trouvé, témoigne de son désir de fixation. En revanche, la mobilité géographique certes beaucoup moins massive des Américains du nord, dont témoigne pourtant visuellement la

présence uniforme des *mobile homes* dans tous les états du sud, traduit plus un mode de vie qu'une condition.

Même dans ce nord désertique, tout lieu habité traduit la marque d'une présence humaine forte et ancienne de type hispanique et la convergence entre le passage de la route et des agglomérations confirme cet ancrage. Celui-ci est largement absent dans le *far-south* des Etats-Unis où les petites agglomérations font figure de campements disséminés çà et là sans logique évidente et sous une apparence de précarité résidentielle qui, à son tour, traduit des habitudes nomades; la logique urbaine ne semble y exister que dans les grandes villes et la présence uniforme de petites concentrations de *mobile homes* dont on ne sait jamais s'il s'agit d'un provisoire définitif, révèle une différence de modes de vie profonde entre anglo-saxons et hispaniques. Et pourtant, malgré ces signes de l'histoire, ce sont les Mexicains qui se déplacent massivement, beaucoup plus que les résidents des *mobile homes*.

Mobilité géographique donc : le Chihuahua rural surtout, mais aussi les états de Durango, Zacatecas et Coahuila envoient des migrants en grand nombre vers Ciudad Juarez en premier lieu et vers cinq des villes qui forment l'ossature urbaine de l'Etat, Chihuahua, Cuauhtemoc, Delicias, Camargo et Nuevo Casas Grandes. Il existe des explications économiques et/ou politiques sommaires et différentes à ces phénomènes d'attraction exercés par chacune d'entre elles. Par exemple, la présence d'autorités municipales réputées dynamiques et efficaces dans le cas de Cuauhtemoc en font une ville particulièrement accueillante. Un développement autour duquel beaucoup s'accordent à reconnaître la marque des narco-trafiquants locaux de marijuana à Nuevo Casas Grandes lui ont donné son apparence actuelle de modernité. Cependant, il convient de signaler aussi la volonté appuyée du dernier gouverneur de l'Etat de Chihuahua, reprise par son successeur élu en 1992, pour qu'il soit procédé à une décentralisation des investissements, notamment en matière industrielle. Elle n'a pas échoué; chacune de ces villes compte de deux à dix *maquiladoras*. Les dernières années 1990-1993 marquent une pause dans cette dynamique. Et le rythme d'arrivée des migrants semble, du même coup, lui aussi s'atténuer.

Deuxième type de mouvement, le passage de la frontière. Il concerne toutes les catégories sociales; il correspond à d'innombrables itinéraires de vie. Son volume fluctue légèrement en fonction des réglementations et des quotas imposés périodiquement par les Etats-Unis. Passages clandestins, passages de personnes munies de passeports, passages de main-d'œuvre du Mexique vers le Texas, et de cadres dans le sens inverse, ponctuent l'activité quotidienne des postes frontière. Toutes les situations existent : des femmes venues de Ciudad Juarez sont employées de ménage ou de magasin à El Paso, où elles se rendent quotidiennement mais n'ont pas de cartes de frontalier; d'autres en ont. Environ 30 000 habitants de Juarez travaillent à El Paso en 1991 clandestinement ou non. Quelques centaines d'Américains seulement

font l'itinéraire inverse afin de rejoindre leur poste de travail en territoire mexicain.

Cependant, près de 40 millions de personnes passent annuellement les ponts qui séparent El Paso de Juarez, dans un sens ou dans l'autre<sup>1</sup>. Beaucoup d'hommes mexicains ont fait de longs séjours aux Etats-Unis et continuent de s'y rendre à certaines périodes. Nombreuses sont les familles réparties et résidant de part et d'autre de la frontière qui se rencontrent saisonnièrement d'un côté ou de l'autre. Dans une proportion supérieure à la plupart des villes frontalières d'ailleurs, la population d'El Paso est à 60 % d'origine hispanique. Une bonne partie se consacre au commerce, à l'approvisionnement des habitants de Ciudad Juarez en objets bon marché, surtout vestimentaires.

Mais la mobilité conduit-elle à l'"intégration" dans cet espace ? La question ainsi posée n'a pas de sens en Amérique. Il ne s'agit pas de s'intégrer mais bien plutôt d'appartenir à un lobby - dont la qualité essentielle est le plus souvent ethnique - qui parvienne ou qui soit parvenu à conquérir un pouvoir de pression au niveau local. Ces formes de démocratie locale dont les Mexicains essaient de faire usage aux Etats-Unis, comme toute autre communauté, sont fort étrangères à celles qui sont issues de leur propre héritage politique, plus marqué par le clientélisme que par la solidarité ethnique. Cependant, même si la présence de population d'origine mexicaine est assez forte dans les petites villes du sud du Texas, du Nouveau Mexique et de l'Arizona, il n'y existe rien de comparable au phénomène Los Angeles où les migrants mexicains affluent individuellement et s'offrent quotidiennement sur le marché du travail en certains lieux connus de la ville. Cela, tandis que nombre de leurs compatriotes ou ex-compatriotes installés de plus longue date, appartiennent aujourd'hui à la catégorie que l'on qualifie d'"entrepreneurs ethniques". Dans ces états, les possibilités de travail sont moins nombreuses; il s'agit encore d'espaces inachevés, comme en témoignent les confins désertiques du Texas (d'ailleurs partiellement transformés en parc national) et les étendues agricoles peu peuplées du Nouveau Mexique. En même temps, l'origine hispanique y est plus ancienne et l'appellation de *chicano* n'y a pas cours. Les hispaniques sont fréquemment commerçants. L'utilisation des symboles de la culture populaire ou des modes de vie mexicains y est intense : cuisine, vêtements, usage de l'espagnol etc. El Paso vit dans une certaine mesure au rythme de Ciudad Juarez, lui offrant les produits bon marché de l'industrie américaine et asiatique. Lorsque la crise, la récession ou l'inflation ravagent le Mexique, les magasins d'El Paso sont désertés par les Mexicains et les emplois, plus ou moins temporaires, s'y raréfient.

Cette forte et constante mobilité géographique, qu'elle ait conduit jusqu'à la frontière ou qu'on l'ait franchie, inscrit sa marque dans

---

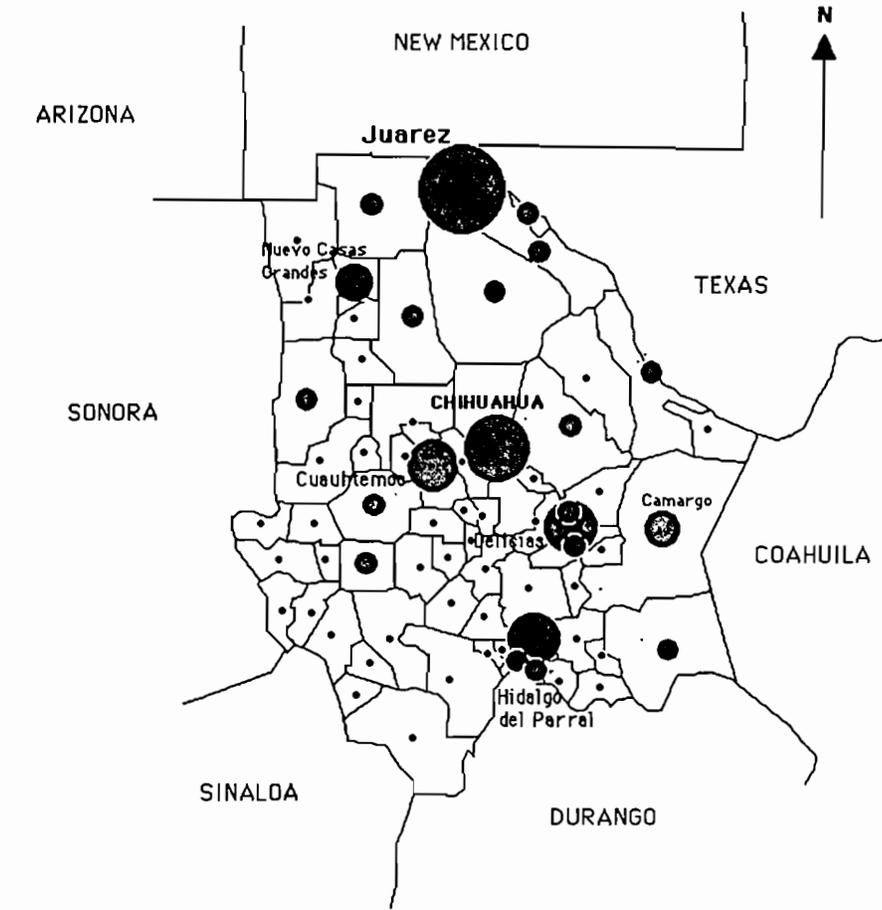
<sup>1</sup> Voir Geneviève Slosse, *Epjaz, coopération dans un désert*, LATTs, Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, Université Paris XII, 1989.

l'imaginaire social. En effet, nombreux sont parmi les immigrés ceux qui considèrent qu'ils ont réussi à gagner leur vie au Chihuahua mieux qu'ailleurs. C'est seulement à travers la compréhension de ce que l'on appelle le secteur informel, qui passe pour pléthorique dans les villes frontalières, que l'on pourrait saisir et approfondir le sens de ces réussites même si, bien entendu, il ne concerne pas que les immigrés. Mais un premier élément d'explication, qui constitue aussi un élément de notre hypothèse, est que l'existence et la possession de la voiture et la valeur des différentes pièces qui la composent, sont à l'origine de bon nombre d'activités informelles. Les très grandes distances entre lieux d'échanges, les bas prix américains des autos d'occasion, les espaces disponibles pour entreposer cette marchandise de part et d'autre des routes à la périphérie des villes, sont des causes et des témoignages de la dynamique des activités qui leur sont liées. En sont d'autres les lobbies que constituent, au plan politique, les propriétaires de véhicules frontaliers, véhicules sans plaques etc., désireux d'étendre le privilège de la possession de la voiture achetée hors-taxe au Texas à un espace géographique plus vaste que la seule frange frontalière au Mexique.

Mais qu'en est-il de la "réussite" des travailleurs du secteur déclaré ? (cf. carte n°3). Il s'agit notamment de ceux des *maquiladoras*, dont 60 % sont des femmes. Là, l'idée de réussite n'existe pas. Le travail industriel, dans le milieu de la main-d'œuvre non qualifiée, n'a pas bonne réputation. Il est considéré comme un pis aller mal payé, malgré la modernisation quasi générale qui caractérise l'organisation du travail et la gestion de la production dans la plupart des entreprises. Il existe donc une forte rotation de main-d'œuvre de 5 à 8 % par mois que, selon la ligne de production, certains chefs d'entreprise déplorent, d'autres non.

La rotation correspond apparemment à trois types de comportement de la part de la main-d'œuvre : l'un, c'est la découverte d'une activité (industrielle ou non) mieux payée, même si elle ne représente aucune sécurité d'avenir; l'autre, le retour à son village pour assurer les travaux agricoles pendant quelques mois; enfin, de la part de nombreuses femmes, le départ pour se marier et s'occuper de leur maison .

En fait, les lignes de production dominantes (confection, électronique, équipement de voiture...) s'accommodent assez bien de cette mobilité géographique (retour saisonnier au village d'origine) et sociale (changement fréquent d'emploi), très peu posée par les syndicats comme un problème social. Elle fait cependant partie du maintien des bas salaires dans la mesure où elle est à la fois, selon l'interprétation que l'on en fait, cause et conséquence de l'absence de mobilité socio-professionnelle ascensionnelle. Cela, même si les chefs d'entreprise ont aujourd'hui tendance à insinuer que le coût de la main-d'œuvre augmente dans la région, reflétant ainsi la modernisation du système de production, et qu'il est temps de mettre l'accent sur d'autres avantages



nombre d'employés (%)



- De 50.35
- De 23.89
- De 3.02 à 3.80
- De 1.52 à 1.92
- De 0.33 à 0.85
- De 0.01 à 0.29

Carte n°3 : L'emploi industriel dans l'Etat de Chihuahua.  
(Dans chaque municipale, les cercles sont proportionnels au pourcentage de l'emploi total de l'Etat).

comparatifs pour que la dynamique locale d'investissements ne s'interrompe pas.

Le double phénomène de la mobilité géographique et de la mobilité sociale dans le sens du changement fréquent d'activité entraîne la construction de préjugés dans l'imaginaire local. L'immigré pauvre, comme nous l'avons dit au début de cet article, est devenu une catégorie. Ce n'est plus un pionnier, un conquérant courageux de ces régions inhospitalières comme autrefois. Il est souvent disqualifié : on le dit illettré et moins travailleur que le Chihuahuense. Il existe des entreprises mexicaines qui revendiquent de n'embaucher que des ressortissants du Chihuahua, considérant qu'il est du ressort de la *maquila* de recruter les immigrés, puisqu'en principe, pour elle, la masse de main-d'œuvre disponible compte plus que l'individu. Cette façon de juger est bien sûr méprisante pour l'immigré, plus encore quand il vient du sud ou du centre du pays.

En fait, la mobilité dans le sens de changement ascensionnel de la condition sociale d'un individu, existe dans le secteur industriel pour les cadres, et peut-être dans le commerce et le secteur informel pour les autres. Jeunes entrepreneurs et cadres de l'industrie apparaissent en effet comme les acteurs d'une nouvelle configuration spatiale. Ouverture sur l'extérieur en matière d'échanges et conscience de la nécessité de réponse rapide au contexte international caractérisent leur discours. Originaires du Chihuahua ou de quelques autres états - principalement le Coahuila - ils auto-entretiennent, à propos de leur groupe social, l'image d'une communauté pionnière, imaginative et tenace face aux difficultés. La position géographique de l'Etat de Chihuahua fait aussi partie d'un imaginaire que l'on invoque différemment selon l'argument que l'on veut développer. Par exemple, l'ampleur des distances justifie, dit-on, les avantages des statuts locaux particuliers des industries. Mais la proximité des Etats-Unis et la qualité de leurs infrastructures de transport (en particulier pour l'importation de matières premières sans rupture de charges) font aussi de la situation frontalière, surtout celle de Juarez, des positions géo-économiques privilégiées, expliquant que l'on s'y installe.

Le groupe est lui-même fragmenté : il y a les entrepreneurs du Nord qui sont considérés comme très "provinciaux" par ceux qui sont venus du District Fédéral. Il y a l'expérience industrielle familiale des ressortissants du Nuevo Leon et du Coahuila; la tradition commerciale et agricole un peu méfiante du Chihuahua. Il y a le prestige des anciens étudiants de l'Institut Technologique de Monterrey. Mais, dans son ensemble, ce groupe croit à l'ascension professionnelle individuelle stimulée par les conditions particulières qu'offre la région.

## Que faire du territoire ?

Tous les signes de la mobilité que l'on vient de décrire marquent fortement le paysage urbain des grandes villes du Chihuahua et particulièrement de Ciudad Juarez. A l'affirmation entendue souvent qu'elles ont des apparences de chantier, on peut objecter qu'il n'y a pas beaucoup de bidonvilles au sens propre et que la construction de l'habitat populaire et la régularisation des zones d'habitat spontané se sont poursuivies à un rythme relativement constant.

Même si le paysage urbain et l'occupation des espaces reflètent le provisoire et le chantier, l'urbanisation révèle des mouvements ou des tendances traduisant l'implication d'intérêts souvent imbriqués dans plusieurs groupes sociaux. L'analyse spatiale de la ville de Juarez est, à cet égard, particulièrement révélatrice; trois types d'espaces occupent de très grandes superficies à mesure que l'urbanisation s'étend. D'abord, les espaces occupés par les voitures et pas seulement par les parkings. Mais plus encore les cimetières de voitures, gigantesques ou minuscules, de part et d'autre des voies d'entrée dans la ville, mais auxquels n'échappe aucun terrain vague même brutalement raviné au cœur des colonies d'habitat spontané. Ensuite, les centres commerciaux, innombrables et proportionnellement peu fréquentés si on les compare aux gigantesques magasins populaires de la périphérie d'El Paso ou d'autres lieux des Etats-Unis. Leur présence pose d'ailleurs un problème de compréhension de l'économie locale, puisque leur rythme de construction ne semble pas avoir ralenti avec les différentes phases de récession connues successivement par le Mexique et les Etats-Unis au cours des années 1982-1992. En revanche, leur rythme de rotation (propriétaire, type d'activité... ) semble rapide. Enfin, les terrains industriels dont l'essentiel constitue jusqu'à aujourd'hui, avec les centres commerciaux, le support principal de la fortune des groupes entrepreneuriaux multi-fonctions, sous forme de parcs équipés. Cela, même si des stratégies nouvelles sur les terrains urbains sont apparues à la fin des années 1980, comme il en a déjà été fait mention au début de cet article. On peut aisément comprendre qu'une telle urbanisation, aux trois-quarts apparue durant les vingt-cinq dernières années, ne constitue guère des territoires de mémoire.

Ainsi, ces villes aux mémoires pauvres semblent accepter ce que d'aucuns qualifieraient de conséquence urbaine d'une sorte de fordisme périphérique représenté par la présence de multinationales qui occupent beaucoup de main-d'œuvre non qualifiée. Conséquence aussi d'une tendance post-fordiste qui se télescope avec la première et essaie de combiner le principe post-moderne de flexibilité et la flexibilité traditionnelle de la petite entreprise mexicaine, afin de fabriquer de nouvelles lignes de produits. En trente ans, les deux grandes villes du Chihuahua ont vu se créer plus d'emplois industriels qu'aucune autre au Mexique et beaucoup plus qu'aucune autre en cent ans dans un pays

développé. C'est dire que les analyses qui ont porté autre part sur le temps long sous forme de périodes fordiste puis post-fordiste ne peuvent leur être attribuées que dans un étonnant raccourci et sous forme de télescopage.

Ces formes particulières de production et d'activités font que les villes sont des lieux de consommation et de résidence populaire où tout donne à croire que l'espace ne devrait pas être compté pour les nouveaux arrivants ou les familles qui éclatent. Les rythmes d'occupation et l'absence de respect pour les projets d'urbanisme - aussi bien par les autorités que par les prétendants à l'espace urbain - ne font pas que conduire à redouter une insuffisance d'approvisionnement en eau, la pollution et l'absence d'infrastructure (transport en commun et téléphone). Ces trois maux existent déjà .

Néanmoins, c'est à ce point de la description et de l'analyse que le concept de territoire acquiert de la consistance. Cet urbanisme sauvage, rapide, qui semble résulter du modèle d'industrialisation, suit en réalité les mêmes codes politiques et sociaux que dans tout le Mexique : corporatisme qui se manifeste par l'appartenance ou le contrôle d'une zone urbaine, par l'appareil d'une corporation. Ce peut être par exemple la CTM (Centrale des Travailleurs du Mexique), dont l'appareil obligea à certaines époques des envahisseurs spontanés à évacuer "ses terrains", selon le témoignage d'un leader d'un groupe d'envahisseurs. Mais aussi clientélisme, qui fait que l'accès à un espace urbain, construit ou non, passe par la reconnaissance d'un lien privilégié avec un parti (PRI, Comité de Défense Populaire ...) auquel il faut donner quelques preuves concrètes de son allégeance. Ce sont donc là les marques tangibles de l'histoire de la reproduction du territoire urbain au Mexique. Ce type de relation territoriale entre pouvoir et société se recrée aussi vite que l'espace est occupé et, en général, chaque groupe social se reconnaît dans cette relation que le parti actuellement au pouvoir dans la ville de Juarez, le PAN (Parti d'Action National) prétend modifier.

### Télescopage

L'adaptation de ces codes au cœur d'une société que nous avons présentée d'abord comme mobile et individualiste renvoie à la question de la construction du territoire local, à sa spécificité et à son historicité. Certains traits, ceux qui caractérisent la modernité, ou d'autres, qui caractérisent la culture politique mexicaine, se mêlent, sans que l'on sache bien lesquels prédominent dans le Nord et au Chihuahua en particulier : à la nouveauté des relations économiques, puisque le milieu est nouveau, s'articulent des relations sociales et certains savoir-faire hérités. Elle renvoie aussi à la relation qu'entretient une société locale

avec le pouvoir, les pouvoirs et les différentes sortes de contrôle qui s'exercent sur elle. Cette relation est le fondement même de la formation du territoire (le Chihuahua). Les villes, dont la croissance s'est accélérée pendant les trente dernières années, soumettent de nouveaux problèmes à la médiation de cette relation mais ne la suppriment pas : ce que nous avons voulu montrer en invoquant le télescopage entre le fordisme périphérique (l'installation massive de l'industrie à partir de capitaux étrangers), le post-fordisme (la recherche de la flexibilité associée à l'usage de la précarité traditionnelle), et la présence du corporatisme-clientélisme urbain, vont dans ce sens.

Si l'on considère le territoire comme le lieu où s'exerce cette relation, on peut dire que dans le cas du Chihuahua, vu essentiellement à travers le prisme de la société urbaine, les expériences fondatrices sont très différentes selon les échelles. Les pratiques sociales et le savoir-faire politique populaires, proches de ceux d'autres villes du pays que l'on vient de signaler, ne sont ni excluants, ni exclusifs. On peut ainsi dire, d'accord en cela avec Victor Orozco<sup>1</sup>, que l'anticalisme, associé à sa version "antichilanguiste"<sup>2</sup>, fractionnement somme toute banal face à un excès d'unification, constitue un deuxième volet essentiel de la construction du territoire. Nous voici donc dans un contexte de multiplicité des espaces de référence, et de multipolarité (pour les économistes); convient-il alors de se poser la question d'un troisième territoire sur lequel s'exercerait un autre pouvoir, celui des ensembles urbains binationaux, soumis à des programmes de coopération et de libre-échange, mais dont l'expérience fondamentale repose sur la fracture que dessine la présence juridique et administrative de la frontière ? Si ce dernier territoire existe, cela fait des habitants du Nord, et surtout des villes frontalières, des personnes engagées dans une multiplicité de références territoriales auxquelles l'intensité de la mobilité donne un caractère concurrentiel.

Les cartes sont de Felix Puentes.

---

<sup>1</sup> Victor Orozco, 1991, *Chihuahua*, Universidad Nacional Autónoma de México.

<sup>2</sup> On appelle *chilangos* les habitants du District Fédéral.

## Bibliographie

- BATAILLON, C., DELER, J. P. et THÉRY H. (dir.), 1991, *L'Amérique latine*, Géographie Universelle, tome III, Hachette.
- CARILLO, J. (comp.), 1989, *Reestructuración industrial. Maquiladoras en la frontera Mexico-Estados Unidos*. Colegio de la Frontera Norte de Mexico.
- HOENDERDOS, W. et SCHUURMAN, J. (comp.), 1985, *Migrantes y flujos migratorios en el Norte de Mexico*, Desarrollo Económico del Estado de Chihuahua, Chihuahua.
- MESSMACHER, M., 1990, *La interdependencia en la frontera norte*, Consejo Nacional para la cultura y las Artes, Mexico.
- MILLER, T., 1991, *En la frontera, Imagenes desconocidas de nuestra frontera norte*, Alianza Editorial, Mexico.
- OROZCO, V., 1991, *Chihuahua, sociedad, economía, política, cultura*, Biblioteca de las entidades federativas, Universidad Nacional Autónoma de Mexico.
- REYGADAS, L., 1992, *Un rostro moderno de la pobreza*, Ediciones del Gobierno del Estado de Chihuahua, Escuela Nacional de Antropología e Historia, Unidad Chihuahua.
- REVEL-MOUROZ, J., 1993, *La nouvelle frontière : au cœur de l'intégration aux États-Unis*, In Prevôt-Schapiro, M.F. et Revel-Mouroz, J. (coord.), *Le Mexique à l'aube du III<sup>ème</sup> Millénaire*, Paris, IHEAL.
- RIVIÈRE D'ARC, H., 1992, *Le nord du Mexique est-il atypique ? Le cas du Chihuahua*, *Problèmes d'Amérique latine*, Paris, La Documentation française.
- SLOSSE G., 1989, *Epjaz, coopération dans un désert*, Ecole Nationale des Ponts et Chaussées. Université de Paris XII, LATTS.

## A LA PÉRIPHÉRIE DE MEXICO, LA NAISSANCE D'UNE VILLE : CHALCO

José Manuel JUAREZ NUÑEZ  
et Sonia COMBANI SALINAS

*Université Autonome Métropolitaine de Mexico,  
UAM, Unidad Xochimilco<sup>1</sup>*

**Résumé :** Mexico, la ville-monstre, s'accroît de manière non planifiée. En prenant pour exemple un de ses quartiers péri-urbains, l'article explore quelques aspects des mouvements migratoires campagne-ville, ville-périphérie et de ceux, plus complexes, qui s'accomplissent entre villes-satellites voisines. Autre question : comment s'établit-on, en famille, dans ces quartiers de boue et de poussière ?

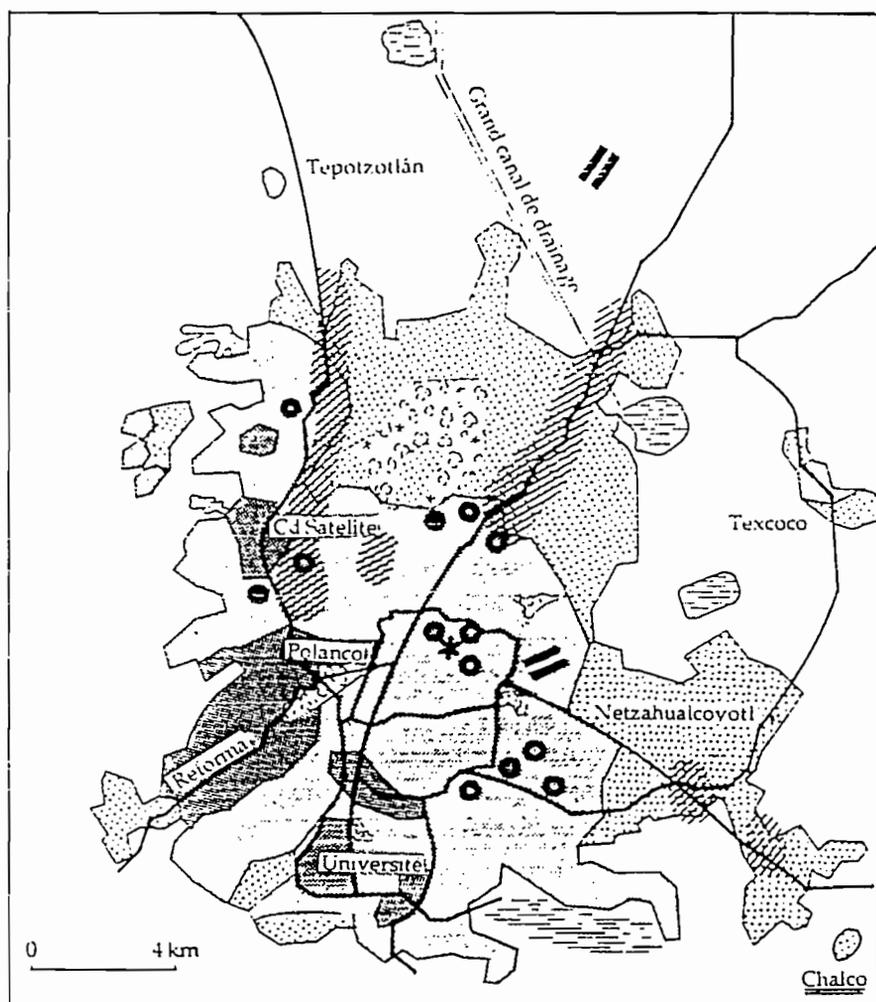
**Mots-clés:** Mexico, ville-satellite, migration, accès à la propriété.

**Abstract :** *Mexico, the monstrous city, is growing without any plan. This paper takes the example of one of its peripheral districts and explores some aspects of the migrations between rural areas and the city, the city and its periphery, as well as the more complex movements between two neighbour satellite towns. This paper poses another question : how do people settle with their families in these districts made of mud and dust ?*

**Keywords :** *Mexico, satellite town, migration, access to propriety.*

---

<sup>1</sup> Chalco est un exemple typique de l'urbanisation rapide des mégapoles d'Amérique latine, que l'Orstom et l'Université Autonome Métropolitaine (UAM) de Xochimilco, ont entrepris d'étudier en pluridisciplinarité (1989-92), en disposant d'un financement de la Commission des Communautés Européennes (CEE). Les auteurs du présent article, sociologues, ont participé aux enquêtes et à plusieurs rédactions de rapports. Ils livrent, ici, une synthèse de leurs travaux, sous une forme recomposée et annotée par J-Y. Marchal.



Carte 1 : Mexico, in MUSSET, A., 1994, Le mexique entre deux Amériques, Ellipses.

"Les habitants de Chalco disent que ce lieu est fait de boue et de poussière. «Qui y vient rencontre l'une et l'autre. En saison des pluies, la boue; le reste de l'année et les jours secs, la poussière. Une poussière impalpable qui se mêle à l'air, que vous respirez le jour et la nuit, qui flotte en permanence et donne un halo à toute chose; qui fait des mèches quand un tourbillon de vent la saisit pour l'apporter plus loin, dans la chaleur et la lumière (...). Elle contient, en suspension, gaz et déchets d'industrie, fumées des tas d'ordures qui ne finissent jamais de brûler (...). Il faut venir les jours où la température ne s'élève que peu, quand la nappe d'air pollué reste basse, s'écrasant au sol, faisant suffoquer les habitants. Ces jours là, on ne voit presque plus rien de ce qui fut une région "des plus limpides du monde" (évocation d'un roman de C. Fuentes). Quant à la boue, elle ne cesse jamais, non plus (...). La terre n'absorbe pas totalement l'eau de pluie et des nappes aquifères affleurent. Des enfants, tout le jour, vont gratter le flanc de la montagne pour en retirer des brouettées de terre qu'ils jettent dans les jardins et les rues (...). A les voir travailler ainsi, combler les mêmes endroits avec l'opiniâtreté de fourmis, refusant le destin que paraît imposer un milieu naturel défavorable, on est saisi par une évidence : la volonté de vivre ici, à Valle de Chalco, malgré tout.»

(Bernard Lacombe et al., 1992, p 15 et 19).

Comme nombre de capitales du Tiers-Monde, la ville de Mexico connaît une forte croissance démographique concomitante à l'expansion de son espace construit. Ce phénomène a été provoqué, tant par la poussée démographique, généralisée sur l'ensemble du pays depuis l'après-guerre, que par les migrations orchestrées par les politiques de développement industriel fondées sur quelques pôles urbains, dont Mexico. Comme il se devait, ces foyers ont exercé une attraction sur les gens des campagnes, qu'ils soient journaliers, *ejidatarios* ou petits propriétaires<sup>1</sup>. Ainsi donc, depuis les années 1940-1950, l'émigration vers la capitale constitue un phénomène permanent, quoique le flux ait tendance à se ralentir. D'autres villes, comme Guadalajara, Monterrey et Puebla, pour ne citer que les trois plus importantes après Mexico, semblent avoir pris le relais, depuis le début des années 1980; du moins, leurs taux de croissance se rapprochent-ils ou dépassent-ils, aujourd'hui, celui de la capitale.

Pour l'intérêt de notre sujet, il importe de signaler qu'une fois rendus en ville, les immigrants rencontrent des difficultés à se loger. La construction de grands ensembles ou de lotissements à loyers modérés est insuffisante (euphémisme) pour absorber tant l'apport migratoire que la croissance naturelle. Du fait de la cherté des loyers, immigrants de

---

<sup>1</sup> Nous appelons "journaliers" les paysans sans terre, qui se déplacent d'un lieu à l'autre de la campagne mexicaine, à la recherche de travail. Certains de ces itinérants, appelés *golondrinas* (hirondelles) sont spécialisés dans les récoltes de fruits et légumes et accompagnent les transporteurs.

fraîche date et jeunes nés des vagues précédentes d'immigrés sont exclus du marché immobilier et, par conséquent, amenés à s'éloigner du centre-ville. C'est en périphérie qu'ils trouvent, plus facilement, pièces à louer ou terrains à bâtir, quoique cette facilité soit toute relative. Ce phénomène d'expulsion (Mexico attire et rejette) conforte l'extension des quartiers satellites de Mexico, où l'on rencontre des gens de toute provenance. Et comme le choix du lieu d'implantation n'est pas toujours définitif, on assiste également, à côté des mouvements campagne-capitale et centre-périphérie, à des glissements de population d'un quartier périphérique à l'autre, selon la variabilité, dans le temps, de l'offre en logements et en terrains « à prendre ».

En choisissant l'exemple du quartier péri-urbain de Valle de Chalco, situé dans la grande banlieue de Mexico, nous proposons d'explorer les différents aspects de ces déplacements. Mais, comme il paraît difficile de parler de cet appendice urbain sans parler de la mégapole, tout autant que de cette dernière sans la situer dans le contexte urbain propre au Mexique, le lecteur acceptera, en préalable à l'analyse de Chalco, que nous prenions un peu de recul avec notre sujet.

## **Industrialisation et croissance urbaine**

On a coutume de dire que l'exode rural draine vers la ville les paysans en quête de salaires, que les zones industrielles appellent à elles des masses de travailleurs et que le déplacement de main-d'œuvre peut se faire aussi entre agglomérations concurrentes. Au Mexique, des villes ont été équipées de parcs industriels ou bien encore créées ex-nihilo sur des sites jugés favorables (complexes portuaires ou pétrochimiques).

### *L'urbanisation débordée*

Dans le cadre du développement industriel, les inégalités économiques interrégionales ont donc joué de manière à ce que le fait urbain prenne un poids dominant. Toutefois, dans le contexte latino-américain de la « décennie perdue », soit celui d'une crise économique étalée tout au long des années 1980, cette attirance pour la ville (on pourrait la qualifier de « normale ») s'est trouvée renforcée par un phénomène particulier : une sorte de transit, la ville devenant lieu d'installation provisoire dans l'incertitude du lendemain<sup>1</sup>. L'exode rural,

---

<sup>1</sup> On peut même dire que, sur la place américaine, le Mexique tout entier est un lieu de transit : des migrations sud-nord le traversent; ce ne sont que les principales. C'est, à la fois, un pays d'accueil pour les exilés de l'Amérique du sud et de l'Amérique Centrale, notamment du Guatemala (camps de réfugiés établis dans l'Etat du Chiapas) et d'émigration vers les Etats-Unis. Beaucoup de jeunes paysans, que l'on croit attachés à leur champ, ont déjà travaillé aux Etats-Unis, plusieurs fois, et exercé dix petits métiers différents (*milusos*).

pour des raisons économiques et sociales, autrement dit : l'exode des pauvres, a accéléré l'expansion urbaine. Dans la campagne mexicaine, la réforme agraire à bout de souffle et, parfois, la concentration foncière maintenue au profit d'une minorité, l'aménagement de périmètres irrigués, à forte production mécanisée, ainsi que le peu de succès des derniers programmes d'aide à la production<sup>1</sup>, ont approfondi la misère, créant de la sorte, ici et là, des «situations-repoussoirs»<sup>2</sup>.

A cet égard, les villes frontalières du Nord Mexique, jumelées avec des villes américaines (Tijuana avec National City; Mexicali avec El Centro; Ciudad Juarez avec El Paso; Nuevo Laredo avec Laredo, etc.) sont, plus que toute autre, des lieux de rassemblement où stationne une population, venue d'autres régions mexicaines et parfois d'au-delà de sa frontière méridionale, dont l'objectif premier est d'émigrer, même si le projet est abandonné au profit d'un travail dans les industries *maquiladoras*<sup>3</sup>. Durant la dernière décennie, la croissance de ces villes a été telle que Ciudad Juarez, Tijuana et Mexicali ont maintenant, chacune, près d'un million d'habitants, après avoir connu des taux d'accroissement annuel de l'ordre de 3,3 et 3,4%. Mais d'autres, plus petites, ont connu des taux de croissance encore plus élevés, comme Nogales (Sonora) : 4,4% par an (1990).

Ces migrations urbaines, particulièrement fortes le long de la frontière nord, se rencontrent également dans les villes de l'intérieur du pays et pour les mêmes raisons. Puebla, au centre, Guadalajara, à l'ouest, et Monterrey, au nord, présentent des chiffres de population bien supérieurs à ce que leur politique d'emploi pourrait permettre. Monterrey a doublé de population entre 1970 et 1990, en passant de 1,3 millions d'habitants à 2,5. Son taux moyen de croissance annuel a été de 4,76%, de 1970 à 1980, puis a baissé à 2,4% entre 1980 et 1990, tout en restant le plus élevé de ceux des villes dites «majeures» (Guadalajara :

---

<sup>1</sup> Tels que le Système Alimentaire Mexicain (SAM), durant la présidence de Lopez Portillo (1976-82), et l'Alliance pour la Production, décidée par Miguel de la Madrid (1982-88).

<sup>2</sup> Une brèche s'est ouverte entre les classes privilégiées des villes et celles défavorisées des campagnes. Le contraste est on ne peut plus schématique. Entre 1977 et 1980, 30% des familles se partageaient moins de 7% du revenu national; 50% d'entre elles, 38% et les 20% restants, 55%. Dans cette dernière catégorie, 3,4% (environ, 500 000 familles) concentraient 25% du revenu national (Salazar, 1990).

<sup>3</sup> Quand, en 1965, les Etats-Unis mirent fin unilatéralement à l'entrée officielle des *braceros*, il fut convenu, en compensation, que les industries de façonnage nord-américaines, employant beaucoup de main-d'œuvre, pourraient s'établir côté mexicain, importer les pièces à monter, travailler sous douane, puis exporter les produits fabriqués, une partie de la production seulement restant au Mexique (Enjalbert, 1980, p. 85). Les *maquiladoras* sont donc des industries transnationales installées, notamment, le long de la frontière avec les Etats-Unis, mais aussi, et de plus en plus, dans les villes de l'intérieur. Il ne s'agit plus, uniquement, de travail frontalier. Pour la plupart, ces industries, peu polluantes, se consacrent à l'assemblage automobile, aux montages électrique et électronique et à la confection. Elles utilisent un personnel peu qualifié, féminin à 70%, formé en quelques semaines. D'où la forte mobilité du personnel employé.

2,38% et Puebla : 2,33%). Par manque d'infrastructures et de logements, ces villes ont connu une augmentation du nombre de chômeurs, du coût de la vie et des loyers. Quant aux villes « moyennes » (100 000 à 500 000 habitants), comme, par exemple, Quérétaro, Celaya, Morelia, Irapuato ou Toluca, sur l'*altiplano*, Cordoba, Orizaba, Coatzacoalcos, sur le versant atlantique, ou encore l'ensemble de Gomez Palacio-Durango, au nord, elles n'ont pas été épargnées, non plus, par la vague d'immigration.

Du fait de ce gonflement urbain, les activités du secteur informel envahissent désormais, non seulement les rues, mais les *manzanas* (lots bâtis, blocs quadrangulaires) supposés abriter des logements, ainsi que les banlieues. Et Mexico, l'orgueil national, n'échappe pas à la turbulence migratoire. Au contraire, elle l'a incitée (Partida, 1987).

Il y a migration puis installation de la population. Cette dernière se fait surtout en périphérie des villes. Elle s'ajoute, en couronnes ou en tentacules, à l'espace construit. Aux quartiers « consolidés » (réhabilités), succède l'habitat épars, rapidement densifié, le long de voies mal tracées. Ainsi se créent les banlieues, où les nouveaux arrivants s'établissent généralement de deux manières. La plus légale consiste à chercher place dans les colonies populaires existantes, à la frange du dispositif urbain. La seconde, à s'éloigner plus encore de la ville, jusqu'à atteindre les terres agricoles. Alors commence l'illégalité car, au Mexique, une terre agricole n'a pas d'usages multiples. Moins encore s'il s'agit de terres *ejidales* (d'un *ejido*), car un *ejidatario* n'a pas le droit de vendre. Une solution extrême est parfois employée : l'invasion, phénomène dit des *paracaidistas* (parachutistes) c'est-à-dire de demandeurs de logement et d'espace à bâtir qui envahissent des espaces vacants dont la propriété est, soit celle de l'Etat (*ejidos* inclus), soit de nature privée, mais dans les deux cas, mal affirmée.

« La moitié au moins du sol urbain permet à quelque deux tiers de citadins, les pauvres bien sûr, de se loger dans une illégalité généralement durable, ou de profiter d'une légalité douteuse. L'image des immenses quartiers pauvres périphériques s'identifie avec l'installation des familles attirées - par un *leader* ou par une société de lotissement, grâce au bouche à oreille ou grâce à une publicité ouverte - sur des terrains qui n'appartiennent ni à ceux qui les cèdent, ni à ceux qui les acquièrent. Pas ou peu de services, bien sûr, et l'image obsédante du bidonville (...) » (Bataillon et Panabière, 1988, p. 182).

### ***Dans le dispositif urbain, un fleuron***

Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, la population mexicaine n'était urbanisée qu'à raison de 10,5% de ses effectifs. En 1950, ce taux atteignait 28%. En 1990, 60% de la population résidaient dans des localités de plus de 15 000 habitants. Inversement, 72% de la population était rurale en 1950; ce taux est descendu à 55% en 1970, à 46% en

1980 et n'était plus que de 40% en 1990. En quarante ans, la population urbaine a doublé (Banamex, 1992).

Mais toutes les cités n'ont pas crû à la même vitesse. Si, de 1970 à 1980, le taux moyen national de croissance urbaine était de 3,2%, celui de la Zone Métropolitaine de la Ville de Mexico atteignait les 4,4%, l'immigration y contribuant pour près de moitié, puisque, pour sa part, l'accroissement naturel en ville était évalué à 2,4% (Salazar, 1990)<sup>1</sup>. Au cours de la décennie suivante (1980-90), Mexico continua de croître presque au même rythme. Mais cette fois, deux changements interviennent dans le tableau urbain. D'une part, même si l'immigration reste élevée (100-500 personnes/jour ?), la dimension atteinte par la capitale est telle qu'elle peut auto-entretenir la croissance par la seule dynamique naturelle de sa population. D'autre part, un important déversement d'habitants s'effectue dans les communes de la conurbation appartenant à l'Etat de Mexico (Edomex). Au début des années 1980, la ville, entendue comme la Zone Métropolitaine, couvrait 13 délégations sur les 16 du District Fédéral (D.F.) et avait pénétré, depuis les années 1960 et surtout au nord, dans une dizaine de municipes de l'Etat de Mexico (Edomex) qui entoure le District Fédéral (cf. figures). En 1990, les densités urbaines se sont renforcées dans les délégations et l'extension de l'espace bâti a atteint une vingtaine de municipes de l'Edomex, encore plus au nord mais également à l'est, dont celui de Chalco. Depuis 1970, la population urbaine a doublé. Mexico rassemble près du cinquième de la population mexicaine : 18 millions d'habitants (Ward, 1990)<sup>2</sup>.

Autorités du lieu et chercheurs ne s'entendent ni sur les limites, ni sur la définition à donner à la zone métropolitaine (Cobos, 1993). Pour les uns, elle englobe 21 délégations et *municipios*; pour d'autres, 28 (13 délégations et 15 municipes), voire la totalité des 16 délégations du D.F.

---

<sup>1</sup> Le District Fédéral (D.F.) est divisé en 16 délégations, qui équivalent, pour certaines fonctions et services, aux arrondissements de Paris, mais leur étendue est plus vaste. Les délégués sont nommés par le Régent de la ville qui, lui-même, est désigné par le Président de la République et a rang de ministre. C'est la seule grande circonscription du pays où les citoyens n'interviennent pas dans l'élection de leurs représentants.

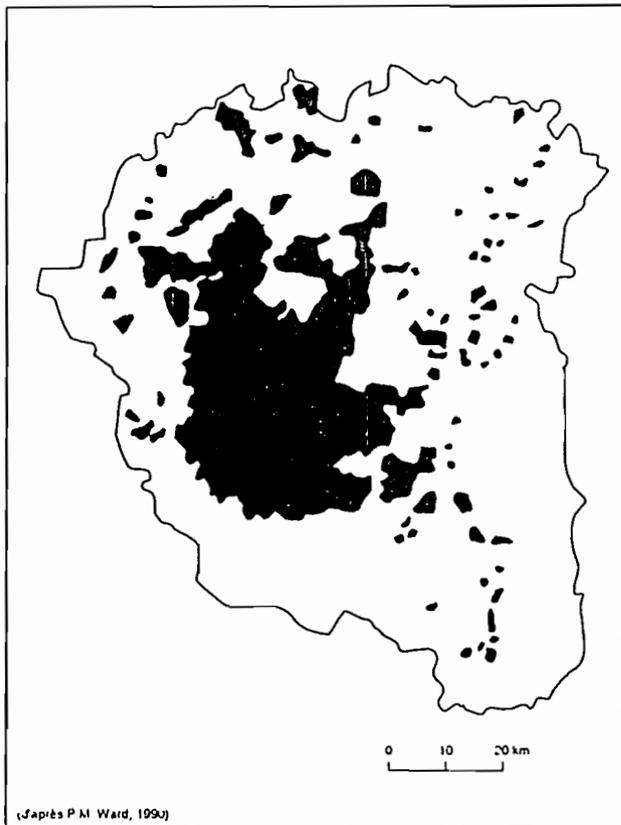
C'est en 1929 que l'autonomie municipale de Mexico a pris fin et, en 1970, qu'il a été décidé que la ville coïncidait administrativement avec l'ensemble du D.F.; l'ancienne cité étant divisée en quatre délégations et le reste du District, en 12 autres qualifiées, à l'époque, de «suburbaines». (Bataillon et Panabière, 1988). En 1930, la superficie urbanisée était de 138 km<sup>2</sup>; aujourd'hui, en considérant un carré de 40 km de côté, elle atteint environ 1 600 km<sup>2</sup>. La Zone Métropolitaine couvre 4 451 km<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Population de l'agglomération de Mexico, en millions d'habitants:

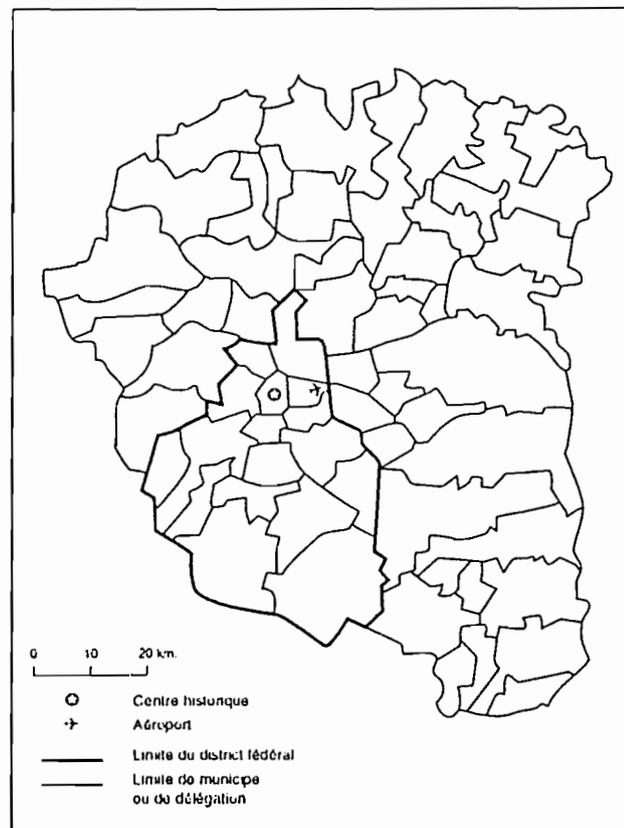
1900 : 0,4 - 1910 : 0,6 - 1920 : 0,7 - 1930 : 1,1 - 1940 : 1,7

1950 : 3 - 1960 : 5,2 - 1970 : 8,7 - 1980 : 14,5 (Bataillon et Panabière, 1988, p. 29).

## ZONE METROPOLITAINE: L'ESPACE CONSTRUIT



## ZONE METROPOLITAINE: DISTRICT FEDERAL ET MUNICIPIES DE L'ETAT DE MEXICO (EDOMEX) 1990



plus 45 municipales de l'Edomex (cf. figures). Nous prenons le parti de considérer 21 circonscriptions, celles qui, par leurs activités et les échanges entretenus entre elles ainsi qu'avec le centre-ville, paraissent les pièces constituantes de l'agglomération. S'il existe des divergences entre les responsables de la gestion urbaine et les chercheurs, en revanche, tous s'accordent à reconnaître qu'un glissement de population s'effectue du centre (le D.F.) vers la périphérie (Edomex), selon le principe des vases communicants. En témoignent les résultats du dernier recensement (1990).

La distribution de la population a subi des modifications. La part relative du D.F. (10,1% de la population mexicaine) a baissé entre 1970 et 1990, après avoir connu une augmentation lors des deux décennies précédentes (14,3%). En revanche, l'Etat de Mexico a vu sa part s'accroître : 7,9% de la population totale, en 1970; 12,1 en 1990.

"L'Etat de Mexico est celui qui attire le plus de population nationale, avec un bénéfice net de 3,3 millions d'habitants (1970-90), tandis que le District Fédéral enregistre une perte (différence entre les immigrants et les émigrants pendant la même période) de 1,16 million (...). Par rapport au lieu de résidence en 1985, on observe qu'au moment du recensement (mars 1990), l'Edomex offre le gain net le plus élevé avec 515 000 habitants de plus. A l'extrême opposé, le D.F. présente une perte nette de 737 000 personnes» (C.S.T., 1992, pp. 1-4).

Ces évolutions sont confirmées par les taux de croissance : pour le D.F., 4,2 (1950-70) et 0,9% (1970-90); pour l'Edomex, 5,3 (1950-70) et 4,8% (1970-90). Le D.F. conserve néanmoins la densité la plus forte du pays : 5 494 habitants km<sup>2</sup> (8,2 millions d'habitants pour 1 500 km<sup>2</sup>), devant l'Edomex : 457 hab./km<sup>2</sup> (9,8 millions d'habitants pour 21 500 km<sup>2</sup>). La densité moyenne nationale est de 41.

### *L'abus de centralisme*

Dès sa fondation par les Espagnols, sur les ruines mêmes de Tenochtitlán, Mexico fut conçue comme le centre politique de la Nouvelle Espagne. Que, depuis lors, cette ville ait été le principal centre d'activités de la nation et donc d'accueil des mouvements migratoires internes, il n'y a pas à s'en étonner. Ce fut notamment le cas du temps de la longue présidence de Porfirio Diaz (1877-1911), puis (pour des raisons de sécurité) durant la période révolutionnaire (1911-1920) et, à une moindre mesure, pendant la *guerra cristera* (1920-30) (Terrés, 1977). Toutefois, et comme le montrent les nombreuses lithographies et photographies, c'est surtout après 1940, que la croissance métropolitaine prend vigueur, avec l'établissement des premières grandes industries dans la campagne environnante. C'est aussi après 1950, que l'essor démographique accentue les charges de peuplement des vieilles régions rurales de l'*altiplano*.

Tout au long du siècle précédent, les changements avaient été lents et mesurés, à Mexico, entourée de lacs et de prairies humides. L'habitat populaire prend racine au centre, dans la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, après l'application du programme libéral de nationalisation des biens du clergé (1859), qui décide de la mise en vente des édifices et des terrains que celui-ci possède en grand nombre. En conséquence de quoi, une partie de la classe riche quitte ce qui deviendra le «centre historique» pendant que les moins aisés profitent de l'ouverture du marché foncier. Les vieilles constructions changent de mains; les logements populaires, les *vecindades* se développent<sup>1</sup>. L'épisode de Maximilien (1863-68) accentue l'exode des riches loin du centre (quartiers de Reforma, Chapultepec) et l'époque de Porfirio Diaz clôt la première étape d'organisation d'une capitale moderne, celle des Positivistes : les voies ferrées convergent sur Mexico, des fabriques s'alignent le long des quais, des tramways unissent les quartiers entre eux et vont jusqu'à desservir certains vieux villages, déjà résidentiels (Coyoacan, San Angel), à travers une campagne lacustre, en cours de drainage (paysages peints par J.M. Velasco). Le marché de consommation qu'offrent la capitale et la province est suffisamment large pour permettre une première croissance industrielle qui profite à Mexico. Passent les années troublées d'une révolution sans fin (1910-30). Mexico s'accroît modestement jusqu'à devenir millionnaire en 1930.

Alors, entrent en jeu des mécanismes nouveaux, notamment ceux d'un appareil économique livré aux mains d'un parti révolutionnaire devenu «institutionnel» : le PRI.

Lázaro Cárdenas (1934-40) s'attache autant à détruire les forteresses de la grande propriété rurale qu'à la nationalisation des sources d'énergie et des transports. Puis, ce sont les présidences de Miguel Alemán (1946-52) et de López Mateos (1958-64) qui insufflent une «mexicanisation industrielle» (fondation d'entreprises publiques et semi-publiques) centrée sur la capitale : dégrèvement d'impôts et taxes, soutien financier de l'Etat, équipement des terrains par le D.F., installation de centrales thermoélectriques, construction de routes rapides desservant Mexico en toile d'araignée. La capitale renforce ainsi sa puissance administrative par l'«inflation industrielle» associée à la prolifération des services et au drainage des capitaux (Bataillon et Panabière, 1988, pp. 18-31). Le centre bouge et continue à changer de propriétaires. De beaux quartiers des années 1910-20, tel Roma, sont évacués par la classe aisée qui s'installe au Pedregal, aux abords du nouveau campus universitaire. Les classes moyennes, produits de la récente croissance économique, ainsi que de plus humbles, y prennent

---

<sup>1</sup> *Vecindades* : courées de vieux immeubles, de trois ou quatre niveaux, ou bien bâtisses sans étage où chaque logis d'une pièce donne sur une cour commune, pourvue d'un lavoir et d'un lieu d'aisance (cf. Bataillon, 1991, p. 147).

place. Petites boutiques et artisans s'installent aux pieds d'anciens immeubles de *standing*.

Non loin de cette profonde mutation polarisée,

«les *ejidos* de Cardenas sont gonflés de paysans qui n'ont plus aucun espoir d'avoir de la terre sur place (...) Le plus grand nombre part vers les villes où se développent les industries et le secteur tertiaire, même s'ils ne sont pas assurés d'y trouver un emploi (...). Quoi qu'il en soit, l'émigration vers les villes apparaît comme la voie majeure de la résorption des excédents annuels de population. Aussi, l'industrialisation du pays et surtout de la capitale (...) doit-elle être considérée, du seul point de vue de l'emploi, comme une inéluctable nécessité» (Enjalbert, 1980, p. 38).

C'est donc dans les décennies 1940-60 que les emplois d'industrie s'accroissent massivement dans la capitale (40% de la population active de l'agglomération); le *boom* pétrolier des années 1970 les confortent (Bataillon et Panabière, 1988, p. 30).

La poussée démographique ainsi que l'extension de l'espace bâti, ponctué d'usines, atteint alors des niveaux impressionnants, incontrôlables, et ce jusqu'aux années 1980, malgré l'effort de l'administration pour définir et délimiter une zone métropolitaine. Par exemple, pour tenter de canaliser l'établissement des entreprises, les autorités décident de maintenir bas le prix du sol dans la proche banlieue nord. Ce qui porte immédiatement ses fruits. Les secteurs nord et nord-est de Mexico accueillent bien le déplacement (délocalisation) de certaines usines et la création de colonies ouvrières (lotissements), mais ces mouvements s'accompagnent aussi de l'implantation de nouvelles entreprises. Donc, échec. De fait, si le nord est bien le secteur le plus industrialisé, c'est la ville toute entière qui continue de grossir.

Dans cette croissance sans frein,

«les secteurs instables, mal encadrés, des entreprises, souvent peu qualifiés, parfois à très faible revenu, s'accroissent plus encore. C'est au cours de la décennie 1970 que le consensus s'est établi pour avouer l'existence d'activités informelles ou marginales et tenter (...) de les repérer» (Bataillon et Panabière, 1988, p. 31).

Dans les recensements,

«un secteur d'emplois "insuffisamment spécifiés", encore très modeste en 1970, s'affirme comme présentant les plus gros effectifs, en 1980 : bricolage de multiples emplois instables, assurant la survie de familles pour qui le chômage (statistiquement négligeable à Mexico) n'a pas de sens, puisqu'elles ne connaissent ni revenu fixe, ni emploi stable, ni son corollaire : l'indemnité après licenciement» (*ibid.* : 31).

Dans ces conditions, il n'y a pas à s'étonner si, à partir de la fin des années 1960, un mouvement de repli, ou plutôt d'abandon, des *vencidades* du centre et de certains quartiers «consolidés» vers la banlieue s'est précisé, faute d'être en mesure de régler un loyer. Des gens évincés se sont établis, selon les modalités que nous connaissons, sur les terres bon marché de l'Edomex. Dans le D.F., occuper illégalement un terrain est difficile et risqué, faute d'espace libre et compte tenu de la surveillance policière, même si la presse s'empare de l'événement et si, du coup, la régularisation de la situation puisse être rapide (Bataillon, 1991, p. 147). Au contraire, dans l'Edomex, les autorités sont plus laxistes, il ne manque pas d'espaces «à prendre» et les *ejidatarios* sont prêts à vendre, la «rente urbaine» leur rapportant davantage que de cultiver, dans le cas de sols non irrigués.

Tout est presque dit sur ce qu'offre Mexico aux classes pauvres. Reste à voir comment elles s'en arrangent dans la recherche d'un devenir meilleur. C'est bien de cela qu'il s'agit par la question posée : pourquoi Chalco ?

### L'expansion «informelle»

La première grande manifestation de l'expansion spontanée par achats illégaux de parcelles a eu lieu, dès les années 1960, à Nezahualcoyotl, au sud-est de la ville, dans une zone non industrialisée. Par la suite, les mouvements spontanés d'occupation sont devenus une habitude. L'invasion de terres vacantes intra-urbaines eut lieu à Santo Domingo et Ajusco (délégation de Coyoacan), ainsi qu'à Heroes et Torres de Padierna (délégation de Tlalpan). En périphérie, ce fut l'occupation plus progressive de lots à vocation rurale, moyennant achat illégal la plupart du temps. Des constructions sont apparues, au nord-est de Mexico, dans tout le bassin de l'ancien lac de Texcoco, sur les terres asséchées durant la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, pour déborder, ensuite, soit au nord, soit plus au sud-est, sur les *ejidos* d'Ecatepec, de Chimalhuacan, de La Paz et du municipe de Chalco.

Dans tous les cas observés (invasions ou achats), l'expansion ne s'est pas accompagnée des infrastructures et services publics les plus élémentaires tels que dessertes en eau, électricité, assainissement, goudronnage des voies principales, sans parler des écoles, des centres de santé et encore moins des squares pour les jeux d'enfants. Ce n'est que plus tard, une fois la population suffisamment organisée pour faire pression sur les pouvoirs publics, que l'aménagement de ces excroissances urbaines a débuté, soit au milieu des années 1970 pour Nezahualcoyotl (où se rassemblent aujourd'hui plus d'un million d'habitants); plus tard, à Chamalhuacan; il est en cours à Chalco.

Ces colonies de banlieue sont, peut-être, des desserments, des constructions irrégulières (au sens où un long processus administratif est nécessaire pour régulariser leur existence), des quartiers-tampons, des mutations sauvages, des échappatoires ayant permis de soulager les tensions sociales du centre-ville, solution bon marché au problème de la pénurie de logements. Ce sont, assurément, de tristes dortoirs sous-équipés.

### *Chalco, morne plaine*

La naissance de Valle de Chalco a lieu, en 1978, en plein pâturage, de ceux permis par l'assèchement d'un lac, proche du vieux village de Chalco, chef lieu du municipe du même nom, au nord de l'autoroute Mexico-Puebla, à quelques centaines de mètres, à peine, de la limite du District Fédéral. Ce n'est alors qu'une colonie d'irréguliers, nommée San Juan Tlalpizahuac, moitié construite, moitié en terrains vagues, prolongée plus à l'est, à mesure que l'on gagne la campagne, par la colonie Avandaro, où moins de 30% de l'espace est occupé par l'habitat spontané, puis par celle de Dario Martinez, avec moins de 10% de son espace bâti. En 1980, apparaissent deux autres colonies, Emiliano Zapata et Union Guadalupe, rapidement occupées, puisqu'un an plus tard, respectivement 45% et près de 60% de l'espace y étaient construits. A compter de 1983, les habitations ont commencé à s'étendre partout et à passer au sud de l'autoroute. Les colonies Alfredo del Mazo, El Carmen et Santiago sont alors fondées et immédiatement occupées sur plus de 50% de leur superficie. Même le vieux village de Chalco reçoit des immigrés, logés tant bien que mal par des propriétaires ravis de louer aux plus offrants. Toutefois, ce n'est qu'entre 1983 et 1989 que l'on a pu mesurer la croissance la plus rapide : 60% de la superficie actuelle de Valle de Chalco ont été couverts de constructions ces années là. Actuellement (1992), quelques colonies sont considérées comme saturées, telles A. de Mazo, Concepción, Independencia, San Isidro et Santa Cruz.

Quinze ans après, Chalco se présente comme un immense lotissement au tracé orthogonal (3 926 ha. en 1990), dont le damier varie d'orientation, de même que la dimension des lots, selon les accidents de terrain ou la présence de bourbiers permanents. C'est un agglomérat d'habitations peuplé de ruraux nouvellement établis (un peu) et d'autres (surtout) qui ont connu un parcours citoyen tourmenté. Ce fut une vertigineuse expansion : 1 000 habitants dès la fin 1978, 5 000 en 1980 et 360 000 en 1990. Le recensement officiel du municipe de Chalco, en mars 1990, accorde au lotissement 283 076 habitants, mais nos enquêtes de septembre livrent le chiffre qui vient d'être indiqué, après vérification, sur photographies aériennes, des taux d'occupation (Hiernaux et Villaria, 1992). Ce remplissage rapide a été le produit d'arrivées par petits groupes, chaque jour.

L'aspect flou de marge urbaine est accentué par la précarité des types d'habitat. Le tiers d'entre eux est fait de constructions de plain-pied. Si peu d'habitations sont des taudis, construits de bric et de broc, toutes n'en gardent pas moins un caractère inachevé, avec toit de carton ou de tôles désappareillées, de récupération, fers à béton dressés dans l'attente d'un second étage et clôtures partielles en fil de fer. Ajoutons le manque d'eau potable (distribution par camion-citernes), l'absence de ramassage des déchets domestiques et d'un réseau d'évacuation des eaux usées, sinon dans les luzernières de la proximité<sup>1</sup>.

«Marge urbaine», avons-nous décrit. Le site était toujours, au début de XIX<sup>ème</sup> siècle, une voie de passage, par barques, pour desservir le centre de Mexico en produits régionaux (fruits, fleurs et légumes). On parlait alors du port de Chalco-Atenco, près du vieux village à l'origine préhispanique, vers lequel convergeaient les caravanes de mules venues des terres chaudes du Morelos. On y embarquait. Six heures étaient nécessaires pour atteindre le marché de La Merced, proche de la cathédrale (Musset, 1991, p. 278). A mesure de l'importance prise par la ville, le rôle de fournisseur en céréales (maïs, blé, avoine) s'accroissait. Les capacités productives diminuèrent, pendant et après la révolution (démantèlement des *haciendas*) mais, en 1940, on aménagea des périmètres irrigués divisés entre *ejidos* et propriétés privées. En 1982, au nord de l'autoroute, 437 ha. étaient toujours semés en luzerne (pour l'élevage laitier). Plus loin, entre les habitations éparses, on pouvait encore observer des champs de légumes (Banzo, 1993, pp. 187-189). Il est question, à présent, de mutation urbaine. Le paysage construit, de terre, de briques et de tôles, s'étend sans discontinuer sur les sols salés de l'ancien lac desséché. Le terrain est coupé de drains et de chemins ruraux, au réseau suffisamment dense pour occuper 10% de la superficie des colonies habitées. Autour, des terrains vagues, déjà dépôts d'ordures, et d'autres espaces encore vacants, seront lotis d'ici peu.

### *Majoritairement, des expulsés.*

15,2% seulement des résidents sont venus directement d'autres états. L'immense majorité provient des circonscriptions de la conurbation, notamment depuis le tremblement de terre du 19 septembre 1985<sup>2</sup>. Le traumatisme du séisme allié à la perte du logement a fait

---

1 Jusqu'en 1990, «le paysage aérien présentait un lacs de fils électriques qui s'entrecroisaient en pelotes, partant des rares lignes "officielles", pour se disperser vers les maisons. Chaque "propriétaire" d'une ligne pirate la marquait de chiffons, afin de la suivre et de la retrouver si elle se rompait» (Lacombe *et al.*, 1992, p. 43).

2 Tremblement de terre (d'intensité 8,2 sur l'échelle de Richter) qui a provoqué la mort de quelques 8 000 personnes (30 000 selon les sources officielles) et d'importants dégâts dans les quatre délégations du centre, notamment des hôpitaux et de nombreuses *vecindades* abritant des ateliers, détruits ou condamnés. Pour un temps, l'effet du tremblement fut de ralentir l'immigration.

qu'une partie de la population sinistrée a préféré quitter le centre et chercher ailleurs des terrains pour construire. Il y eut donc, de la part de ces personnes, une prise de décision, hors de toute contingence économique, puisque celles qui sont restées sur place ont pu bénéficier d'un relogement grâce à l'intervention des services publics et des organisations non gouvernementales. Au total, 40 000 logements aptes à recevoir quelques 180 000 personnes ont été construits en dix-huit mois. Ils étaient prêts au milieu de l'année 1987 (Bataillon, 1991, p. 147).

Mais, à Chalco, les installations avaient précédé le tremblement de terre et les personnes venues avant 1985 étaient bien des expulsés, obligés de déménager par décision des autorités visant, ici, à améliorer la voirie (construction de *ejes viales*), là, à augmenter les taxes foncières. Il y eut expropriation de lots et de maisons. Des familles ont été, soit dédommagées, soit relogées dans des ensembles sociaux, avec accès à la propriété (toutefois, loin du centre). La majorité d'entre elles n'a reçu aucune indemnisation et est partie à la recherche d'une nouvelle formule de logement.

Aux 1 000 familles enquêtées dans les 23 colonies qui composaient Chalco en 1990, nous avons demandé quel avait été le lieu de leur dernière résidence. Il est possible que, pour un certain nombre d'entre elles, l'installation à Chalco ait constitué une deuxième ou troisième étape migratoire, mais nous nous sommes bornés à la résidence précédant immédiatement celle de Chalco.

Mis à part le District fédéral et l'Etat de Mexico, qui, à eux deux totalisent 84,8% des lieux de provenance déclarés (se reporter au tableau 1 et aux figures), les autres origines déclarées (15,2%) intéressent des migrations directes province-Chalco : Etat de Puebla (0,9%), Veracruz (0,7%), Hidalgo (0,6%), puis Guerrero, Guanajuato et Oaxaca (0,5% chacun). N'ont pas répondu : 1,5% des familles enquêtées et 10% ont fait des déclarations contradictoires qui n'ont pas été enregistrées.

Pour 41,64% des immigrés de Chalco, le dernier lieu de résidence a été l'une des délégations de Mexico; 43,15% habitaient auparavant dans divers municipes de l'Etat de Mexico. Parmi ceux du premier groupe, la majorité provient de la délégation d'Iztapalapa, l'une des plus pauvres et des plus proches de Chalco, précédant de loin celle d'Iztacalco, l'une des plus petites du D.F., voisine, au nord d'Iztapalapa. Notons que la délégation de Coyoacan, réputée riche et bien urbanisée, présente le même pourcentage que Tlahuac, limitrophe de Chalco et encore rurale par bien des aspects. Le reste des immigrés, environ 50%, provient des douze autres délégations, y compris celles de Cuauhtemoc et de Venustiano Carranza, particulièrement affectées par le tremblement de terre.

Tableau 1 : Délégations ou municipes de résidence immédiatement antérieurs à l'installation dans Valle de Chalco (provenance du District fédéral et de l'Etat de Mexico)

Délégations (D.F.)	%	Municipes (Edomex)	%
1-Iztapalapa	38	I-Nezahualcóyoyl	64,22
2-Iztacalco	13,7	II-Valle Chalco <sup>(1)</sup>	9,24
3-Coyoacan	7,7	III-Los Reyes-La Paz	4,50
4-Tlahuac	7,7	IV-Ecatepec	3,79
5-G. A. Madero	6,2	V-Naucalpan	3,08
6-V. Carranza	5,0	VI-Chalco <sup>(2)</sup>	2,61
7-Cuauhtemoc	5,0	VII-Chimalhuacan	2,37
Autres délégations	16,7	Autres municipes	10,19
Total	100%	Total	100%

(1) autres colonies du périmètre «Valle de Chalco»

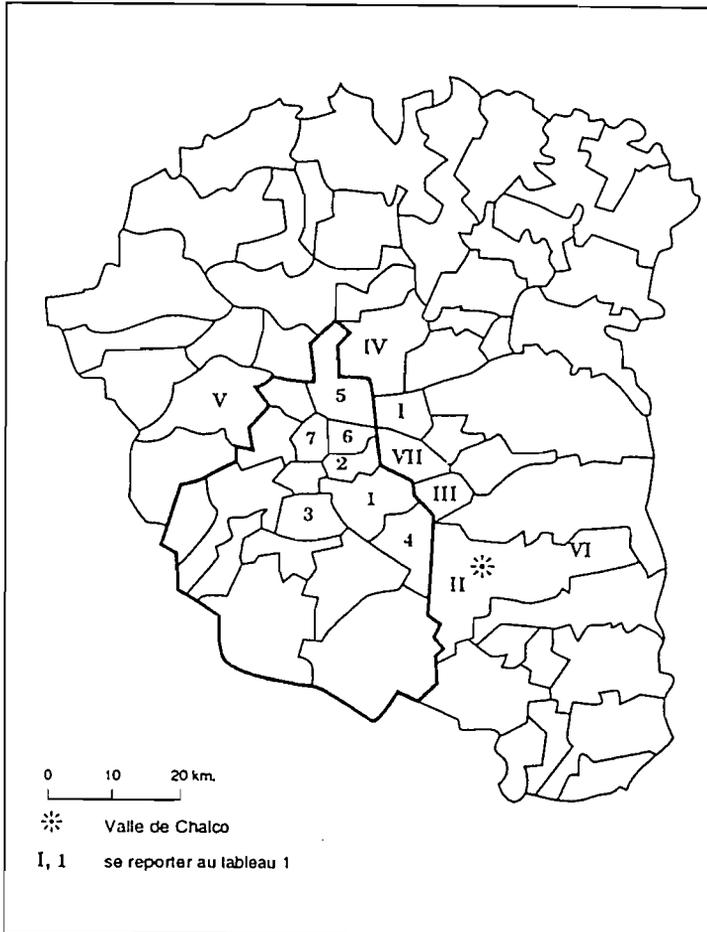
(2) autres localités inscrites dans le municipio

S'il semble normal d'observer des glissements de population à partir des quartiers populaires à fortes densités (tels Iztapalapa et Tlahuac) vers la périphérie proche, il faut mentionner que ceux qui partent appartiennent à la catégorie des plus démunis. Parmi ces derniers, certains ont participé, dans les années 1960, aux premières invasions. Par la suite, quand il fut question de légaliser la propriété du sol et de payer les impôts y afférant, ils ont été contraints de déguerpir et de laisser place à plus aisés qu'eux. De même, ceux qui ont quitté la délégation de Coyoacan, l'ont fait parce que leurs pâtés de maisons se trouvaient peu à peu encerclés par des *fractionamientos* luxueux (lotissements fermés et surveillés) et que l'imposition foncière était, en conséquence, réajustée. Dans un cas comme dans l'autre, le processus de légalisation s'opère dans un contexte de ségrégation sociale. Ceux dont les moyens d'exister tiennent au «petit bonheur la chance», autrement dit sans revenus fixes, sont obligés de s'en aller plus loin. Chalco rassemble une bonne partie des gens d'un même niveau économique, c'est-à-dire les plus pauvres de la conurbation. Pas tous. Ceux en provenance de Tlahuac, proche, sont souvent de jeunes ménages qui désirent devenir propriétaires d'un lot ou d'une maison. Quant à ceux qui viennent des municipes de l'Etat de Mexico, 63,17% sont «originaires» de Nezahualcóyotl qui, au fil des années, une fois remodelée par le tracé des rues et l'assainissement (1960-70), est devenue une «ville» relativement chère, où la plus-value de la propriété foncière a joué à leurs dépens.

Curieusement, pour tous les exclus, dont la majorité continue à travailler (ou à chercher du travail) en ville, le coût du transport aller-

retour, entre Chalco et le lieu de travail, n'est pas perçu comme une dépense ajoutée à celle de l'habitat. Pourtant, selon nos calculs, il peut être estimé à 25-30% du salaire minimum qu'ils touchent. Doit-on considérer que le prix relativement bas des terrains et des locations compense avantageusement le coût des transports (essentiellement, des autocars qui suivent l'autoroute Mexico-Puebla et rejoignent Tlahuac) ? Le prix du terrain augmente, pourtant. C'est que, pour ces gens, dont 71% de la population active masculine travaille hors de Chalco et effectue parfois jusqu'à six, voire neuf changements de lignes (autobus et métro) au cours de plusieurs heures de transport quotidien, l'objectif premier est de posséder un endroit «où se poser» pour le reste de la vie.

PRINCIPAUX LIEUX DE PROVENANCE DES HABITANTS  
DE VALLE DE CHALCO (tableau 1)



### **Choix de vie**

Si, comme toujours, les motivations d'un changement de lieu de résidence relèvent autant de raisons économiques globales que de décisions personnelles, des motifs communs à la majorité des immigrés reviennent sans cesse dans les déclarations, comme «devenir propriétaire d'un lopin de terre» et «avoir une maison à soi» (86,7% des motifs déclarés). Seulement 2,6% des réponses tiennent à la recherche d'un emploi à Chalco, de type artisanal (maçons, charpentiers, électriciens, mécaniciens). Si la population est donc pauvre, avec un niveau d'éducation très bas, sans grande qualification professionnelle et, par conséquent affectée par le sous-emploi et le chômage, elle n'est pas marginale pour autant. 70% de la population est en âge actif et 40% travaille effectivement (femmes incluses). Les «économies de bout de chandelle» permettent, semaine après semaine, de rassembler les sommes nécessaires à l'achat d'une pièce de terre, puis à songer à celui des briques, poutres, tôles ondulées ou cartons goudronnés, et, enfin, au règlement des taxes et impositions qui accompagnent l'obtention de documents légaux.

Près de 90% des habitants déclarent être fiers de se trouver dans une situation stable d'accession à la propriété, même si seulement 28% sont propriétaires de fait et 46% dans l'attente de l'être, les démarches étant en cours. Ceux-là disent que «dans dix ou vingt ans, ils auront une demeure confortable, plus agréable que celle qu'ils ont laissée, soit dans leur lieu d'origine, soit dans leur(s) précédente(s) étape(s) au centre de Mexico ou dans un de ses satellites». Les 26% restants n'ont encore rien entrepris et se contentent pour le moment de louer une pièce ou deux, faisant office de chambre et cuisine. Parmi ceux-là, se trouve le groupe de gens venus directement de la province et ayant appris, à leur arrivée à Mexico, qu'il était «intéressant» de vivre à Chalco.

Notons que les célibataires sont peu nombreux et que l'on rencontre plutôt deux types de ménages : soit des couples jeunes, en début de vie commune, soit des familles déjà nombreuses : 35% d'entre elles ont plus de quatre enfants, 24% plus de cinq et 12, plus de sept, la moyenne étant de 4,2 enfants par ménage. Autre remarque, les adultes sont jeunes; 73% des chefs de famille ont moins de quarante ans; 89% de leurs épouses, moins de trente et, dans 63% des foyers enquêtés, les enfants ont moins de cinq ans. Le foyer-type est composé d'un couple dont la moyenne d'âge est de 25-35 ans, accompagné d'enfants en bas-âge et, parfois, d'un ou deux aînés en âge scolaire (5-14 ans). Tout cela fait que la structure démographique de Chalco est équilibrée : 49,8% d'hommes et 50,2% de femmes (à l'image de la distribution nationale).

Plus les ménages sont jeunes et moins ils sont présents sur la liste des «accédants» (à la propriété), ce qui paraît normal, puisqu'ils n'ont pas ou peu d'enfants. En revanche, les chefs de famille âgés de 30 à 39 ans représentent 41% des demandeurs. En deçà la distribution est la

suiuante : si seulement 25% des chefs de famille ayant entre 15 et 19 ans entreprennent les démarches, en reuanche 61% de ceux âgés de 20-24 ans et 77% de la classe d'âge 25-29 ans l'ont déjà fait et attendent maintenant la légalisation de leur situation. Notons que, dans les trois dernières classes qui viennent d'être retenues, respectiuellement 75%, 39% et 21% n'auaient, jusqu'alors, jamais été propriétaires, n'aurait-il s'agi que d'une cabane en planches. Mais ce sont les chefs de famille encore plus âgés, entre 30 et 39 ans, qui accèdent les plus nombreux à la propriété pour la première fois (83% d'entre eux).

«Un autre groupe, se différenciant assez nettement du précédent, est constitué de nouveaux ménages habitant pour la première fois une maison privée. Il se compose de jeunes (23,5% des chefs de famille et 39% des femmes ont moins de 29 ans) dont le lieu de résidence immédiatement antérieur était le domicile familial (28% des cas) et dont le statut actuel varie largement (propriétaires mais aussi familles vivant dans une maison prêtée, à garder, donnée par un parent, etc.). Enfin, les résidents plus âgés (10% des chefs de famille ont plus de 55 ans) forment une catégorie non négligeable qui se subdivise en : résidents de longue date et, dans ce cas, ils appartiennent aux anciens propriétaires, nés à Chalco, avec des maisonnées importantes, abritant jusqu'aux petits enfants, et ceux dont le profil antérieur est proche de l'un des précédents...» (Mathieu et Ben Amor, 1991).

A Chalco, il est rare qu'un chef de famille arrive seul et, une fois installé, fasse venir épouse et enfants. En règle générale, tous arrivent à la fois, ce qui prouue que ce n'est pas la quête d'un emploi qui les fait se déplacer, mais bien la satisfaction de trouver un terrain. De quoi laisser un héritage. Ils en parlent souvent. Au contraire de cette majorité qui vient d'autres endroits de l'agglomération, ceux qui arrivent directement de province logent chez des *compadres* ou parents, originaires du même terroir ou de la même ville de province, jusqu'à trouver un emploi et un logement. Le tout forme un mélange bariolé de *chilangos* (gens de la capitale) désireux de retrouver une vie plus calme, plus rurale, avec la possibilité d'élever de la volaille, voire de cultiver, autour de la maison (maïs, calebasses et haricots), de «retrouver des gestes», et d'immigrés de fraîche date qui sont confrontés aux difficultés de la vie à Mexico (emploi, logement et transport). Deux comportements principaux ? Oui et non, car les uns comme les autres se retrouuent en tant que consommateurs-types de la société moderne, malgré la grande pauvreté de l'infrastructure commerciale (pour l'essentiel des commerces d'alimentation). Dépourvus de lieux de loisirs (une salle de cinéma et quelques mauvais terrains de football), les habitants de Chalco cultivent le chacun chez soi : 60% des chefs de famille consacrent leur temps libre à la télévision et 70% des femmes et enfants (Lacombe et al., 1992, p.71). Dans ces conditions, comment parler d'expression d'une identité nouvelle vers laquelle tendraient les gens de Chalco ?

### De la ségrégation à la cité perdue

Chacun a amené avec lui ses habitudes, pratiques sociales et expériences, ce qui fait que, souvent, les points de vue divergent face aux événements locaux à maîtriser de manière commune. L'ancienneté de l'arrivée joue déjà pour départager des clans. D'une colonie à l'autre, on ne se sent pas appartenir à la même histoire. Certains sont d'ailleurs mieux installés que d'autres, disposent de l'eau au robinet et d'un compteur électrique. Les pauvres, eux, portent davantage attention aux sports de plein air, forment des équipes et jouent dans la rue. Nouveaux visages de la ségrégation ? Ceux qui ont déjà vécu dans la « grande ville » véhiculent des habitudes tenant aux rapports de travail. Ils ont été façonnés par la condition urbaine. Ceux qui arrivent de la campagne ou des villes de province, entrent dans un espace social méconnu (voire redouté), avec des valeurs autres, plus communautaires. On les retrouve côte à côte. L'entraide est forte pour résoudre les questions matérielles du quotidien, mais il est aussi question de créer, peu à peu, un espace social; ce qui demande plus d'efforts. S'organiser, participer aux réunions, être solidaire oblige chacun à des comportements nouveaux, parfois limités.

Par exemple, si les démarches pour la légalisation de la propriété, auprès de la CORETT, occasionnent une forte tension nerveuse dans toutes les familles, en revanche, elles donnent lieu à des comportements différenciés<sup>1</sup>. Les chefs de famille qui ont acheté leur parcelle sous la forme la plus légale, n'ont pas à s'inquiéter ni à se mobiliser. L'appartenance à une quelconque organisation leur importe peu. Ils ont suivi et continuent de suivre une stratégie individuelle. En revanche, ceux qui ont acquis leur bien auprès de lotisseurs non autorisés ou d'*ejidatarios* sont dans l'obligation d'être bien organisés. Les situations étant similaires, la résolution de leurs problèmes se fera peut-être plus vite s'ils associent leurs démarches.

Souvent, ils se rassemblent autour d'un *leader* élu ou accepté par consensus, au niveau de chaque colonie, qui intervient auprès de la CORETT. Ces *leaders* sont principalement des femmes (*lideres*) qui ont obtenu leur légitimité par leur engagement pour les causes communes à défendre, ou parce qu'elles étaient plus instruites que la majorité, ou encore du fait de leurs bonnes relations avec les autorités, voire de leur influence. Car, restant sur place, dans leur maison, avec les enfants, elles peuvent se mobiliser dans l'heure et sur le champ, si besoin est. Plus régulièrement, elles organisent des réunions, une ou deux fois la

---

<sup>1</sup> CORETT (*Comisión para la Regularización de la Tenancia de la Tierra*) dépendante de la SRA (*Secretaría a la Reforma Agraria*), qui octroie le changement de statut foncier. D'agricole qu'elle était, la terre devient d'usage urbain. Pour entamer toute demande de régularisation, il faut des papiers : documents personnels prouvant l'identité (les pauvres n'en ont pas toujours), un certificat de vente de l'ancien détenteur (qui a parfois vendu la parcelle à plusieurs solliciteurs); il faut savoir faire preuve de patience; il faut, enfin, pouvoir payer le prix des nouveaux documents (comme celle d'une faveur).

semaine, afin de décider du bien fondé de telle ou telle démarche, réunir l'argent nécessaire et rendre compte aux délégués de l'état d'avancement des procédures en cours. Ces personnes jouent un rôle majeur dans les processus d'assimilation sociale et de solidarité aptes à donner à la nouvelle ville-dortoir un semblant de citoyenneté, de dignité urbaine. La structure familiale de la population, assez homogène, aide aussi à la constitution d'une communauté urbaine faite de gens relativement jeunes, entourés d'enfants qui savent jouer ensemble dans un espace commun, la rue. Tout cela facilite l'assimilation de différentes composantes sociales dans un espace métis. Serait-ce une ville ?

Le gouvernement de Salinas de Gortari a mis en place un programme d'aide social dénommé Programme national de solidarité (Pronasol) dont la majeure partie des fonds provient de la privatisation d'anciennes entreprises d'Etat, réalisée depuis 1989. Ce programme a donné lieu à plusieurs interprétations. Il a été perçu, soit comme un mécanisme politique pour reconquérir la confiance des classes les plus déshéritées, confiance mobilisée en la personne du Président de la République au détriment de la mauvaise image du parti officiel, le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), soit comme une modification de la relation Etat-société civile, soit encore comme une action à caractère démagogique plutôt qu'un instrument de lutte contre la pauvreté d'une parti des citoyens. Quoiqu'il en soit, si certains journalistes jugent que les résultats obtenus depuis 1989 sont incontestables (Etcheveria, 1992), il faudrait, dans le cas de Chalco, savoir de quelle manière il est réalisé. Ce n'est pas le Pronasol qui a amené les colons à renouer avec une «longue tradition propre au Mexique : l'aide mutuelle entre concitoyens» (Cornelius *et al.*, 1994). La solidarité des gens d'un même lot d'habitations, d'une même colonie, n'a pas eu besoin du discours officiel pour se manifester sous la forme d'associations de défense, de groupes de pression actifs et efficaces. Depuis le début des années 1980, les «laissés pour compte» de Chalco ont su se mobiliser pour voler l'électricité à l'Etat, pour monter des petits commerces, puisque les magasins de la CONASUPO (ou DICONSA) ne s'installaient pas, et pour évacuer les personnes malades ou accidentés, puisqu'il n'y avait pas de dispensaires de l'IMSS<sup>1</sup>. Et où sont les écoles du sous-programme *Escuela digna* ? Le Pronasol ne se porterait-il que là où il y a des votes à recueillir, au gré du calendrier électoral ?

Dans la triste ambiance de Chalco, il est amusant de rappeler que, faute de Pronasol, les colons ont fait venir le Pape. Ils ont su s'organiser pour le faire venir chez eux, en mai 1990, après avoir convaincu l'archevêque de Mexico et, grâce à lui, les autorités de la ville, que la Vierge de la Guadalupe n'était pas tout le Mexique, que eux, représentaient l'avenir et que sa Sainteté Apostolique devait pouvoir

---

<sup>1</sup> CONASUPO : *Compañía Nacional de Subsistencias Populares*;  
DICONSA : *Distribuidora CONASUPO S.A.*;  
IMSS : *Instituto Mexicano del Seguro Social.*

témoigner de leurs efforts. Alors le Pronasol s'est déchaîné. Là où il n'y avait aucun service, la rue principale a été goudronnée, quelques bornes fontaines installées, les fils électriques tirés et une large place aménagée, suffisamment belle pour qu'un autel y soit dressé. Pendant une heure, le monde entier a pu voir Chalco sur les récepteurs de télévision. Joli retournement de situation dans le même temps où le gouvernement mexicain souhaitait renouer les relations diplomatiques avec le Vatican.

\* \*  
\*

Les résultats des enquêtes menées à Chalco éclairent certains fonctionnements de la métropole mexicaine, en mettant en évidence les espaces de transit et d'établissements des pauvres, partis des *vencidades* du centre, allant aux municipales de l'État de Mexico, en faisant étape dans quelques positions périphériques du District fédéral. La quête d'un logement à portée de leur bourse les motivent.

Dans cette quête, un savoir-faire est maintenant devenu coutume. Il s'agit d'envahir *las tierras de nadie* (les terres de personne), des terrains que tout un chacun peut reconnaître, mais dont l'invasion est préparée méthodiquement par des groupes organisés dont les *leaders* sont généralement affiliés aux organisations politiques, ou bien encore à des œuvres religieuses ou à des ONG. Personne n'agit seul; tous agissent de nuit. Le jour se lève sur des abris légers (planches, cartons) entourés de poteaux, de ficelles et de fils de fer délimitant grossièrement des lots. Littéralement, ces abris ont poussé comme des champignons que regardent les autorités, les policiers d'abord, avec lassitude, en attendant les ordres. Le plus souvent, les ordres ne viennent pas, en tous cas pas ceux de faire déguerpir par la force les envahisseurs. Le temps est alors mis à profit pour arranger les cabanes (parfois sur un modèle préétabli), mieux s'installer en s'entraînant. Longtemps après, les pourparlers s'engagent avec l'administration pour régulariser le fait en droit. Les autorités s'assurent, ainsi, du contrôle policier, administratif et politique du nouveau noyau de peuplement. De spontané, sauvage, il passe peu à peu au toléré puis au régulier. Cela prend des années. Ensuite interviennent les services de l'équipement, au prix de réunions, manifestations (parfois violentes), envois de délégations et d'une longue attente.

Chalco a connu l'invasion (1978), a été peuplé de colons venus acheter des lots à bon marché, avec facilité de paiement (1978-1985), Il connaît, aujourd'hui et continuellement, de nouvelles installations, pendant que la légalisation foncière s'opère à son rythme, que l'habitat se densifie au moyen de l'auto-construction familiale, que des colonies prennent vie, et qu'un relatif bonheur est peut-être pour demain. Une ville est née, mal équipée; les conditions de vie y sont difficiles, l'insalubrité règne. Nous sommes aux portes de Mexico. La prochaine extension se fera où et quand ? Il y aura d'autres Chalco, assurément. La ville est pleine.

## Bibliographie

- BANAMEX (Banque Nationale du Mexique), 1992, *México social 1991-1992*, Mexico, Ed. Banque nationale du Mexique.
- BANZO, M.T., 1993, «Sistemas de producción y relación con la ciudad. Caso de Chalco-Amacameca a la periferia de la ciudad de Mexico», *Sistemas de producción y desarrollo agrícola*, Mexico, ORSTOM-CONACYT-Colegio de Postgraduados de Monticello, pp. 187-196.
- BATAILLON, C. et PANABIÈRE, L., 1988, *Mexico aujourd'hui, la plus grande ville du Monde*, Paris, Publisud.
- BATAILLON, C., REVEL-MOUROZ, J. et RIVIERE D'ARC, H., 1991, «Le Mexique», *Amérique latine*, Géographie Universelle, vol III, troisième partie, Paris, Hachette, pp. 88-153.
- Centre Scientifique et Technique de l'Ambassade de France, 1992, *Les données du XI<sup>ème</sup> recensement*, Mexico, Lettre d'information, n°30, mai 1992.
- COBOS P. E., 1993, *Territorios en Crisis : Mexico 1970-1992*, Ed. de la red nacional de investigación urbana, Mexico, UAM-Xochimilco.
- CORNELIUS, W. A., CRAIG, A. L. et FOX, J., 1994, *Transforming state-society relations in Mexico : the national solidarity strategy*, Univ. de Californie, Center for US-Mexican studies.
- ENJALBERT, H., 1980, «Introduction au Mexique. La terre et les hommes», *Mexique, Guatemala*, Les Guides Bleus, Paris, Hachette, pp. 21-88.
- ETCHEVERRIA, R., 1992, «El Programa Nacional de Solidaridad : resultados y perspectivas», *El Cotidiano*, n° 49, pp. 37-40.
- GARZA, G., 1977, «Metropolización en México», *Ciudades*, n°6, pp. 3-22.
- HIERNAUX, N. et VILLARIA, A. L., 1992, *Chalco y su proceso de poblamiento. Una aproximación socio-económica*, Toluca, Gobierno del Estado de México, Consejo estatal de población.
- LACOMBE, B., MARTINEZ FLORES, R. et JUAREZ NUÑEZ, J. M., 1992, *La boue et la poussière : Chalco*, Bruxelles-Paris-Mexico, CCE-ORSTOM-UAM.
- MATHIEU, D. et BEN AMOR, L., 1991, «Trayectorias sociales y acceso a la vivienda», *Revista de Sociología*, L III : 225-258.
- MONNET, J., 1993, *La ville et son double, la parabole de Mexico*, Paris, Nathan, coll. «Essais et Recherches», 224 p.
- MUSSET, A., 1991, L'eau et l'organisation de l'espace dans le bassin de Mexico, XV<sup>ème</sup>-XVIII<sup>ème</sup> siècles, *Annales*, mars-avril 1991, N°2, pp. 261-298.
- PARTIDA, V., 1987, El proceso de migración a la ciudad de México, *Atlas de la ciudad de México* (G. GARCA, compilador), Mexico, El Colegio de México, pp.134-138.
- SALAZAR, G., 1990, *El distrito federal, algunos problemas y su planeación*, Mexico, HE-UNAM.
- TERRÉS, E., 1977, *La ciudad de México, sus orígenes y desarrollo*, Mexico, Editorial Porrúa.
- WARD, P.M., 1990, *Mexico City. The production and reproduction of an urban environment*, Londres, Belhaven Press.

## CORPORATISME ET CLIENTELISME : TERRITOIRES A REPRENDRE DANS LE GOLFE DU MEXIQUE

Marie-France PREVOT SCHAPIRA

*Maître de Conférences, Université de Tours  
CREDAL/URA 111 du CNRS*

**Résumé :** Dans les régions pétrolières du Golfe du Mexique, le pouvoir syndical s'est ancré dans des territoires qu'il a quadrillés et largement contribué à façonner. Les réseaux clientélistes du syndicat des travailleurs du pétrole et de son *leader* se sont inscrits dans l'espace de l'archipel pétrolier. Mobilité du travail, réseaux de sociabilité et gestion urbaine ne peuvent donc se comprendre que dans la politique de conquête territoriale qui fût celle du syndicat pendant toute la période de l'expansion pétrolière, afin de repousser toujours plus loin les "frontières" du pouvoir fédéral. Ces espaces corporatistes, ces enclaves de l'Etat, sont aujourd'hui mis à mal par la politique de modernisation. Les formes de reconquête par le "centre" de ces territoires sous influence - dans le cas analysé, les quartiers spontanés du nord de l'agglomération de Tampico-Ciudad Madero - prennent appui sur de nouvelles formes de politique publique en faveur des plus pauvres et de nouvelles structures, les comités de Solidarité, qui se surimposent aux anciens découpages créés par le corporatisme et le caciquisme.

**Mots-clés:** Golfe du Mexique, Tampico, corporatisme, clientélisme, territoire, prospection pétrolière, quartier d'invasion.

**Abstract :** *In the oil fields of the Gulf of Mexico, the power of unions has taken roots in the territories which it controlled and largely contributed to shape. The clientship networks of the oil workers' Union and its leader did materialize in the space of the oil archipelago. Labour mobility, social life networks and urban management can be understood only within the perspective of conquest of the oil worker's Union which, during all the period of oil production expansion, tried to push away farther and farther the "boundaries" of the Federal power. These corporative spaces, these enclaves within the State, are to-day threatened by modernization policy. The forms taken by the reconquest of these areas (in our example, the squatter settlements to the North of Tampico-Ciudad Madero urban agglomeration) by the Central State rest on new types of social welfare policy for the poorest part of the population and on new structures, the Committees of Solidarity, which are superimposed on the older divisions created by corporatism and "caciquism".*

**Key-words :** *Gulf of Mexico, Tampico, corporatism, clientship, territory, oil prospection, squatter settlements.*

En Amérique latine, l'époque des gouvernements populistes a fourni un contexte particulièrement favorable à l'analyse du clientélisme. Les relations corporatistes entre l'Etat et les organisations professionnelles ont entraîné des formes de clientélisme modernisé dont la sphère d'influence est beaucoup plus étendue que celles des clientélismes traditionnels et impliquent le contrôle de canaux collectifs (syndicats, associations de quartiers, partis, etc.). Ainsi, à côté du clientélisme traditionnel autour du cacique rural, voit-on se dessiner des formes de clientélisme plus proprement urbaines :

- un clientélisme de masse, corporatiste, plus institutionnalisé et aux règles plus codifiées<sup>1</sup>.

- un clientélisme «autre», relation d'échange et de dépendance pour les pauvres qui prend des formes plus personnalisées, plus flexibles, utilisé ou rejeté par les pouvoirs publics selon les moments et la nécessité de la gestion de «l'invisible social»<sup>2</sup>.

En d'autres termes, l'un est directement lié au fonctionnement corporatiste de l'Etat national-populaire, l'autre au patronage politique dans les quartiers d'invasion. Mais, dans un cas comme dans l'autre, ces formes se distinguent du clientélisme traditionnel dominé par les liens interpersonnels et circonscrits à la société locale. L'analyse du corporatisme comme du patronage politique oblige à dépasser le cadre local pour comprendre comment les réseaux mis en place s'articulent à l'ensemble du système.

Le clientélisme, a été au Mexique une des entrées pour étudier le système politique et les changements sociaux de la période post-révolutionnaire<sup>3</sup>. Pour ce faire, il convient :

- d'une part, d'insister sur le contraste entre les systèmes politiques issus des Lumières et les systèmes que L. Dumont a appelé "hiérarchiques" où prévalent une image de la société comme un tout organique, composé de segments organisés de manière verticale et où les formes de représentation sont le produit de la négociation entre les différents groupes<sup>4</sup>. Les idées de L. Dumont ont inspiré l'œuvre de F.X Guerra qui insiste sur l'importance de la sociabilité pré-démocratique, "non-démocratique" et sur l'importance des acteurs collectifs dans la société porfirienne<sup>5</sup>. Ces acteurs collectifs se sont forgés à partir de liens

---

<sup>1</sup> Rouquié, A., 1987, *Amérique latine, introduction à l'Extrême Occident*, Paris, Seuil.

<sup>2</sup> Cf. Prévôt Schapira M.F. et Rivière d'Arc H., texte de réponse à l'appel d'offres du MRT.

<sup>3</sup> Cf. Brachet Marquez, V., 1989, Kovacs, K., *Obstáculos y perspectivas para la explicación del cambio político, México en el umbral del milenio*, COLMEX.

<sup>4</sup> Adeler Lomnitz L., Lomnitz-Adler C. et Adler I., 1991, *El fondo y la forma*, Working Papers, Notre Dame.

<sup>5</sup> Guerra F. X., 1985, *Le Mexique. De l'Ancien Régime à la Révolution*, L'Harmattan, 2 tomes.

personnels et de relations variées - parenté, parrainage, amitié, loyauté, appartenance communautaire. Ces relations ont coexisté avec de nouvelles formes de sociabilité liées à l'idéologie libérale, fondées sur la fraternité et l'égalité devant la loi (loges maçonniques, clubs, syndicats, partis). Ainsi cette double tradition sur laquelle repose le système politique mexicain - les formes de sociabilité d'une société holiste et celles liées à l'individualisme des lumières - est sans aucun doute une des clefs pour analyser le clientélisme.

- d'autre part, de resituer le clientélisme dans un système politique autoritaire, au pluralisme limité qui contribue à gommer les conflits sociaux en donnant des réponses sélectives aux pressions exercées par le bas. Ainsi, l'analyse du clientélisme s'est centrée sur l'identification de réseaux patrons/clients et sur son importance comme mécanisme d'intégration à la société post-révolutionnaire. Dans un Etat corporatiste, ces réseaux ont permis d'articuler les demandes politiques des majorités à travers des intermédiaires (*power brokers*) qui, bien qu'étant issus de la Révolution, vont s'appuyer sur de vieilles formes de sociabilité des sociétés "hiérarchiques". Le parti dominant, qui prend le nom de Parti révolutionnaire institutionnel à partir de 1946, organisé en secteurs - les paysans, les ouvriers, le secteur populaire - a été vu comme une forme d'accommodement entre le libéralisme et l'holisme, avec toutes les tensions que cela suppose. De ce type de fonctionnement dépend la capacité du régime à intégrer l'ensemble de la population. Le clientélisme a été un facteur essentiel de la stabilité du régime<sup>1</sup>.

Ces relations de clientèle et de patronage traversent l'ensemble de la société et des régions du Mexique. Cependant, certains groupes et certains lieux sont plus directement liés au fonctionnement corporatiste et en sont les supports privilégiés. C'est le cas du Syndicat des travailleurs du pétrole de la République mexicaine (STPRM) qui, jusqu'à la chute de son dirigeant en janvier 1989, a régné en maître sur le sud de l'Etat du Tamaulipas où se situe le plus puissant bastion du pouvoir pétrolier<sup>2</sup>. Notre analyse est à double entrée : un secteur et un territoire. Le pouvoir du syndicat pétrolier s'est largement construit, nous le verrons, sur la "privatisation" du secteur public et s'est ancré dans un espace qu'il a fortement contribué à façonner. Evidemment, il faut resituer ces rapports dans le cadre de l'alliance historique qui se noue entre l'Etat et le mouvement ouvrier au lendemain de la Révolution<sup>3</sup>. La très forte

---

<sup>1</sup> Cf. Kaufman R., 1987, *Corporatism, clientelism and partisan conflict : a study of seven latin american countries*, in J. Malloy (ed), *Authoritarianism and corporatism in Latin America*, Pittsburgh University Press.

<sup>2</sup> Prévôt Schapira M. F., 1989, Mexique : après les élections, la chute d'un cacique syndical, *Problèmes d'Amérique latine*, n° 92.

<sup>3</sup> Cf. Prévôt Schapira M. F., 1993, Le syndicalisme mexicain à l'aube du 3ème millénaire : quelles nouvelles règles du jeu ?, Prévôt Schapira, M. F., Revel-Mouroz, J., 1993, *Le Mexique à l'aube du 3ème millénaire*, Travaux et Mémoires de l'IHEAL.

institutionnalisation des conflits du travail et le monopole de l'embauche fondé sur la clause d'atelier fermé (*closed-shop*) sont à la base du pouvoir des bureaucraties syndicales et du contrôle qu'elles exercent sur les travailleurs et le territoire.

Dans une première partie, à partir d'une relecture de mes travaux antérieurs, les relations clientélistes tissées par le syndicat et son *leader* et le rôle du territoire comme support des stratégies clientélistes seront au centre de notre analyse. Dans un deuxième temps, nous chercherons à comprendre comment, après 1989, le pouvoir central, à travers ses relais locaux, a repris en main les territoires sous tutelle syndicale et a mis au service de la nouvelle politique, Solidarité, les réseaux de clientèle inféodés aux pétroliers.

### Espace pétrolier, caciquisme syndical et stratégies clientélistes dans le Golfe du Mexique

L'empreinte du système corporatiste est particulièrement forte dans l'organisation de l'espace du Tamaulipas. On a le sentiment que chaque force organisée au sein du système s'est partagée le territoire. Cet Etat politiquement fragmenté, où le centre jusqu'à ces dernières années tenait difficilement les morceaux ensemble, avait vu se constituer au cours des cinquante dernières années des féodalités politiques à la périphérie de son territoire. Au nord, sur la frontière, la Confédération Générale du Travail (CTM) a dominé sans partage jusqu'à la destitution des "parrains" syndicaux de Reynosa et de Matamoros au début des années 1990. A l'extrême sud, à l'embouchure du fleuve Panuco, à la limite des Etats du Tamaulipas et du Veracruz, campait le pouvoir pétrolier qui a dominé, quadrillé, organisé la région jusqu'à l'arrestation de son dirigeant. La ville pétrolière de Ciudad Madero qui s'était greffée au début du siècle sur la ville commerçante de Tampico, s'impose dans les années 60 comme le pôle central de l'archipel pétrolier formé par les territoires des 29 sections syndicales<sup>1</sup>. Siège de la section 1 du STPRM, véritable vitrine du pouvoir syndical, c'est à partir de Ciudad Madero que se consolide le pouvoir du *leader*. Pendant presque 30 ans, J. Hernandez Galicia, *leader* "à vie" du STPRM, a été reconnu par les travailleurs pétroliers, par les habitants et les pouvoirs locaux des zones pétrolières comme celui qui commande et par le "centre" comme un trait d'union indispensable au contrôle d'un groupe de travailleurs, d'une activité

---

<sup>1</sup> Pour la genèse de l'espace pétrolier, Cf. Prévôt Schapira, M.F., 1984, Espace pétrolier et espace syndical dans le Golfe du Mexique, *L'Etat aménageur en Amérique Latine*, Travaux et Mémoires de l'IHEAL, n°35.

stratégique et de certains espaces<sup>1</sup>. Une étude qui se cantonnerait au niveau local ne permettrait pas de comprendre le poids du corporatisme dans la construction de ces espaces, car les impulsions, les appuis ou les obstacles venus du "centre", sont essentiels dans la relation patron/clients.

Dans le cas étudié, nous sommes en présence "d'un individu et d'un groupe qui monopolisent l'accès d'une collectivité - le syndicat et ses cercles de clientèle - aux ressources publiques qui sont distribuées comme une faveur et exigent en retour une fidélité et un soutien"<sup>2</sup>. Le corporatisme, en assurant une position privilégiée à certaines catégories de travailleurs stratégiques, tend à les dissocier du sort des masses et c'est précisément sur ce particularisme que se tissent les relations clientélares.

La relation fondatrice du pouvoir du syndicat a été sans aucun doute l'exercice du monopole de l'embauche assorti d'une clause d'exclusion. Dans un pays où plus de 40% de la population est sous-employée, ce monopole donne pouvoir et ressources. Signalons que les dispositions du contrat collectif et de la loi fédérale du travail sont à l'origine des effets pervers - corruption, cooptation - d'un syndicalisme politico-gestionnaire dont la fonction essentielle consiste d'une part à gérer les ressources, les postes de travail et, d'autre part, à négocier prébendes et avantages avec le centre.

"La législation du travail ne peut se concevoir comme une simple question juridique mais comme un élément constitutif du jeu politique. Les lois du travail font partie, pour ainsi dire de l'idéologie du régime : elles ne sont pas nécessairement appliquées et peuvent également donner lieu à des interprétations différentes en fonction des titulaires du portefeuille du travail"<sup>3</sup>.

De ce jeu entre le pouvoir central et la direction du syndicat des pétroliers, le *leader* et son groupe ont tiré leur force au niveau local et leur ont permis de se constituer une vaste clientèle qui dépassait largement la sphère du travail.

Le noyau dur de ce réseau est formé par les travailleurs dont le poste est contrôlé par le syndicat (90% des 130 000 postes de Pemex dans les années 1980), depuis les permanents en passant par les travailleurs temporaires et les "méritants"- ceux qui travaillent gratuitement dans les entreprises du syndicat dans l'attente d'un contrat - jusqu'aux travailleurs des chantiers, dans une construction pyramidale. Au sommet se situent les travailleurs protégés, les "permanents" dont le poste est transmissible statutairement au parent le plus proche

---

<sup>1</sup> Salmeron Castro, Fernando, I., 1984, Caciques. Una revisión teórica sobre el control político local, *Revista Mexicana de Ciencias Políticas y Sociales*, n°117-118.

<sup>2</sup> Jobert, B., 1983, Clientélisme, patronage et participation populaire, *Revue Tiers Monde*, t.XXIV, n°95.

<sup>3</sup> Cf. Zapata, F., 1992, Crise du contrôle syndical sur le marché de l'emploi, *Problèmes d'Amérique latine*, n°5.

(*derechoso*). C'est au sein de ce groupe - la "grande famille des pétroliers" - profondément enraciné dans les régions pétrolières du Golfe que s'est mis en place un système d'autorecrutement et de cooptation fondé sur un clientélisme en grappes. Chaque travailleur peut proposer trois noms pour l'embauche, le plus souvent dans sa famille proche, et c'est en fonction des relations d'amitié et de parrainage avec les "hommes forts" de la section que ces demandes aboutissent. A l'autre bout de la chaîne, dans une position de très forte dépendance en raison de la précarité de leur statut, se trouvent les travailleurs transitoires. Et, là, le clientélisme rime avec corruption puisqu'ils doivent payer un droit d'entrée pour obtenir un contrat à durée limitée et, *a fortiori*, pour obtenir un emploi permanent. En effet, l'hérédité a entraîné la vénalité de l'emploi. Un poste de travail se vend et s'achète, comme les charges sous l'Ancien régime, ce qui fausse les règles toute théoriques d'ancienneté<sup>1</sup>. Par ailleurs, l'enquête que j'ai réalisée dans la période de forte embauche (1977-1981) dans la zone pétrolière de Coatzacoalcos-Minatitlan montre que la qualification à l'embauche est de peu de poids et qu'il faut commencer jeune à "avoir des contrats" - donc entrer dans les réseaux pétroliers - et accomplir son devoir militant (*la militancia*) pour obtenir un poste de permanent<sup>2</sup>. Ces pratiques et règles de recrutement permettent de comprendre pourquoi les flux migratoires des pétroliers s'enracinent dans des régions géographiquement très localisées et comment les facteurs de reproduction des ces filières tendent à coaguler les mouvements fluides du début.

Il va de soi que la relation de clientèle a un aspect instrumental et fonctionnel, "mais si le calcul est loin d'être absent, il baigne dans un environnement de sentiment de reconnaissance, de fidélité, d'amitié, d'affection"<sup>3</sup>. Cette relation dépasse les rapports de parenté mais elle est perçue à partir de l'image de la famille, d'une parenté fictive, celle de la "la grande famille pétrolière" et du parrainage, où les liens interpersonnels débordent largement ceux liés à l'organisation<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> "La vérité c'est que la vente des places existe, c'est malheureusement certain, mais ce sont de mauvais dirigeants qui se mettent en cheville avec des proches du titulaire (*dueño*) de la place pour qu'il la vende.... Mais le fond du problème, c'est que le travailleur *transitorio* cherche à n'importe quel prix à avoir du travail et le mauvais leader profite du sous-emploi...", interview de J. Hernandez Galicia, Ramirez Heredia, *La otra cara del petroleo; reportaje : la "Quina", un sindicato de controversia*, Ed. Diana, 1979.

<sup>2</sup> Prévôt Schapira, M. F., 1981, *Pétrole et nouvel espace industriel au Mexique : Coatzacoalcos-Minatitlan*, thèse de 3ème cycle, Paris III.

<sup>3</sup> Médard, J. F., 1976, Le rapport de clientèle, du phénomène social à l'analyse politique, *Revue Française de Science Politique*, vol. 26, n°1.

<sup>4</sup> "Nous autres nous ne sommes pas devenus des pétroliers, nous sommes nés pétroliers et nous sommes fils et petit-fils de pétroliers; et nos fils seront aussi pétroliers, et ceux qui nous écoutent peuvent comprendre la dimension que nous donnons à notre expression quand nous disons 'la grande famille pétrolière', Discours prononcé par O. Torres Pancardo, dirigeant de la section 30, lors de la visite à Poza Rica du candidat Miguel de la Madrid, 10 décembre 1981.

Ce réseau de clientèle s'est étendu à une partie des cadres de l'entreprise qui, localement ont eu intérêt à être en bons termes avec le syndicat tout-puissant. Ces alliances se sont nouées autour de l'attribution à des entrepreneurs locaux ou régionaux des contrats de sous-traitance de Pemex dont une partie revient en priorité au syndicat<sup>1</sup>. Le monde des entrepreneurs (*contratistas*) qui effectuaient les travaux pour Pemex était identifié à la corruption et aux pots-de-vin. Evoluant entre PEMEX et le syndicat, ces entrepreneurs ont formé un cercle proche du cacique. D'ailleurs, un certain nombre d'entre eux ont été entraînés dans sa chute<sup>2</sup>. L'importance des investissements contrôlés par le syndicat, aussi bien au niveau de la construction, que du transport des produits pétroliers et des achats de fourniture, explique les relations ambiguës que la bourgeoisie locale a entretenues avec le pouvoir pétrolier et son *leader*<sup>3</sup>. En effet, si la société locale de Tampico a longtemps tenu à rester sur son quant-à-soi par rapport au monde des "pétroliers" de Ciudad Madero, les intérêts brassés par le syndicat, notamment dans les années d'expansion, ont pris peu à peu nombre de ses membres éminents dans ses filets. A partir des années 1980, c'est au sein de cette "société locale" - qui comprend les familles qui comptent pour reprendre l'expression d'un de ses représentants - que "l'homme de Madero" trouve des alliés qui feront leur carrière politique et s'enrichiront à l'ombre de sa protection.

En revanche, l'adhésion des colonies populaires du nord de l'agglomération a été explicite et fortement affective car nous le verrons plus loin à un moment où, en raison de la crise, l'Etat laissait les quartiers populaires à l'abandon, le syndicat s'y implantait de plus en plus solidement en développant un programme d'assistance et d'aide aux populations les plus démunies. Le plan Révolution urbaine Tampico-Altamira (RUTA), élaboré et financé par la section 1 du STPRM, avait

---

<sup>1</sup> La clause 36 du contrat collectif de travail introduite sous Aleman en 1947 donne la priorité au syndicat et à ses entreprises ou à ses sous-traitants pour la réalisation d'une partie des travaux de construction et pour le transport des produits pétroliers. Cette clause a été une source considérable d'enrichissement, notamment dans les années d'expansion pétrolière.

<sup>2</sup> Les liens entre les responsables de l'entreprise, les *contratistas* et le syndicat ont été particulièrement étroits lorsque Diaz Serrano, ami personnel de J. Lopez Portillo a été directeur de PEMEX (1976-1981). L'entreprise de construction de ce dernier avait connu sa période d'expansion dans les années 50 lorsqu'il était un proche de P. Merino, intendant de la zone pétrolière de Poza Rica. C'est alors qu'il avait mis en place un réseau de relations qui l'unissait fortement au secteur privé et à l'industrie nord-américaine. Toute l'équipe de Diaz Serrano est tombée sous le coup de poursuites judiciaires après son arrestation en 1981. Les relations de clientèle et d'amitiés au sein du monde des cadres, des ingénieurs et des techniciens de PEMEX ont été étudiées par L. M. Farias : *Les labyrinthes du pouvoir pétrolier : cadres et dirigeants de PEMEX de 1976 à 1983*, Document du CREDAL, 1987.

<sup>3</sup> Prévôt Schapira, M. F., 1990, Société locale et corporatisme dans la région de Tampico-Ciudad Madero, *Pour l'étude du pouvoir local dans le Golfe du Mexique*, Document du CREDAL.

permis d'introduire des infrastructures dans les nouvelles colonies et de distribuer des "dons" en argent ou en nature (semences, alimentation bon marché) aux populations pauvres. La puissante Fédération des colons du Sud du Tamaulipas passe alors sous le contrôle des pétroliers, ce qui leur permet de prendre pied à Tampico et d'y imposer leurs candidats.

Par ailleurs, la relation clientéliste suppose une certaine réciprocité, qui s'inscrit cependant dans un échange inégal et un rapport de force ambigu. Cette relation pourrait être résumée ainsi : pour les travailleurs, des voix contre du travail et un bon contrat collectif, puis, lorsque que la clientèle s'élargit aux quartiers populaires et aux campagnes alentour, contre des équipements, des promesses, des protections.

Ainsi, le *leader* s'était placé dans la région en position de "grand électeur". Cependant, le pouvoir de l'homme fort n'était pas lié à un poste officiel qui aurait été bien en deçà du pouvoir réel dont il disposait. En revanche, c'est lui qui, depuis la fin des années 60 a "nommé" présidents municipaux, députés et sénateurs de la région. Dans ce dispositif, le municipale a constitué sans aucun doute la base territoriale où s'est ancré le pouvoir pétrolier. Cette juridiction politico-administrative correspondait le plus souvent - en tout cas avant le *boom* pétrolier - à celle de la section, de telle sorte que le pouvoir municipal a été dominé par le pouvoir syndical au point de se confondre avec lui. A partir des bastions municipaux, le pouvoir s'est élargi à l'ensemble du *Solido Sur* du Tamaulipas et, de fait, de manière plus ou moins transparente les hommes du syndicat (*su gente*) ont verrouillé le jeu des différents niveaux de pouvoir : postes d'élection, instances locales d'arbitrage du travail, universités ("milices" étudiantes au service du *leader*), syndicats, organisations d'habitants et assemblées de paysans, etc.

Cette relation de contrôle et de domination impose des obligations morales au "bienfaiteur", sinon, il perd de sa légitimité. D'origine modeste, issu du monde pétrolier<sup>1</sup>, il tirait ses ressources de son milieu, celui de PEMEX et du contrôle qu'il maintenait sur l'ensemble des territoires pétroliers. Ce contrôle reposait sur les vieilles formes de sociabilité (amitié, parenté, loyauté) mais aussi sur la coercition et la violence ouverte. Ainsi J. Hernandez Galicia recevait publiquement tous les soirs dans son *patio* les populations pour écouter leurs requêtes et donner aide et conseils, tel un sage qui arbitre et distribue les faveurs.

---

1 - "Un authentique travailleur d'humble origine", C'est ainsi que Hector Aguilar Camín présente le *leader* pétrolier dans son roman, *Morir en el Golfo*, Oceanos, 1985, traduction aux Editions du Seuil, 1992.

Cette image était encore renforcée aux yeux de certains par la philosophie "naturiste" qu'il développa avec insistance<sup>1</sup>.

Outre les dispositions du contrat collectif qui avaient permis d'obtenir de nombreux avantages pour les travailleurs pétroliers<sup>2</sup>, le "guide moral", le "bon cacique", comme il était appelé, avait mis en place un système de redistribution qui reposait sur la confiscation d'une partie de la rente pétrolière au profit de sa clientèle. Ici, il faut évidemment évoquer "le système pétrolier" qui avait été implanté dans les années 60 dans le fief de Ciudad Madero et qui s'était étendu ensuite à l'ensemble de l'archipel pétrolier. L'idée qui sous-tendait ce projet était que le syndicat, à partir de fonds provenant de PEMEX, des cotisations syndicales et de diverses formes de prélèvement que l'on pourrait qualifier de "tribut syndical", contrôlait les circuits commerciaux et productifs des régions pour fournir aux travailleurs et à leur famille des produits et des services meilleur marché. Avec l'enrichissement du syndicat et le contrôle exercé sur la main-d'œuvre "gratuite" en attente d'emploi à un moment de forte embauche, le projet devient un véritable système à vocation totalitaire et autarcique au bénéfice d'une clientèle élargie aux populations des régions pétrolières. La manne des années 1970 a permis d'y multiplier les entreprises de production, de construction, les programmes de logements, les restaurants, les centres de loisir du syndicat, les entreprises agricoles et les contrats avec les *ejidatarios* de la région pour approvisionner les magasins du STPRM<sup>3</sup>. Ainsi la boucle était bouclée.

Au fur et à mesure que s'étendait l'emprise économique, que s'élargissaient les clientèles mais aussi se renforçait l'usage de la violence, le système s'apparentait de plus en plus à un système maffieux. Une véritable chape de plomb pesait sur les travailleurs pétroliers et les sociétés locales de ces régions. Toute tentative d'opposition syndicale a été réprimée par la force et les autorités du travail ont fermé les yeux sur les coups de force syndicaux ainsi que la justice sur la mort "accidentelle" d'opposants ou des *leaders* rivaux. De même, dans les bastions pétroliers, à un moment où le pays s'ouvrait au pluralisme, toute forme de vie politique locale était muselée. De fait, c'est à travers la

---

<sup>1</sup> Philosophie à laquelle il avait donné une forte publicité en construisant à Ciudad Madero, au bord de la mer, un vaste complexe naturiste pour les travailleurs et la population de la région.

<sup>2</sup> "Quand nous voyons des syndicats forts comme Mexicana de Aviación, Aeromexico ou ceux des téléphonistes et des travailleurs du cinéma obtenir entre 15% et 18% d'augmentation et qu'à nous on nous donne 40%, cela signifie que notre syndicat continue d'être à la tête du mouvement national ouvrier et en dépit des attaques injustifiées venues de l'intérieur et de l'extérieur, nous continuerons à aller de l'avant". Discours prononcé par A. Lopez Ramos, leader de la section 38, après la signature du contrat collectif, en 1983, en pleine crise.

<sup>3</sup> Cf. Prévôt Schapira, M. F., 1987, Les travailleurs du pétrole au Mexique : Pouvoir syndical, mobilisation de la force de travail et gestion de l'espace, *Cahiers de Sciences Humaines*. ORSTOM, 23 (2), 273-286.

défense de lieux exclusifs de la "bonne société" (club Rotary, société de Bienfaisance, casino de Tampico) ou à travers l'action de l'Eglise dans les quartiers populaires que s'est exprimée une certaine forme de résistance au pouvoir pétrolier. Autour des associations caritatives de l'Eglise, des organisations d'entrepreneurs et de la création d'une université privée financée par le mécénat entrepreneurial, une partie de l'élite locale a tenté de créer des espaces pour maintenir "la frontière invisible" entre elle et les pétroliers et gagner prise, à côté de l'Etat et du syndicat, sur le territoire.

Au lendemain du 10 janvier 1989, les positions mêlées de la société locale révèlent la nature des liens ambigus qui s'étaient tissés entre l'élite et le *leader*. Deux thèses s'affrontèrent. D'une part, celle qui mit l'accent sur le marasme économique qu'allait entraîner l'arrestation du cacique. On découvre en lui le "bienfaiteur" d'une région où il s'était substitué à l'Etat. De fait, une large partie de la société avait appris à composer avec le *leader* pétrolier et à s'accommoder de son "ordre", en dépit des réticences morales et classistes qu'il suscitait. De l'autre, la thèse adverse qui défendit l'idée que le caciquisme avait été un facteur de retard pour la région sans autonomie et sans initiative, et un frein aux investissements privés et à ceux de la Fédération. L'événement a été vu par tout un pan de la société comme l'occasion de moderniser la vie politique à un moment où le discours présidentiel encourageait à la libération des contraintes corporatistes et à la démocratisation. Cette thèse sous-tendait l'idée que pouvait s'ouvrir désormais un espace public local où les notables locaux redeviendraient des médiateurs obligés, mais dans une relation inversée : "les fonctionnaires, les maires, les juges sont désormais tenus de mettre leur *proximité* au service d'une *distanciation publique* des antagonismes locaux, des normes locales, des vies de métier"<sup>1</sup>.

Si la chute du *leader* a permis que s'entrouve un espace public local, et les récents succès du Parti d'action nationale (PAN) dans la ville de Tampico en témoignent, les anciens réseaux restent puissants et dominant encore fortement le jeu local, trouvant refuge pour une partie d'entre eux sous la bannière de l'opposition.

### **Le contrôle des colonies populaires dans la mire du pouvoir : d'un clientélisme à l'autre?**

Avec la forte urbanisation à partir des années 50, les quartiers d'invasion ont été le lieu privilégié du patronage politique du PRI qui a assuré son emprise sur les populations urbaines à travers le contrôle de l'usage des sols. W. Cornelius analysant ce phénomène dans la ville de

---

<sup>1</sup> Cf. Cottreau, A., 1992, "Esprit public" et capacité de juger, Pouvoir et légitimité, figures de l'espace public, *Raisons pratiques*, 3.

Mexico a mis en évidence la figure essentielle du cacique urbain, du *leader* de quartier, dans ce processus<sup>1</sup>. C'est l'intermédiaire qui négocie auprès des autorités la régularisation des titres de propriété et la desserte en services publics, en contrepartie de l'allégeance des occupants.

Dans la région de Tampico-Ciudad, c'est sous le patronage du syndicat que s'est étendue l'urbanisation. En effet, la richesse du syndicat liée à la période du *boom* pétrolier a permis de déplacer les frontières du pouvoir. L'emprise territoriale qui s'était dans un premier temps fait sentir de manière classique sur la ville ouvrière de Madero a ensuite débordé sur les campagnes et les communes environnantes. C'est dans cette stratégie de "conquête territoriale" et d'extension de la clientèle en dehors du milieu pétrolier, qu'il faut resituer l'organisation de nouveaux réseaux dans les quartiers d'invasion situés dans la commune voisine d'Altamira, au nord de la ville<sup>2</sup>. C'est là qu'à la fin des années 1970, la construction d'une vaste zone industrialo-portuaire avait cristallisé les rivalités inter-syndicales pour le partage des territoires. La commune d'Altamira devint alors l'espace des enjeux et des conflits entre les pétroliers, les dockers et les travailleurs de la construction pour contrôler l'embauche et les nouveaux venus attirés par l'offre d'emploi des grands chantiers publics. Paradoxalement, les aléas du port industriel ont déterminé le panorama local d'une emprise territoriale croissante du STPRM. La crise qui s'abat sur le pays au début du sexennat de Miguel de la Madrid (1982-1988) marque l'arrêt brutal des grands travaux et des investissements publics dans la conurbation et plonge la région qui avait attiré des milliers de migrants, dans une forte récession. Ceci s'est traduit, selon les chiffres de l'Institut de la statistique (INEGI), par un des plus forts taux de chômage et de sous-emploi du pays<sup>3</sup>. Ainsi, pendant ces années de crise, les pétroliers qui avaient accumulé richesse et pouvoir durant le *boom* pétrolier et qui ont continué à recevoir des prébendes jusqu'à la rupture de 89, sont restés la seule force économique

---

<sup>1</sup> Cf. Wayne Cornelius, 1976, *El Mexico contemporáneo : analisis estructural del caciquismo urbano*, Luis Unikel y Andres Necochea (comps.), *Desarrollo urbano y regional en America Latina*, Fondo de Cultura Economica, Mexico, 1976.

<sup>2</sup> Cette partie reprend dans une large mesure le travail réalisé dans le municipe d'Altamira en collaboration avec Pépin Lehalleur M. dans le cadre de l'ASP CNRS/ORSTOM sur les nouvelles configurations du pouvoir local dans le Golfe du Mexique. et dont les premiers résultats ont été publiés, Cf. Pépin Lehalleur, M.F Prévôt Schapira, *Cuclillos en un nido de gorrion : espacio municipal y poder local en Altamira*, *Estudios Sociologicos*, Colmex, 2ème semestre 1992.

<sup>3</sup> Cf. Jáquez, A., 1992, *Reacción ante el deteriro en la región*, Gente de la Quina, elegida en Ciudad Madero, Tampico y Altamira, *Proceso*.

"Cette ville, de toute manière, a été marquée par un avant et un après la chute de la Quina - le 10 janvier 1989. Avant : un fleuve de billets qui coulèrent à flot, des fonds publics et privés, qui amenèrent emplois et ressources pour beaucoup; *habia bonanza*, reconnaissent aujourd'hui même les ennemis de Hernandez Galicia. Après, le sous-emploi croissant, la chute des activités commerciales, le fief animé et prospère de la Quina est aujourd'hui une ville morte".

et le seul pouvoir capables de rallier les populations urbaines peu intégrées, sur des projets "d'amélioration" de leur condition de vie, "qui leur donnent dignité"<sup>1</sup>. Ces populations se sont installées dans le nord de l'agglomération, sur des terres privées ou de la réforme agraire (*ejidales*) dont beaucoup avaient perdu leur usage agricole du fait de la proximité de la ville de Tampico et du développement d'un corridor industriel.

Cette avancée du front urbain a été largement activée et canalisée par le *leader* pétrolier, relayé ensuite par les autres syndicats ouvriers et tout un petit monde de fonctionnaires, d'hommes de loi dont l'intervention a servi à donner une apparence de légalité aux invasions. Dans ce processus d'occupation s'est succédé toute une série d'illégalités. Les parcelles de terres de la réforme agraire théoriquement inaliénables sont "achetées" avec l'aval des autorités locales et des assemblées *ejidales*. Ces ventes seront par la suite contestées, ce qui contribuera à l'imbroglie foncier dans cette grande *suburbia*. Le *leader* pétrolier a été un des principaux "acheteurs" de terres. Leur distribution commence par la clientèle pétrolière - travailleurs et petits *leaders* dans la mouvance - et s'élargit ensuite aux autres syndicats de la CTM, dans une fragmentation des terrains qui suit la séquence clientéliste, descendant du plus grand *leader* aux plus petits.

De ces vastes étendues loties, seule une partie des lots sont alors occupés. Les autres sont mis en réserve par les premiers bénéficiaires, à un moment où la demande en terre urbaine s'accroît. Cette pression débouche, dans un second temps, sur des vagues d'invasion, soigneusement planifiées et organisées par de petits *leaders* qui ont réussi à travers des accords plus ou moins formalisés avec le monde syndical - plus précisément avec les pétroliers dont le pouvoir était alors incontournable - ou les autorités *ejidales*, à mettre la main sur une portion de terre urbaine. Les plus autonomes, ceux qui avaient réussi à faire affaire seuls, ont bénéficié à tout le moins d'un accord tacite. Ce réseau de dirigeants de quartiers - des femmes, le plus souvent - a ainsi permis au pouvoir pétrolier d'avoir prise sur cette population urbaine flottante, sans travail et sans logement. Lorsque la rumeur "publique" court (*la voz corre*) et parle de terrains disponibles, le pouvoir pétrolier laisse faire. On peut d'ailleurs se demander si cette rumeur, qui, aux dires des occupants, est arrivée jusqu'au fin fond des régions pétrolières de la Huastèque, n'a pas été orchestrée par eux. Quoi qu'il en soit, des listes de sollicitants sont dressées. Les futurs occupants coopèrent en apportant chaque dimanche une certaine somme d'argent qui leur donne droit à participer à l'invasion soigneusement programmée, jusqu'à ce qu'un jour on les prévienne de se munir de pioches et autres instruments pour "prendre possession" des terrains vacants. Ces invasions réalisées avec plus ou moins de violence s'inscrivent dans la logique d'expansion du pouvoir pétrolier tout au long des années 1980 pour contrôler les

---

<sup>1</sup> Cf Interview d'une dirigeante de quartier de la colonie Miramar, Altamira, août 1991.

nouveaux territoires qui cernent les industries et le port et inscrire le municipe d'Altamira dans la carte des bastions du pouvoir pétrolier.

Les forces locales du municipe ont été partagées entre tirer parti des bénéfices de la participation aux mécanismes de distribution de terre et de camouflage juridique, ou résister lorsque leurs engagements rendaient incompatible une alliance avec ce pouvoir. Dans l'ensemble, la croissance urbaine a été perçue comme une opportunité pour de nombreux secteurs. L'appui financier et politique apporté par le syndicat pétrolier aux *ejidos* de la région a permis de rallier le secteur paysan mis hors jeu par la dynamique urbaine et industrielle. Nombre de petits "notables" - juges, policiers, instituteurs, dirigeants d'associations officielles de colons - ont activement participé à ce processus. En revanche, la petite élite politico-syndicale qui s'est sentie menacée par la possible mainmise du pouvoir pétrolier a eu une attitude plus ambiguë. Bien qu'elle se soit à sa manière impliquée dans ce processus, elle a cherché dans le même temps à garder une certaine indépendance vis-à-vis du pouvoir pétrolier, en vain. Les autorités municipales en place ont dû faire acte d'allégeance sous peine d'être emportées<sup>1</sup>.

L'année 1989 a signifié pour la région et en particulier pour Altamira une redéfinition des rapports de force qui interviennent au niveau local. L'élimination du cacique pétrolier peu après l'élection présidentielle de juillet 1988 crée un vide, libère un espace que les autorités locales, impliquées d'une manière ou d'une autre dans cette urbanisation "sauvage", tentent d'occuper. Evidemment ce qui se passe dans la région ne peut pas être dissocié de l'évolution générale du pays, de la volonté de moderniser le système et d'éliminer ce qui fait obstacle à son projet de modernisation. L'arrestation du *leader* avec occupation militaire de la ville marque le dénouement d'une partie de "bras de fer" qui s'était engagée entre le syndicat et le gouvernement durant le précédent sexennat. A une période d'excellentes relations sous la présidence de J. Lopez Portillo (1976-1982) avait succédé une période de tensions et de conflits liés à la décision de la nouvelle équipe au pouvoir de rationaliser la gestion de Pemex, de lutter contre la corruption et de revenir sur les privilèges et les prébendes accordés au syndicat durant l'expansion pétrolière<sup>2</sup>. La bataille a été menée par le Ministre de la programmation et du budget d'alors, Salinas de Gortari; et aux élections de 1988, le STPRM appuie à mots couverts le candidat de l'opposition cardeniste. Les résultats dans les zones pétrolières sont venus confirmer la fin de l'alliance entre le centre et la périphérie pétrolière,

---

<sup>1</sup> Interview du président municipal de l'époque, dirigeant de la section locale du syndicat de la construction, août 1991. Ce dernier n'était pas un candidat du *leader* pétrolier. Son élection a donné lieu à de violentes manifestations de colons et d'*ejidatarios* - avec occupation du palais municipal - durant plusieurs semaines, jusqu'à ce qu'il aille faire acte d'allégeance à Ciudad Madero.

<sup>2</sup> Cf. Prévôt Schapira, M. F. Après les élections, *op. cit.*

alliance qui avait donné force au caciquisme et au système. Si cette arrestation peut être interprétée comme un règlement de compte avec celui qui avait défié les règles non écrites du système, elle signifie également la volonté de rompre avec les vieux caciquismes et les formes d'organisation et de contrôle territorial qui n'apparaissent plus efficaces dans cette période de modernisation.

A Altamira, l'arrestation du "bon cacique" a créé un immense désarroi dans les colonies, à un moment où le processus d'occupation battait son plein. Et, d'ailleurs, une invasion programmée a eu lieu au lendemain de son arrestation. Dans un premier temps, de nombreux *leaders* sont arrêtés ou recherchés et ce qui avait été toléré jusque-là ne l'est plus. Les organismes de planification urbaine de l'Etat arrivent en force pour "normaliser" la situation. Cependant, dans la mesure où les dirigeants de quartiers sont nécessaires au "centre" pour reprendre pied dans ces territoires, il apparaît plus rentable de les faire sortir de prison, sous caution, en échange de leur discipline. Les dirigeants de quartier "repentis" connaissent bien la situation sur le terrain et vont ainsi permettre d'entrer dans un processus de légalisation, de valider *a posteriori* les actes illégaux, de canaliser la mobilisation populaire dans les programmes mis en place par le gouvernement de l'Etat du Tamaulipas et la Fédération. En d'autres termes, au personnel politique proche du *leader*, on donne l'opportunité de participer à la nouvelle dynamique, de mettre ses réseaux de loyauté au service de la nouvelle politique. Cette attitude du gouvernement municipal et de l'Etat, impulsée par le "centre", répond sur le terrain à une situation bien différente de celle qui avait produit les invasions dans les années 1980. Les *leaders* intégrés au réseau pétrolier étaient alors les seuls à pouvoir donner une parcelle à ceux qui aspiraient à quitter les garnis chers et exigus des quartiers dégradés de Tampico. "Constituer un patrimoine pour les enfants", "avoir un lieu où s'enraciner" avaient été pour les pauvres du vieux centre urbain comme pour les nouveaux venus un objectif prioritaire. Une fois installée, les besoins de la population sont autres. Elle veut un titre de propriété et des services. Ceci la fait entrer dans la sphère du droit : ce sont désormais les services techniques de l'Etat et de la Fédération et les autorités élues de la municipalité qui peuvent offrir une réponse.

Les actions du programme de l'Etat *Volonté et Travail* qui précède le programme national de Solidarité (Pronasol) ont canalisé d'importantes sommes d'argent pour introduire l'eau et l'électricité. Le gouvernement apporte 50% des fonds et la population l'autre moitié. L'action collective s'organise au niveau de chaque quartier et ceci nécessite un *leader* qui vive dans la colonie, partage les conditions de ses voisins, et soit un médiateur entre l'Etat et la population. La figure du *leader* change et perd en partie de son caractère à la fois caché et imposé. On attend de lui qu'en échange des réponses données aux demandes de la population du quartier, il apporte votes et tranquillité

dans une région où la chute de "l'homme fort" avait provoqué amertume, rancœur et entraîné une montée de l'opposition.

Dans cette alliance conclue entre les petits *leaders* "réhabilités" et l'instance municipale plus ou moins compromise avec l'ancien pouvoir, l'offre présidentielle de mettre en place le programme *Solidarité* en août 1990, a été reçue avec méfiance<sup>1</sup>.

Lors du lancement du Programme national de Solidarité, Carlos Salinas de Gortari déclare "l'objectif central de la Révolution mexicaine, à savoir la justice sociale, n'a pas été atteint". Le terme Solidarité revient à en appeler à des formes d'entraide associées aux appartenances "traditionnelles". Il ne s'agit pas de promouvoir seulement des équipements sociaux, mais de susciter de nouvelles modalités de participation. Le projet est donc autant politique que social. La gageure du programme réside avant tout dans sa prétention à prendre appui sur une participation effective de la population. L'idée est qu'il appartient à celle-ci de définir elle-même les nécessités les plus pressantes. Pour cela, elle est encouragée à former des comités de Solidarité non partisans. Il revient désormais aux comités de suggérer les projets les plus urgents, mais il leur incombe aussi d'apporter leur contribution à leur réalisation soit en travail, soit en argent. En faisant dépendre la réalisation du programme de la participation de la population, le gouvernement vise à modifier les habitudes qui mènent à tout attendre des initiatives du pouvoir. Ces nouvelles formes de redistribution qui misent sur la participation de la population coupent-elles l'herbe sous le pied à un clientélisme qui avait tiré sa force de la faible organisation des acteurs sociaux dans un système de consommation plus que de production<sup>2</sup>?

Divers secteurs n'ont pas manqué de dénoncer un retour à un style populiste destiné à compenser les conséquences de la politique économique néo-libérale et à redorer le blason du PRI, d'étayer la légitimité sur autre chose que le suffrage. A travers certaines de ses mesures, le programme donne le sentiment de proclamer un nouvel accès à la citoyenneté. Ce n'est pas un hasard s'il a été lancé d'emblée une vaste opération de régularisation des titres de propriétés dans les quartiers d'invasion. C'était une manière d'apaiser certaines tensions les plus vives mais aussi de faire entrer de larges secteurs dans la sphère du droit.

Vieilles méthodes populistes ou nouvelles formes de participation? Les fonds dont disposent les autorités de Pronasol permettent de se créer une clientèle et de déplacer si besoin est les groupes locaux qui ne s'aligneraient pas sur les idées de modernisation politique et économique de l'équipe actuelle<sup>3</sup>. La modernisation saliniste

---

<sup>1</sup> Cf. Pécaut, D., Prévôt Schapira, M.F., 1992, La recherche d'une nouvelle légitimation : le Programme national de Solidarité, *Problèmes d'Amérique latine*, nouvelle série n°5.

<sup>2</sup> Touraine, A., 1988, *La parole et le sang, politique et société en Amérique Latine*, Ed. Odile Jacob.

<sup>3</sup> Cf. Dresser, D., 1992, Pronasol : los dilemas de la gobernabilidad, *El Cotidiano*.

a signifié la remise en cause de certains privilèges locaux. La bureaucratie du Pronasol se présente comme garante du droit. Cependant, cette recentralisation du pouvoir n'est pas exempte de procédures manipulatoires de patronage. Autrefois le centre s'appuyait sur les relais locaux, aujourd'hui, il s'appuie sur la structure du Pronasol. Dans ce programme, l'État canalise la possibilité d'obtenir les services urbains et de régulariser la terre. Il ne s'agit plus de mobiliser les masses mais de gagner le vote sur des faits concrets, car le vote est de moins en moins contrôlé comme autrefois par l'appareil corporatiste et les populations retirent leur appui lorsqu'il n'y a rien à redistribuer. Cette forme de "clientélisme rénové" s'est moulée, quand cela était possible dans les réseaux visibles et invisibles existants, ce qui lui a assuré sans aucun doute une certaine réussite, et, de ce point de vue, les formes de clientélisme semblent éminemment adaptables à la modernisation libérale. En revanche, lorsque les pouvoirs locaux et les réseaux en place se sont montrés hostiles à cette forme de modernisation qui menaçait à terme ce qu'ils considéraient de leur domaine privé, le Pronasol a créé une structure parallèle car les moyens financiers dont il dispose lui permettent de déplacer les pouvoirs récalcitrants.

A Altamira, l'idée d'élire des comités Solidarité sur des bases démocratiques et non partisans a été vécue comme une menace de déstabilisation des réseaux en place.

De fait, les relations clientélistes existantes du temps du *leader* pétrolier ne sont pas abandonnées, mais elles sont canalisées dans une structure de médiation - les comités Solidarité - explicitement liée à l'appareil municipal et au parti (PRI). Cette structure a été décisive dans les processus de régularisation et dans l'introduction des infrastructures.

La conception qui présidait à l'organisation des fiefs pétroliers était fondée sur la prestation «gratuite» de certains services et sur l'allégeance des populations démunies au pouvoir du cacique pétrolier. Avec le programme Solidarité s'impose l'idée de petits travaux, quartiers par quartiers, qui se construisent avec la participation de la population et au prix coûtant (fin des services subventionnés). Ainsi, ce nouveau modèle requiert des modalités d'organisation sociale plus flexibles - plus "démocratiques" pour reprendre le discours officiel - d'où peuvent surgir les initiatives. Le contrôle social et politique ne s'inscrit plus dans la structure même de l'organisation sinon dans l'obligation qu'ont les populations de participer, sous peine de se voir exclues de l'accès aux nouvelles formes de politiques publiques. A Altamira, la formation des comités créa des turbulences, mais dans l'ensemble, le programme Solidarité a été d'une extrême efficacité pour reprendre pied dans les zones populaires.

En revanche, les anciens réseaux exclus du pouvoir sont toujours actifs parmi les travailleurs pétroliers et la bourgeoisie locale, car les pratiques qui liaient la clientèle au patron n'ont pas disparu avec lui. Les réseaux se recomposent dans leur opposition au gouvernement actuel,

dans une alliance locale Parti d'action nationale et Front cardéniste fortement ambiguë, fondée sur des relations qui s'organisent selon des logiques autres que les logiques partisans : localisme, fidélité au vieux cacique, réflexe nationaliste contre la privatisation du pétrole, hostilité aux nouvelles orientations PRI ou/et volonté d'ouvrir le jeu démocratique. Ces nouvelles alliances sont révélatrices de l'amertume et du désarroi des groupes qui formaient le ciment de ces enclaves corporatistes et qui se voient abandonnés par l'Etat.

Le devenir du corporatisme se trouve aujourd'hui au centre des débats. La politique de Salinas a sérieusement entamé sa force. Cependant, les modes de relations fondés sur les vieux principes de la loyauté, l'amitié, la parenté, n'ont pas disparu. Ils resurgissent sous d'autres formes. Le patronage politique se déplace, avec Solidarité, de l'usine vers les territoires de la pauvreté. Le discrédit et le délabrement croissant depuis des années des piliers corporatistes du régime nécessitaient la mise en place de nouvelles médiations, sous peine d'un isolement du pouvoir. Sans abandonner les relations clientélistes, on les officialise dans une configuration territoriale qui s'écarte définitivement du moule syndical. La stratégie de Solidarité, mise en place depuis le centre a promu l'émergence de nouvelles structures - les comités Solidarité - qui quadrillent de manière exhaustive le territoire et passent quand, ceci est nécessaire, à côté des anciens découpages des corporatismes et des caciquismes.

Ce travail a été réalisé dans le cadre du programme MRT, autour du clientélisme en Amérique latine, dirigé par le professeur J. P. Berthe.

## **Bibliographie**

- GUERRA, F. X., 1985, *Le Mexique de l'Ancien Régime à la Révolution*, l'Harmattan, 2 tomes.
- KAUFMAN, R., 1987, Corporatism, clientelism and partisan conflict : a study of seven latin american countries. J. Malloy (Ed.), *Authoritarianism and corporatism in Latin America*, Pittsburg University Press.
- MÉDARD J. F., 1976, Le rapport de clientèle, du phénomène social à l'analyse politique, *Revue Française de Science Politique*, vol 26, nn°1.
- PRÉVÔT SCHAPIRA M. F., 1984, Espace pétrolier, espace syndical dans le Golfe du Mexique, *l'Etat aménageur en Amérique latine*, Travaux et mémoires de l'IHEAL, n°35.
- PRÉVÔT SCHAPIRA M. F., 1993, Le syndicalisme mexicain : quelles nouvelles règles du jeu ? Prévôt Schapira, J. Revel-Mouroz (Coord.), *Le Mexique à l'aube du 3ème millénaire*, Travaux et Mémoires de l'IHEAL.
- WAYNE C., 1976, El Mexico contemporaneo : analisis estructural del caciquismo urbano, Luis Unikel y Andres Necochea (comps.), *Desarrollo urbano y regional en America Latina*, Fondo de Cultura Economica, Mexico.

## L'IDENTITÉ CULTURELLE DU MEXIQUE

Paul Claval

*Université de Paris-Sorbonne*

Les sujets abordés dans ce numéro sont variés, et concernent une grande partie du Mexique : la métropole fédérale, saisie dans une de ses extensions populaires récentes, Chalco (Juarez et Combani), le Chiapas, que la révolte indienne vient de mettre à l'actualité (Pépin Lehalleur), la frontière américaine, bouleversée par sa rapide croissance économique et démographique (Rivière d'Arc), et la côte Atlantique, évoquée à travers un municipe installé à flanc de montagne (Hoffman), ses districts pétroliers (Prévôt-Schapira), et des campagnes partagées entre agrumiculture et élevage (Marchal et Pépin Lehalleur). Des régions manquent, le Yucatan, le versant Pacifique, les vieilles zones minières en déclin, mais le but était autre : saisir les transformations en cours, montrer les forces qu'elles mettent en œuvre, et les problématiques qu'elles rencontrent (Marchal). Les textes qui précèdent donnent un bon éclairage sur les difficultés auxquelles ce pays en voie de modernisation rapide est confronté.

Ces articles privilégient l'étude de la mobilité. Celle-ci témoigne à la fois des vieilles solidarités locales et familiales, des mutations géographiques qu'entraînent la création de nouveaux équipements et le développement des infrastructures de transport. Elle reflète le souci d'accès à la propriété des populations et leur volonté de promotion sociale : c'est un excellent indicateur du changement et un révélateur très sensible aux tensions sociales.

Deux thèmes dominent les débats actuels : la question foncière (Cambrézy), et les problèmes du clientélisme (Prévôt-Schapira). Ils renvoient au niveau le plus profond des réalités mexicaines, à des questions qui sont au centre de ses spécificités.

1- Les rapports que les Mexicains entretiennent avec leur territoire national sont sans ambiguïté, le sentiment de solidarité est fort, et l'Etat est accepté par toute la population. Mais, à l'échelle inférieure, tout devient flou : la diffusion de la propriété privée n'a pas éliminé l'idéal indien de possession collective des terres; la rivalité entre les deux systèmes, et le rôle prépondérant de l'Etat central dans les conflits qui en résultent, expliquent à la fois l'imprécision des délimitations administratives et le faible rôle des instances municipales (Cambrézy). L'absence d'autonomie locale résulte ainsi de l'impossible conciliation de deux rapports à la terre dont la logique est opposée.

2- La question foncière est inséparable du clientélisme : l'absence de petite propriété paysanne stable livre l'agriculteur isolé aux grands

possédants; les communautés n'échappent à cette dépendance que si elles ont le soutien de l'Etat central. La politique de celui-ci a beaucoup fluctué, son aide est intermittente. Les régions à forte minorité indienne, comme le Chiapas voient alors leurs structures inégalitaires se reproduire indéfiniment.

La relation de dépendance ne caractérise pas seulement le monde agricole. La Révolution et l'action du Parti Révolutionnaire Institutionnalisé se proposaient de réformer en profondeur la société mexicaine par l'élimination de la *hacienda* et des rapports inégaux qu'elle engendrait. Par une ironie dont l'histoire est familière, le nouveau régime a fait naître un clientélisme public qui s'est substitué à l'ancien plus qu'il ne l'a éliminé. Il est lié au rôle des syndicats. Mme Prévôt-Schapira en démonte le mécanisme dans son analyse des zones d'exploitation pétrolière : seul le syndicat des travailleurs de la PEMEX était capable, au début des années 1980, de fournir des terrains et du travail à ceux que la nouvelle activité attirait : le pouvoir dont disposait la centrale tenait au monopole de l'embauche, qui lui avait été donné. Il venait aussi de sa capacité à ouvrir à la construction des terres *ejidales*, en principe inaliénables.

La difficulté d'accéder au foncier explique les formes que prend le développement des quartiers pauvres de Mexico : elle est à l'origine des invasions, et de leur reconnaissance ultérieure.

La modernisation en cours ébranle les vieilles structures du Mexique : des formes de démocratie locale sont en train de se développer sur les ruines du clientélisme syndical dans les zones pétrolières de l'Est - mais elles prennent souvent la forme d'un nouveau clientélisme, celui que le pouvoir fédéral a suscité en lançant le programme PRONASOL. Les agrumiculteurs, de petits exploitants généralement, se montrent par bien des côtés plus dynamiques que les éleveurs de la communauté voisine, où les grands exploitants dominent pourtant. Sur la frontière américaine, une société nouvelle est en voie de formation,

L'option libérale responsable de la mutation contemporaine déstabilise profondément les régions traditionnelles, celles qui n'ont pas su ou pu attirer de nouvelles cultures de rente, d'industries ou de grands équipements touristiques. Là, les groupes ne s'imaginent pas d'avenir sans possession collective des terres : c'est vrai au Chiapas en particulier.

La modernisation n'est pas facile lorsqu'elle remet en cause des attitudes aussi profondément intégrées à la culture d'un pays que celles qui ont trait à la possession de la terre et aux rapports de protection/dépendance. Là où l'évolution a été le plus loin, de nouveaux déséquilibres apparaissent. L'impossible enracinement de la société frontalière, ou le maintien de la misère dans une partie de la métropole fédérale, en témoignent.

C'est donc une réflexion sur les difficultés que rencontre la modernisation dans un milieu culturel aussi original que celui du Mexique que ce numéro propose.

## LECTURES

### Le Mexique à l'aube du troisième millénaire

Ce recueil d'articles<sup>1</sup>, assemblés à la veille de la ratification de l'A.L.E.N.A., expose les problèmes que rencontre la politique de "modernisation", marquée par l'ouverture du Mexique au marché international, surtout états-unien, et l'appel aux investissements par le Parti Révolutionnaire Institutionnel (P.R.I.), au pouvoir depuis 1929. Comme le clientélisme et la reconnaissance de caciques plongent leurs racines dans l'héritage agraire et indien, bases partielles de l'Etat et de la nation mexicains<sup>2</sup>, l'évolution que réclame la "modernisation" peut être apparentée à une "révolution culturelle", qui est refusée par une partie de la population. Pour le géographe, ces tensions permettent de mieux comprendre le territoire mexicain et son évolution.

Le premier thème commun, celui de la libéralisation, est abordé par Michel Husson (p. 51-67) et Alain Vannep (p. 67-79). La "dépétrolisation du Mexique" y est exposée, avec, comme corollaire, la privatisation partielle, la division de la PEMEX, à laquelle est adjointe, en juillet 1992, une filiale, PEMEX international, présentée comme le cheval de Troie de la privatisation définitive. Après une mise en perspective historique (p. 79-98), où Maria Teresa Gutierrez Haces présente "le libre commerce comme projet historique de l'Etat mexicain", Jean Revel-Mouroz détaille (p. 99-104) les caractéristiques de l'A.L.E.N.A et les attentes mexicaines à son égard. Marielle Pépin Lehalleur, dans "l'émergence d'un Mexique rural post-agrariste" aborde notamment la réforme de l'article 27 de la constitution qui "permet l'appropriation privée des parcelles *ejidales* par leurs actuels détenteurs" comme les investissements étrangers. Enfin, Marie-France Prevôt-Schapira souligne (p. 203-217) la virulence du discours antisindical appuyé par le Parti d'Action Nationale (P.A.N), surtout dans le nord du pays, et depuis la fermeture "hautement symbolique" de la *Fundidora* (aciérie) de Monterrey en mai 1986. Pour tous ces auteurs, l'évolution en cours est en contradiction avec l'organisation antérieure des relations sociales, une partie de la culture mexicaine.

L'Etat, dominé par le P.R.I., cherche à compenser les effets de la politique de modernisation par des politiques sociales, très classiquement clientélistes. La Commission Nationale des Subsistances Populaires (CONASUPO) répartit les coupons *tortibonos* pour l'achat de *tortillas* au moindre prix, le programme PRONASOL (Plan national de Solidarité) touche les paysans pauvres, les journaliers agricoles, les habitants des quartiers périphériques, les Indiens (p. 237). Malgré ces mesures d'accompagnement, le refus de la politique de modernisation par

---

<sup>1</sup> *Le Mexique à l'aube du troisième millénaire*. Paris, Prevôt-Schapira, M.F. et Revel-Mouroz, J.R. (coordinateurs), 1993, Publications de l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine, 53: 254 p.

<sup>2</sup> C'est ce que rappelle indirectement, par exemple, une réforme constitutionnelle de juillet 1991 : "la nation mexicaine a une composition pluriculturelle fondée à l'origine sur ses peuples indigènes... Dans les jugements et les procédures agraires dont ils seront partie, on tiendra compte de leurs pratiques et coutumes juridiques dans les termes établis par la loi".

ces catégories de population explique qu'elles soient particulièrement sensibles au parti d'opposition P.R.D. (Parti de la Révolution Démocratique) dirigé par Cardenas. Comme le souligne Georges Couffignal (p. 163-175), cet ancien cacique du P.R.I. est le fils du général qui nationalisa le pétrole mexicain en 1938 et redistribua des millions d'hectares de terres aux paysans. Ces blocages culturels, institutionnels, sont d'autant plus importants qu'ils sont renforcés par la pression démographique. Ce n'est pas un hasard si les deux coordinateurs de l'ouvrage ont placé en premier lieu l'article de Zavala De Cosio (p. 23-40), et si celui-ci souligne qu'il faudra un siècle et demi avant d'atteindre la stabilisation démographique. L'importance du croît annuel laisse supposer celle de la pauvreté, dont François Lartigue (p. 243-249) rappelle qu'elle concernerait 41 millions de Mexicains en 1987, sans compter le fait que plus de 80% des Indiens se trouvent dans les zones rurales des régions les plus pauvres.

L'évolution du territoire mexicain est marquée par ces deux tendances opposées : celle de la modernisation et celle de la résistance au changement, qui sont localement présentes en proportion inégale. A l'échelle nationale, Daniel Hiernaux (p. 147-163) rappelle que "la modification des relations internationales ouvre de nouvelles perspectives de croissance à des espaces, essentiellement de la périphérie, auxquels on n'attachait qu'une importance secondaire dans les années antérieures" (p. 149) : l'aire transfrontalière du nord et le littoral. Le nord n'est pas seulement marqué par les *maquiladoras* et leur extension agricole; il est touché, de manière révélatrice, par une plus grande autonomie régionale. Jean Revel-Mouroz évoque à ce propos "un relâchement de la chaîne de commandement tenue par Mexico" ("la nouvelle frontière au coeur de l'intégration aux Etats-Unis, p. 105-147). L'échec du P.R.I. face au P.A.N. pour l'élection des gouverneurs de Basse-Californie (1989) et du Chihuahua (1992) livre le même message. On pourrait suggérer que cette coupure entre le centre du pays et les marges septentrionales n'est que le nouvel aspect d'une distinction fondamentale, très ancienne, entre un Mexique d'agriculture fixe liée au maïs, ayant permis l'essor urbain précolombien, notamment avec Tenochtitlan<sup>1</sup>, et une marge aride, mal ou pas tenue, peu densément peuplée par des populations de chasseurs et nomades, même s'ils pratiquaient l'agriculture<sup>2</sup>. Le partage entre la "Mexamerica" et la "New Spain" de la carte p. 142 reprendrait, à la faveur de la politique de modernisation, un partage culturel fondamental de l'espace mexicain. Il est peu étonnant que les expériences de l'ouverture, qui exigent une redéfinition des liens sociaux avant tout originaires du centre du pays, soient plus facilement applicables sur les marges traditionnellement moins bien tenues de l'espace mexicain, où les relations sociales peuvent présenter plus de liberté.

A l'échelle locale, les "îlots de modernité" (p. 216) sont liés à l'ouverture, outre les *maquiladoras*, qui fonctionnent comme des enclaves juridiques en territoire national (Brunet, 1992). Revel-Mouroz signale le cas de la vallée du câblage électrique que serait devenu l'Etat du Chihuahua où les unités de General Motors et

---

<sup>1</sup> Cf. "Maïs et civilisations américaines" in Braudel, F., 1979. Civilisation matérielle, économie et capitalisme, tome 1, Paris, Armand Colin, p. 133.

<sup>2</sup> Cf. Claval, P., 1994, Le poids des héritages et des traditions culturelles dans la géographie de l'Amérique du Nord, in : *Le continent nord américain*, SEDES, Paris, pp. 7-48.

les équipementiers japonais "colonisent les villes moyennes à partir de Ciudad Juarez et de Chihuahua" en se basant "sur la non-syndicalisation indispensable à la flexibilité du travail". On le voit, le critère de localisation ne tient plus seulement au différentiel des salaires par rapport aux Etats-Unis mais exige bien cette révolution des mentalités, plus facile à obtenir dans cette partie traditionnellement marginale du territoire mexicain. Enfin, la croissance de Mexico semblerait être "moins incontrôlée", plus lente d'après Claude Bataillon (p. 41-48). Cette évolution, là encore, pourrait traduire les effets de la modernisation, par les "migrations de couches modestes vers la frontière des Etats-Unis probablement". Mais aussi grâce à la réforme de novembre 1991 : les terres *ejidales* devenant privées, la croissance de Mexico se fait sur des terrains plus coûteux, incitant à une densification du bâti. D'après Bataillon, 50% de l'espace bâti de Mexico aurait été gagné sur des terres *ejidales*, théoriquement inaccessibles, grâce au clientélisme politique. Le cas de Cerro del Judio, étudié par Maria Luisa Tarres (p. 179-203), illustre cette évolution. On voit combien le clientélisme est étroitement lié au mode de gestion foncière particulier au Mexique. Il explique, dans la région métropolitaine, les succès politiques de Cuauhtemoc Cardenas, "récupérant dans son discours, au nom du peuple, le contenu populaire présent dans le projet de révolution mexicaine" (p. 187).

Certes, l'on ne peut que regretter l'absence d'un article consacré au tourisme, notamment national, et aux problèmes d'environnement métropolitain, en dépit des indications fournies par Claude Bataillon. Mais il convient surtout de souligner combien la lecture de ce collectif peut apporter aux géographes qui, par intérêt personnel ou pour les besoins de la préparation aux concours, s'intéressent au Mexique.

Patrick PIGEON  
Université de Savoie

## Une vision culturelle du Mexique

Les ouvrages de géographie valent d'abord par les questions auxquelles ils cherchent à répondre. Celles que pose Jérôme Monnet sont essentielles. Un pays, c'est d'abord un vouloir-vivre en commun, une image projetée dans l'espace. Comment et pourquoi sont-ils nés ? C'est à cela que s'attache d'abord ce petit ouvrage<sup>1</sup>. L'espace mexicain, à cheval sur l'arido-Amérique du Nord et les espaces tropicaux et humides de l'Amérique centrale n'offrait aucune homogénéité au moment de la conquête : le Centre et le Sud avaient vu se développer de vieilles civilisations; l'Empire aztèque était leur héritier, mais ne regroupait qu'une partie de cette zone de peuplement dense et diverse. Le Nord était parcouru de groupes semi-nomades ou nomades, les Chichimèques.

L'unité est le fruit de la colonisation, qui, pour mettre en valeur les régions minières du Nord, fait appel à toutes les composantes du peuplement, aux groupes de langue Nahuatl et aux colons en particulier, et les fonde dans un moule commun. A l'Indépendance, le pays se réclame d'une tradition autochtone en se définissant

---

<sup>1</sup> Monnet, Jérôme, 1994, *Le Mexique*, Coll. Géographie d'aujourd'hui, Paris, Nathan, 192p.

comme l'héritier du pouvoir aztèque; la diversité historique est ainsi surmontée - mais les rapports aux minorités indiennes se trouvent compliqués : ces groupes méritent d'être protégés, puisqu'ils rappellent l'origine indigène de la société, mais empêchent du même coup l'unification totale du Mexique contemporain.

Jérôme Monnet résume admirablement les vicissitudes de l'histoire mexicaine au XIX<sup>ème</sup> siècle et dans la première moitié du XX<sup>ème</sup> : le mouvement de Réforme qu'incarne Benito Juarez précipite la formation de grandes propriétés aux dépens des communautés indiennes. Porfirio Diaz renforce la centralisation et crée les infrastructures d'une économie moderne. Les tensions sociales qui résultent de cette marche forcée expliquent la Révolution. Le Parti Révolutionnaire Institutionnalisé incarne l'équilibre que le Mexique a trouvé depuis; il est fait de respect des traditions indigènes, celles qui ont trait au rapport à la terre en particulier, et de volonté de modernisation, dans un système qui a plutôt nationalisé le clientélisme qu'il ne l'a éliminé.

Comment vit-on dans ce cadre? Jérôme Monnet part des hommes et nous les montre dans le décor de leur existence quotidienne; il nous fait rentrer dans l'intimité des espaces de mort et de vie, des paysages, de la *plazza mayor* et des lieux de sociabilité. Les campagnes sont socialement dominées par les formes d'agriculture de subsistance à base de maïs ou de petite agriculture commerciale que la Révolution a permis de maintenir, mais c'est des grandes exploitations que vient l'essentiel de la production livrée aux villes. Le modèle urbain projeté par les Espagnols dès la Conquête est toujours aussi essentiel pour comprendre les villes mexicaines, mais la vigueur de l'urbanisation contemporaine conduit à des réadaptations qui n'empêchent pas les centres villes de conserver un rôle capital, à Mexico en particulier.

Jérôme Monnet nous fait ainsi comprendre la logique de la culture mexicaine et ses implications spatiales avant d'aborder les aspects économiques du pays. Cela donne une force toute particulière aux pages qu'il consacre à la différenciation des territoires : c'est un des thèmes préférés des géographes français qui travaillent sur le Mexique, Claude Bataillon, Jean Revel-Mouroz et Alain Musset, par exemple. A être saisi dans la perspective culturelle, le problème de la constitution du grand marché nord-américain prend un relief singulier : le Mexique a certainement intérêt à s'ouvrir de nouveaux débouchés et à renforcer son rôle de médiateur entre Amérique anglo-saxonne et Amérique hispanique, mais la transformation s'annonce délicate, car elle remet en cause le compromis entre vieux fonds indigène et modernité auquel avait abouti la Révolution mexicaine.

Le texte est rapide, le style incisif; les documents, qui occupent toujours la moitié des volumes de cette collection, abordent le Mexique sous l'angle du cinéma, de la bande dessinée, de la littérature tout autant que sous celui de la statistique.

Une nouvelle géographie régionale à fondement culturel est en train de naître. Ce n'était pas l'approche la plus couramment utilisée dans les études américaines. Avec l'ouvrage que Cynthia Ghorra-Gobin a consacré aux Etats-Unis, voici l'Amérique du Nord pratiquement couverte : notre vision d'espaces dont l'analyse n'avait pas été profondément renouvelée depuis un demi-siècle se trouve bouleversée.

Paul CLAVAL  
Université de Paris-Sorbonne

## A propos de Mexico : symbolisme et centralité

Le Mexique se confond aussi volontiers avec Mexico que la France ne le fait avec Paris. C'est le problème de la dimension symbolique des capitales, de certaines d'entre elles tout au moins, qui est au cœur de l'ouvrage<sup>1</sup> que Jérôme Monnet vient de consacrer à la mégalopole mexicaine, ou plutôt à son cœur.

Le sujet paraît assez limité, puisque l'étude ne porte que sur la partie centrale de l'agglomération, et plus particulièrement sur ses quartiers historiques : Mexico a beau être devenue la seconde ou la troisième métropole mondiale par sa population, une telle monographie resterait d'intérêt limité si elle ne s'inscrivait dans la perspective plus large des représentations urbaines et de leurs significations.

Jérôme Monnet a su tirer parti d'une source documentaire originale pour reconstituer les images successives de Mexico depuis la Conquête : durant deux siècles, l'admiration domine, avant que le triomphe des idées hygiénistes, dans la deuxième moitié du XVIII<sup>ème</sup> siècle, n'impose une révision déchirante : c'est désormais le thème du désordre qui l'emporte, et explique les efforts des autorités pour débarrasser la grand place, le *zocalo*, du marché indien qui faisait son animation. Mais la critique moderniste n'empêche pas le pays de s'identifier à sa capitale, et plus spécifiquement à son centre, comme le montre le poids que la presse donne aujourd'hui à la métropole.

La ville compte parce que la nation s'identifie à elle et à ses monuments : cela explique la place que la définition du patrimoine a tenue, depuis le début du XIX<sup>ème</sup> siècle, dans la formation de l'Etat-nation mexicain et l'importance qu'ont précocement revêtu les politiques de conservation.

La physionomie du centre actuel de Mexico ne peut se comprendre hors de ce contexte : dans tout le centre historique, les immeubles datent de l'époque coloniale, ou ont le gabarit de cette époque. Les gratte-ciel n'apparaissent qu'à l'extérieur du vieux noyau, au Sud-Ouest en particulier, où la Tour latino-américaine témoigne de la volonté du Parti Révolutionnaire Institutionnalisé d'affirmer la modernité du pays. Les contraintes liées à ce bâti, les difficultés de circulation (malgré le métro qui allège un peu le trafic de surface), et la vétusté d'une partie des constructions expliquent le dépeuplement d'une partie du centre, et la surpopulation du reste, mais ne l'empêchent pas de tenir un rôle essentiel dans le commerce et le tourisme.

Malgré sa charge symbolique - ou à cause d'elle, et de l'impossibilité qu'elle engendre de densifier la partie la plus ancienne de l'agglomération en y construisant de grands immeubles de bureaux -, le centre ancien de Mexico se voit aujourd'hui concurrencé par les extensions qui se développent depuis maintenant un demi-siècle en direction du Sud-Ouest. Ce glissement crée des problèmes, mais le pouvoir ne peut faire autre chose que de magnifier les fonctions symboliques du centre ancien. Octavio Paz tire, à propos du Musée national d'anthropologie, une leçon qui vaut pour tout le centre :

---

<sup>1</sup> Monnet, Jérôme, 1993, *La ville et son double. La parabole de Mexico*, Paris, Nathan, 224 p.

"L'exaltation et la glorification de Mexico-Tenochtitlan transforment le Musée d'anthropologie en un temple. Le culte propagé en ces murs est celui qui inspire les manuels d'histoire nationale et les discours de nos dirigeants" (p. 165).

C'est ce qui justifie certains des choix qui ont été faits au nom de la conservation du patrimoine, celui de sacrifier de très beaux édifices coloniaux pour remettre à jour les restes du grand temple aztèque par exemple. C'est ce qui explique, dans le courant des années 1980, la création d'un étrange mythe d'origine, celui de Mexcatitlan, "qui associe le centre historique de Mexico à la fondation du pays" (p.171).

Ce que le livre de Jérôme Monnet examine, ce sont en effet

"les rouages de ce que nous pourrions appeler la machine à fabriquer le Mexique, dont le centre est à la fois le moteur (la capitale) et le pilote (l'Etat). Ce type de machine n'est pas exclusivement mexicain (...). La centralité apparaît dès lors dans ses dimensions géographiques, symboliques et politiques : l'exercice du pouvoir sur un groupe passe par la définition de son identité et le contrôle de son centre dans les contextes culturels d'origine européenne" (p. 181).

Présentée sous cette forme, cette thèse est peut-être trop absolue, mais c'est elle qui fait la portée de cet essai :

"... le centre n'est pas l'expression naturelle d'une région prédéterminée, il n'en est pas issu par génération spontanée pour la polariser et l'organiser, comme si la région avait attendu le centre pour sortir du chaos originel. Non, le centre fabrique de toute pièce sa périphérie, il construit l'espace qui l'institue comme centre. C'est le but des manipulations mythiques de l'espace et du temps que de convertir des formes et des objets spatiaux en symboles (...). Le symbole est un signe qui réunit, met en relation, articule les instances de notre pratique et de notre imaginaire de la ville. Cette capacité du symbole à mettre en communication des mondes distincts, à faire circuler le sens hors de toute logique linguistique et à créer et nourrir des images, explique l'importance des espaces et des édifices symboliques qui transmettent des significations suivant un autre modèle que celui du langage" (p. 197).

Quelle magnifique ouverture pour la géographie culturelle!

Paul CLAVAL  
Université de Paris-Sorbonne

## Le Mexique entre deux Amériques

La signature du traité créant la zone de libre échange nord-américaine est une date importante pour le Mexique. Quelles perspectives cela ouvre-t-il au pays? Quelles difficultés surgiront-elles? Telles sont les questions auxquelles ce petit ouvrage<sup>1</sup> d'Alain Musset cherche à répondre.

---

<sup>1</sup> Musset, Alain, 1994, *Le Mexique entre deux Amériques*, Paris, Ellipses, 128 p.

Les réseaux de barbelés qui suivent la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique créent l'image d'une discontinuité profonde, alors que le Mexique regarde beaucoup vers son voisin du Nord. La nation mexicaine est à cheval sur l'Amérique du Nord et l'Amérique centrale. Les grands espaces du Nord manquent d'eau et sont longtemps restés peu peuplés, mais leur occupation, stimulée à l'époque coloniale par les mines, n'a cessé de progresser depuis que les relations avec le pays voisin se multiplient : travailleurs saisonniers, touristes, et aujourd'hui *maquiladoras* font du Nord, et plus particulièrement de la frontière, un des ensembles les plus dynamiques du pays.

L'ALENA confirme ainsi une tendance forte de l'économie mexicaine, mais sa signature a une signification plus profonde : elle marque la fin de la Révolution mexicaine. Celle-ci reflétait un compromis entre un idéal de modernité, l'attachement des masses rurales à des formes collectives d'appropriation de la terre, et un nationalisme économique chatouilleux. L'édifice créé dans les années 1920 et 1930 s'affaiblit depuis 30 ans. La Pemex s'ouvre au capital étranger, les privatisations s'accélèrent et la révision de l'article 27 de la Constitution marque la fin des *ejidos*. La démocratisation de la vie politique se confirme.

C'est une transformation profonde de la société qui a rendu nécessaires ces mutations institutionnelles : la transition démographique est bien amorcée; les migrations accentuent l'urbanisation et accélèrent la redistribution des rôles et spécialisations régionaux : l'attraction du Nord et celle de Mexico et de l'aire qui en dépend directement, sont toujours très marquées. La part du tertiaire dans l'activité économique s'accroît rapidement.

L'ouverture vers l'Amérique du Nord précipitera sans doute le développement économique du pays, mais l'évolution ne se fera pas sans réajustements majeurs : c'est sur ces points que l'analyse d'Alain Musset est la plus riche. Le pays a à définir un nouvel équilibre entre la capitale et les espaces périphériques, à promouvoir la déconcentration de beaucoup d'activités et à venir en aide aux deux ensembles en crise, celui du Centre-Nord qui se remet mal du déclin de ses activités minières, et celui du Sud, Guerrero, Oaxaca et Chiapas, encore dominé par une agriculture de subsistance. Les problèmes de fond sont aussi de nature sociale - comment intégrer les oubliés de la croissance? - et ethnique. Alain Musset insiste sur la question indienne, dont les incidents du Chiapas viennent de rappeler la brûlante actualité.

Alain Musset souligne, en conclusion, la dimension géographique des transformations en cours :

"Plus que jamais, le Mexique se trouve donc au contact de deux mondes. Mais alors que ce contact était jusqu'à présent limité à une ligne de partage (...), il se diffuse aujourd'hui à l'ensemble du territoire et fait du pays tout entier une zone de transition entre l'Amérique latine et l'Amérique du Nord" (p. 125).

L'ouvrage ouvre ainsi des perspectives nouvelles sur les enjeux spatiaux de l'évolution contemporaine du pays.

Paul CLAVAL  
Université de Paris-Sorbonne

Achévé d'imprimer en septembre 1994  
sur les presses de la Nouvelle Imprimerie Laballery  
58500 Clamecy  
Dépôt légal : septembre 1994  
Numéro d'impression : 406089

Lieu de confrontation d'idées et d'expériences, Géographie et cultures répond à l'intérêt renouvelé de la géographie pour les faits de civilisation, et des sciences sociales pour l'environnement.

Quel est le rôle de l'espace dans la structuration d'une culture? Comment se perçoit l'influence d'une civilisation dans l'organisation par les hommes de leur espace et de leur milieu? Un domaine fécond et encore peu exploré s'ouvre à l'analyse, lorsqu'on observe les relations entre phénomènes géographiques (espace, milieu, territoire, paysage, régions...) et phénomènes culturels (identité, valeur, mémoire, représentation...).

Cette revue de géographie culturelle et d'ethnogéographie s'adresse à tous ceux qui s'interrogent sur les interactions entre espace et culture, sous toutes les latitudes et à toutes les échelles: historiens, ethnologues, sociologues, psychologues, géographes ou écrivains.

La création de l'Association de Libre Echange Nord-Américaine offre au Mexique un champ nouveau pour le développement de son économie, mais il remet en cause certaines des bases de sa société. Les études réunies ici soulignent l'originalité des rapports que la société et l'Etat mexicains nourrissent avec la terre, montrent la prégnance des formes prises par le clientélisme dans le cadre du régime mis en place par le Parti Révolutionnaire Institutionnalisé, et rendent sensibles, à travers l'analyse de la mobilité géographique et sociale, les difficultés que rencontrent les villes et les campagnes du pays.

Géographie et cultures

n° 10, 1994

---

J.Y. Marchal .....	Du territoire aux espaces de mobilité
M. Pépin Lehalleur .....	Le Chiapas n'est pas tout le Mexique
L. Cambrézy .....	L'histoire d'un Etat propriétaire
O. Hoffmann.....	Mobilité et stabilité d'une société rurale du Veracruz
J.Y. Marchal et M. Pépin Lehalleur .....	Le nord-veracruz
H. Rivière d'Arc.....	Mobilité et territoire au nord du Mexique
J. M. Juarez Nuñez et S. Combani Salinas .....	Chalco
M. F. Prévôt Schapira .....	Corporatisme et clientélisme
P. Claval.....	l'identité culturelle du Mexique



9 782738 427137

90 FF

ISBN: 2-7384-2713-8

ISSN: 1165-0354